
01001050605030120



1527

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 105**

6 Μαΐου 2003

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 3141

Κύρωση του Πρωτοκόλλου που τροποποιεί τη Διεθνή Σύμβαση για την απλούστευση και εναρμόνιση των τελωνειακών καθεστώτων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

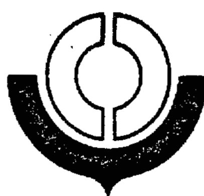
Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, το Πρωτόκολλο που τροποποιεί τη Διεθνή Σύμβαση για την απλούστευση και εναρμόνιση των τελωνειακών καθεστώτων, που υιοθετήθηκε στις Βρυξέλλες στις 26 Ιουνίου 1999, του οποίου το κείμενο σε πρωτότυπο στην αγγλική και γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική, έχει ως εξής:

PROTOCOLE D'AMENDEMENT

À LA CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA SIMPLIFICATION ET L'HARMONISATION DES RÉGIMES DOUANIERS

Conseil de Coopération douanière
(Organisation Mondiale des Douanes)

Rue du Marché 30
B-1210 Bruxelles



PROTOCOL OF AMENDMENT

TO THE INTERNATIONAL CONVENTION ON THE SIMPLIFICATION AND HARMONIZATION OF CUSTOMS PROCEDURES

Customs Co-operation Council
(World Customs Organization)

Rue du Marché 30
B-1210 Bruxelles

PROTOCOLE D'AMENDEMENT A LA CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA SIMPLIFICATION ET L'HARMONISATION DES REGIMES DOUANIERS

(fait à Bruxelles, le 26 juin 1999)

Les Parties contractantes à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (faite à Kyoto le 18 mai 1973 et entrée en vigueur le 25 septembre 1974), ci-après dénommée "la Convention", établie sous les auspices du Conseil de coopération douanière, ci-après dénommé "le Conseil",

CONSIDERANT que, en vue d'atteindre les objectifs qui consistent :

- à éliminer les disparités entre les régimes douaniers et les pratiques douanières des Parties contractantes, qui peuvent entraver le commerce international et les autres échanges internationaux;

- à répondre aux besoins du commerce international et de la douane en matière de facilitation, de simplification et d'harmonisation des régimes douaniers et des pratiques douanières;

- à assurer l'établissement de normes adéquates en matière de contrôle douanier; et

- à permettre à la douane de faire face aux changements majeurs intervenus dans le commerce et dans les méthodes et techniques administratives,

la Convention doit être amendée,

CONSIDERANT également que la Convention amendée :

- doit assurer que les principes fondamentaux régissant cette simplification et cette harmonisation ont un caractère contraignant à l'égard des Parties contractantes à cette Convention;

- doit permettre à la douane de se doter de procédures efficaces appuyées par des méthodes de contrôle adéquates et efficaces; et

- permettra de parvenir à un degré élevé de simplification et d'harmonisation des régimes douaniers et des pratiques douanières, ce qui est un objectif essentiel du Conseil, et d'apporter ainsi une contribution majeure à la facilitation du commerce international,

Sont convenues de ce qui suit :

PROTOCOL OF AMENDMENT TO THE INTERNATIONAL CONVENTION ON THE SIMPLIFICATION AND HARMONIZATION OF CUSTOMS PROCEDURES

(done at Brussels on 26th June 1999)

The Contracting Parties to the International Convention on the simplification and harmonization of Customs procedures (done at Kyoto on 18th May 1973 and entered into force on 25th September 1974), hereinafter "the Convention", established under the auspices of the Customs Co-operation Council, hereinafter "the Council",

CONSIDERING that to achieve the aims of :

- eliminating divergence between the Customs procedures and practices of Contracting Parties that can hamper international trade and other international exchanges;
- meeting the needs of international trade and the Customs for facilitation, simplification and harmonization of Customs procedures and practices;
- ensuring appropriate standards of Customs control; and
- enabling the Customs to respond to major changes in business and administrative methods and techniques,

the Convention must be amended,

CONSIDERING also that the amended Convention :

- must provide that the core principles for such simplification and harmonization are made obligatory on Contracting Parties to the amended Convention;
- must provide the Customs with efficient procedures supported by appropriate and effective control methods; and
- will enable the achievement of a high degree of simplification and harmonization of Customs procedures and practices which is an essential aim of the Council, and thus make a major contribution to facilitation of international trade,

Have agreed as follows :

ARTICLE 1

Le préambule et les articles de la Convention sont amendés conformément au texte figurant à l'appendice I du présent Protocole.

ARTICLE 2

Les Annexes de la Convention sont remplacées par l'Annexe générale figurant à l'appendice II et les Annexes spécifiques figurant à l'appendice III du présent Protocole.

ARTICLE 3

1. Toute Partie contractante à la Convention peut exprimer son consentement à être liée par le présent Protocole, y compris les appendices I et II :

   a) en le signant sans réserve de ratification;

   b) en déposant un instrument de ratification après l'avoir signé sous réserve de ratification; ou

   c) en y adhérant.

2. Le présent Protocole est ouvert jusqu'au 30 juin 2000, au siège du Conseil à Bruxelles, à la signature des Parties contractantes à la Convention. Après cette date, il sera ouvert à l'adhésion.

3. Le présent Protocole, y compris les appendices I et II, entre en vigueur trois mois après que quarante Parties contractantes ont signé le Protocole sans réserve de ratification ou ont déposé leurs instruments de ratification ou d'adhésion.

4. Après que quarante Parties contractantes ont exprimé leur consentement à être liées par le présent Protocole, conformément au paragraphe 1, une Partie contractante à la Convention accepte les amendements à la Convention uniquement en devenant partie au présent Protocole. Le Protocole entre en vigueur à l'égard de cette Partie contractante trois mois après qu'elle l'a signé sans réserve de ratification ou après qu'elle a déposé un instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 4

Une Partie contractante à la Convention peut, au moment où elle exprime son consentement à être liée par le présent Protocole, accepter une ou plusieurs des Annexes spécifiques ou des Chapitres de celles-ci figurant à l'appendice III et elle informe le Secrétaire général du Conseil de cette acceptation ainsi que des pratiques recommandées à l'égard desquelles elle a émis des réserves.

ARTICLE 1

The Preamble and the Articles of the Convention are amended as set out in the text contained in Appendix I hereto.

ARTICLE 2

The Annexes of the Convention are replaced by the General Annex contained in Appendix II and by the Specific Annexes contained in Appendix III hereto.

ARTICLE 3

1. Any Contracting Party to the Convention may express its consent to be bound by this Protocol, including Appendices I and II, by :

   (a) signing it without reservation of ratification;

   (b) depositing an instrument of ratification after signing it subject to ratification; or

   (c) acceding to it.

2. This Protocol shall be open until 30th June 2000 for signature at the Headquarters of the Council in Brussels by the Contracting Parties to the Convention. Thereafter, it shall be open for accession.

3. This Protocol, including Appendices I and II, shall enter into force three months after forty Contracting Parties have signed this Protocol without reservation of ratification or have deposited their instrument of ratification or accession.

4. After forty Contracting Parties have expressed their consent to be bound by this Protocol in accordance with paragraph 1, a Contracting Party to the Convention shall accept the amendments to the Convention only by becoming a party to this Protocol. For such a Contracting Party, this Protocol shall come into force three months after it signs this Protocol without reservation of ratification, or deposits an instrument of ratification or accession.

ARTICLE 4

Any Contracting Party to the Convention may, when it expresses its consent to be bound by this Protocol, accept any of the Specific Annexes or Chapters therein contained in Appendix III hereto and shall notify the Secretary General of the Council of such acceptance and of the Recommended Practices in respect of which it enters reservations.

ARTICLE 5

Après l'entrée en vigueur du présent Protocole, le Secrétaire général du Conseil n'accepte aucun instrument de ratification ou d'adhésion à la Convention.

ARTICLE 6

Dans les relations entre les parties au présent Protocole, le présent Protocole et ses appendices se substituent à la Convention.

ARTICLE 7

Le Secrétaire général du Conseil est le dépositaire du présent Protocole et assume les responsabilités telles que prévues à l'article 19 figurant à l'appendice I du présent Protocole.

ARTICLE 8

Le présent Protocole sera ouvert à la signature des Parties contractantes à la Convention, au siège du Conseil à Bruxelles, à compter du 26 juin 1999.

ARTICLE 9

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, le présent Protocole et ses appendices sera enregistré au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Secrétaire général du Conseil.

En foi de quoi les soussignés à ce dûment autorisés ont signé le présent Protocole.

Fait à Bruxelles, le vingt-six juin mil neuf cent quatre-vingt dix-neuf, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire général du Conseil qui en transmettra des copies certifiées conformes à toutes les entités visées au paragraphe 1 de l'article 8 figurant à l'appendice I du présent Protocole.

ARTICLE 5

After the entry into force of this Protocol, the Secretary General of the Council shall not accept any instrument of ratification or accession to the Convention.

ARTICLE 6

In relations between the Parties hereto, this Protocol with its Appendices shall supersede the Convention.

ARTICLE 7

The Secretary General of the Council shall be the depositary of this Protocol and shall perform the functions as provided for in Article 19 contained in Appendix I to this Protocol.

ARTICLE 8

This Protocol shall be open for signature by the Contracting Parties to the Convention at the Headquarters of the Council in Brussels from 26th June 1999.

ARTICLE 9

In accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations, this Protocol and its Appendices shall be registered with the Secretariat of the United Nations at the request of the Secretary General of the Council.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Protocol.

Done at Brussels, this twenty-sixth day of June nineteen hundred and ninety-nine, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single original which shall be deposited with the Secretary General of the Council who shall transmit certified copies to all the entities referred to in paragraph 1 of Article 8 contained in Appendix I to this Protocol.

CONVENTION INTERNATIONALE

POUR LA SIMPLIFICATION ET L'HARMONISATION DES REGIMES DOUANIERS
(amendée)

Conseil de Coopération douanière
(Organisation Mondiale des Douanes)

Rue du Marché 30
B-1210 Bruxelles



INTERNATIONAL CONVENTION

ON THE SIMPLIFICATION AND HARMONIZATION OF CUSTOMS PROCEDURES
(as amended)

Customs Co-operation Council
(World Customs Organization)

Rue du Marché 30
B-1210 Bruxelles

APPENDICE I

CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA SIMPLIFICATION ET L'HARMONISATION DES REGIMES DOUANIERS

(amendée)

PREAMBULE

Les Parties contractantes à la présente Convention élaborée sous les auspices du Conseil de coopération douanière,

S'EFFORCANT d'éliminer les disparités entre les régimes douaniers et les pratiques douanières des Parties contractantes, qui peuvent entraver le commerce international et les autres échanges internationaux,

DESIRANT apporter une contribution efficace au développement du commerce et de ces échanges en simplifiant et en harmonisant les régimes douaniers et les pratiques douanières et en favorisant la coopération internationale,

NOTANT que les avantages significatifs procurés par la facilitation du commerce international peuvent être obtenus sans porter atteinte aux normes régissant normalement le contrôle douanier,

RECONNAISSANT que cette simplification et cette harmonisation peuvent être accomplies notamment en appliquant les principes ci-après :

- la mise en oeuvre de programmes en vue de moderniser constamment les régimes et pratiques douaniers et d'améliorer leur efficacité et leur rendement,
- l'application de régimes douaniers et de pratiques douanières de manière prévisible, cohérente et transparente,
- la mise à la disposition des parties intéressées de tous les renseignements nécessaires concernant les lois, réglementations, directives administratives, régimes et pratiques de la douane,
- l'adoption de techniques modernes telles que les systèmes de gestion des risques et les contrôles par audit, ainsi que l'utilisation qui soit la plus large possible de la technologie de l'information,
- la coopération, lorsqu'il y a lieu, avec les autres autorités nationales, les autres administrations des douanes et les milieux commerciaux,
- la mise en œuvre de normes internationales pertinentes,
- l'ouverture aux parties lésées de voies de recours administratives et judiciaires d'un accès facile,

APPENDIX I

INTERNATIONAL CONVENTION ON THE SIMPLIFICATION AND HARMONIZATION OF CUSTOMS PROCEDURES

(as amended)

PREAMBLE

The Contracting Parties to the present Convention established under the auspices of the Customs Co-operation Council,

ENDEAVOURING to eliminate divergence between the Customs procedures and practices of Contracting Parties that can hamper international trade and other international exchanges,

DESIRING to contribute effectively to the development of such trade and exchanges by simplifying and harmonizing Customs procedures and practices and by fostering international co-operation,

NOTING that the significant benefits of facilitation of international trade may be achieved without compromising appropriate standards of Customs control,

RECOGNIZING that such simplification and harmonization can be accomplished by applying, in particular, the following principles :

- the implementation of programmes aimed at continuously modernizing Customs procedures and practices and thus enhancing efficiency and effectiveness,
- the application of Customs procedures and practices in a predictable, consistent and transparent manner,
- the provision to interested parties of all the necessary information regarding Customs laws, regulations, administrative guidelines, procedures and practices,
- the adoption of modern techniques such as risk management and audit-based controls, and the maximum practicable use of information technology,
- co-operation wherever appropriate with other national authorities, other Customs administrations and the trading communities,
- the implementation of relevant international standards,
- the provision to affected parties of easily accessible processes of administrative and judicial review,

CONVAINCUES qu'un instrument international reprenant les objectifs et les principes ci-dessus que les Parties contractantes s'engagent à mettre en oeuvre est de nature à conduire au haut degré de simplification et d'harmonisation des régimes douaniers et des pratiques douanières qui est l'un des principaux buts du Conseil de coopération douanière, apportant ainsi une contribution majeure à la facilitation du commerce international,

Sont convenues de ce qui suit :

CHAPITRE I

Définitions

Article 1

Pour l'application de la présente Convention, on entend par :

a) **"norme"** : une disposition dont la mise en oeuvre est reconnue comme étant nécessaire pour aboutir à l'harmonisation et la simplification des régimes douaniers et des pratiques douanières;

b) **"norme transitoire"** : une norme de l'Annexe générale pour laquelle un délai de mise en oeuvre plus long est accordé;

c) **"pratique recommandée"** : une disposition d'une Annexe spécifique reconnue comme constituant un progrès dans la voie de l'harmonisation et de la simplification des régimes douaniers et pratiques douanières et dont l'application la plus large possible est jugée souhaitable;

d) **"législation nationale"** : les lois, règlements et autres mesures imposés par une autorité compétente d'une Partie contractante et applicables sur l'ensemble du territoire de la Partie contractante concernée, ou les traités en vigueur par lesquels cette Partie est liée;

e) **"Annexe générale"** : l'ensemble de dispositions applicables à tous les régimes douaniers et pratiques douanières visés par la présente Convention;

f) **"Annexe spécifique"** : un ensemble de dispositions applicables à un ou plusieurs régimes douaniers et pratiques douanières visés par la présente Convention;

g) **"Directives"** : un jeu d'explications des dispositions de l'Annexe générale, des Annexes spécifiques et des Chapitres de celles-ci, qui indique certaines des lignes de conduite pouvant être suivies pour appliquer les normes, les normes transitoires et les pratiques recommandées, et qui précise les pratiques conseillées ainsi que les exemples de facilités plus grandes recommandées;

CONVINCED that an international instrument incorporating the above objectives and principles that Contracting Parties undertake to apply would lead to the high degree of simplification and harmonization of Customs procedures and practices which is an essential aim of the Customs Co-operation Council, and so make a major contribution to facilitation of international trade,

Have agreed as follows :

CHAPTER I

Definitions

Article 1

For the purposes of this Convention :

(a) **"Standard"** means a provision the implementation of which is recognized as necessary for the achievement of harmonization and simplification of Customs procedures and practices;

(b) **"Transitional Standard"** means a Standard in the General Annex for which a longer period for implementation is permitted;

(c) **"Recommended Practice"** means a provision in a Specific Annex which is recognized as constituting progress towards the harmonization and the simplification of Customs procedures and practices, the widest possible application of which is considered to be desirable;

(d) **"National legislation"** means laws, regulations and other measures imposed by a competent authority of a Contracting Party and applicable throughout the territory of the Contracting Party concerned, or treaties in force by which that Party is bound;

(e) **"General Annex"** means the set of provisions applicable to all the Customs procedures and practices referred to in this Convention;

(f) **"Specific Annex"** means a set of provisions applicable to one or more Customs procedures and practices referred to in this Convention;

(g) **"Guidelines"** means a set of explanations of the provisions of the General Annex, Specific Annexes and Chapters therein which indicate some of the possible courses of action to be followed in applying the Standards, Transitional Standards and Recommended Practices, and in particular describing best practices and recommending examples of greater facilities;

h) **"Comité technique permanent"** : le Comité technique permanent du Conseil;

ij) **"Conseil"** : l'organisation établie par la Convention portant création d'un Conseil de coopération douanière, conclue à Bruxelles le 15 décembre 1950;

k) **"Union douanière ou économique"** : une Union constituée et composée par des Etats ayant compétence pour adopter sa propre réglementation qui est obligatoire pour ces Etats dans les matières couvertes par la présente Convention et pour décider, selon ses procédures internes, de signer ou de ratifier la présente Convention ou d'y adhérer.

CHAPITRE II

CHAMP D'APPLICATION ET STRUCTURE

Champ d'application de la Convention

Article 2

Chaque Partie contractante s'engage à promouvoir la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers et, à cette fin, à se conformer, dans les conditions prévues par la présente Convention, aux normes, normes transitoires et pratiques recommandées faisant l'objet des Annexes à la présente Convention. Toutefois, il est loisible à toute Partie contractante d'accorder des facilités plus grandes que celles que prévoit la Convention et il est recommandé à chaque Partie contractante d'accorder de telles facilités dans toute la mesure possible.

Article 3

Les dispositions de la présente Convention ne font pas obstacle à l'application de la législation nationale pour ce qui concerne, soit les prohibitions, soit les restrictions portant sur les marchandises assujetties à un contrôle douanier.

Structure de la Convention

Article 4

1. La Convention comprend un Corps, une Annexe générale et des Annexes spécifiques.

2. L'Annexe générale et chaque Annexe spécifique de la présente Convention se composent de Chapitres qui constituent une subdivision de l'Annexe et comprennent :

(h) **"Permanent Technical Committee"** means the Permanent Technical Committee of the Council;

(ij) **"Council"** means the Organization set up by the Convention establishing a Customs Co-operation Council, done at Brussels on 15 December 1950;

(k) **"Customs or Economic Union"** means a Union constituted by, and composed of, States which has competence to adopt its own regulations that are binding on those States in respect of matters governed by this Convention, and has competence to decide, in accordance with its internal procedures, to sign, ratify or accede to this Convention.

CHAPTER II

SCOPE AND STRUCTURE

Scope of the Convention

Article 2

Each Contracting Party undertakes to promote the simplification and harmonization of Customs procedures and, to that end, to conform, in accordance with the provisions of this Convention, to the Standards, Transitional Standards and Recommended Practices in the Annexes to this Convention. However, nothing shall prevent a Contracting Party from granting facilities greater than those provided for therein, and each Contracting Party is recommended to grant such greater facilities as extensively as possible.

Article 3

The provisions of this Convention shall not preclude the application of national legislation with regard to either prohibitions or restrictions on goods which are subject to Customs control.

Structure of the Convention

Article 4

1. The Convention comprises a Body, a General Annex and Specific Annexes.

2. The General Annex and each Specific Annex to this Convention consist, in principle, of Chapters which subdivide an Annex and comprise :

a) des définitions; et

b) des normes, dont certaines, contenues dans l'Annexe générale, sont transitoires.

3. Chaque Annexe spécifique contient également des pratiques recommandées.

4. Chaque Annexe est accompagnée de Directives dont les textes ne lient pas les Parties contractantes.

Article 5

Pour l'application de la présente Convention, les Annexes spécifiques et les Chapitres de celles-ci en vigueur à l'égard d'une Partie contractante sont considérés comme faisant partie intégrante de la Convention et en ce qui concerne cette Partie contractante, toute référence à la Convention est considérée comme faisant également référence à ces Annexes et Chapitres.

CHAPITRE III

GESTION DE LA CONVENTION

Comité de gestion

Article 6

1. Un Comité de gestion est créé pour examiner la mise en application de la présente Convention et étudier toute mesure destinée à en assurer une interprétation et une application uniformes ainsi que tout amendement proposé.

2. Les Parties contractantes sont membres du Comité de gestion.

3. L'administration compétente de toute entité qui, aux termes de l'article 8, remplit les conditions pour devenir Partie contractante à la présente Convention ou de tout Membre de l'Organisation mondiale du commerce, peut assister aux sessions du Comité de gestion en qualité d'observateur. Le statut et les droits de ces observateurs sont définis par une Décision du Conseil. Les droits visés ci-avant ne peuvent être exercés avant l'entrée en vigueur de la Décision.

4. Le Comité de gestion peut inviter les représentants d'organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales à assister aux sessions du Comité de gestion en qualité d'observateurs.

(a) definitions; and

(b) Standards, some of which in the General Annex are Transitional Standards.

3. Each Specific Annex also contains Recommended Practices.

4. Each Annex is accompanied by Guidelines, the texts of which are not binding upon Contracting Parties.

Article 5

For the purposes of this Convention, any Specific Annex(es) or Chapter(s) therein to which a Contracting Party is bound shall be construed to be an integral part of the Convention, and in relation to that Contracting Party any reference to the Convention shall be deemed to include a reference to such Annex(es) or Chapter(s).

CHAPTER III

MANAGEMENT OF THE CONVENTION

Management Committee

Article 6

1. There shall be established a Management Committee to consider the implementation of this Convention, any measures to secure uniformity in the interpretation and application thereof, and any amendments proposed thereto.

2. The Contracting Parties shall be members of the Management Committee.

3. The competent administration of any entity qualified to become a Contracting Party to this Convention under the provisions of Article 8 or of any Member of the World Trade Organization shall be entitled to attend the sessions of the Management Committee as an observer. The status and rights of such Observers shall be determined by a Council Decision. The aforementioned rights cannot be exercised before the entry into force of the Decision.

4. The Management Committee may invite the representatives of international governmental and non-governmental organizations to attend the sessions of the Management Committee as observers.

5. Le Comité de gestion :

a) recommande aux Parties contractantes :

i) les amendements à apporter au Corps de la présente Convention;

ii) les amendements à apporter à l'Annexe générale, aux Annexes spécifiques et aux Chapitres de celles-ci, l'adjonction de nouveaux Chapitres à l'Annexe générale; et

iii) l'adjonction de nouvelles Annexes spécifiques et de nouveaux Chapitres dans les Annexes spécifiques;

b) peut décider d'amender les pratiques recommandées ou d'insérer de nouvelles pratiques recommandées dans les Annexes spécifiques ou Chapitres de celles-ci, conformément à l'article 16;

c) envisage la mise en oeuvre des dispositions de la présente Convention conformément au paragraphe 4 de l'article 13;

d) procède à la révision et à la mise à jour des Directives;

e) prend en considération toute autre question qui lui est soumise en rapport avec la présente Convention;

f) informe le Comité technique permanent et le Conseil de ses décisions.

6. Les administrations compétentes des Parties contractantes communiquent au Secrétaire général du Conseil les propositions visées aux alinéas a), b), c) ou d) du paragraphe 5 de cet article et les raisons qui les motivent, ainsi que les demandes d'inscription de questions à l'ordre du jour des sessions du Comité de gestion. Le Secrétaire général du Conseil porte les propositions d'amendement à la connaissance des administrations compétentes des Parties contractantes et des observateurs visés aux paragraphes 2, 3 et 4 du présent article.

7. Le Comité de gestion se réunit au moins une fois par an. Il procède annuellement à l'élection de son Président et de son Vice-Président. Le Secrétaire général du Conseil distribue l'invitation et le projet d'ordre du jour aux administrations compétentes des Parties contractantes et aux observateurs visés aux paragraphes 2, 3 et 4 du présent article au moins six semaines avant la session du Comité de gestion.

8. Lorsqu'une décision ne peut être prise par voie de consensus, les questions soumises au Comité de gestion sont mises aux voix des Parties contractantes présentes. Les propositions faites au titre des alinéas a), b) ou c) du paragraphe 5 du présent article sont approuvées à la majorité des deux tiers des voix émises. Le Comité de gestion décide de toutes les autres questions à la majorité des voix émises.

5. The Management Committee :

(a) shall recommend to the Contracting Parties :

(i) amendments to the Body of this Convention;

(ii) amendments to the General Annex, the Specific Annexes and Chapters therein and the incorporation of new Chapters to the General Annex; and

(iii) the incorporation of new Specific Annexes and new Chapters to Specific Annexes;

(b) may decide to amend Recommended Practices or to incorporate new Recommended Practices to Specific Annexes or Chapters therein in accordance with Article 16;

(c) shall consider implementation of the provisions of this Convention in accordance with Article 13, paragraph 4;

(d) shall review and update the Guidelines;

(e) shall consider any other issues of relevance to this Convention that may be referred to it;

(f) shall inform the Permanent Technical Committee and the Council of its decisions.

6. The competent administrations of the Contracting Parties shall communicate to the Secretary General of the Council proposals under paragraph 5 (a), (b), (c) or (d) of this Article and the reasons therefor, together with any requests for the inclusion of items on the Agenda of the sessions of the Management Committee. The Secretary General of the Council shall bring proposals to the attention of the competent administrations of the Contracting Parties and of the observers referred to in paragraphs 2, 3 and 4 of this Article.

7. The Management Committee shall meet at least once each year. It shall annually elect a Chairman and Vice-Chairman. The Secretary General of the Council shall circulate the invitation and the draft Agenda to the competent administrations of the Contracting Parties and to the observers referred to in paragraphs 2, 3 and 4 of this Article at least six weeks before the Management Committee meets.

8. Where a decision cannot be arrived at by consensus, matters before the Management Committee shall be decided by voting of the Contracting Parties present. Proposals under paragraph 5 (a), (b) or (c) of this Article shall be approved by a two-thirds majority of the votes cast. All other matters shall be decided by the Management Committee by a majority of the votes cast.

9. En cas d'application de l'article 8, paragraphe 5 de la présente Convention, les Unions douanières ou économiques qui sont Parties contractantes ne disposent, en cas de vote, que d'un nombre de voix égal au total des voix attribuables à leurs Membres qui sont Parties contractantes.

10. Le Comité de gestion adopte un rapport avant la clôture de sa session. Ce rapport est transmis au Conseil ainsi qu'aux Parties contractantes et aux observateurs visés aux paragraphes 2, 3 et 4.

11. En l'absence de dispositions spécifiques dans le présent article, le Règlement intérieur du Conseil est applicable, sauf si le Comité de gestion en décide autrement.

Article 7

Aux fins du vote au sein du Comité de gestion, il est procédé séparément au vote sur chaque Annexe spécifique et sur chaque Chapitre d'une Annexe spécifique.

a) Chaque Partie contractante est habilitée à voter s'agissant des questions relatives à l'interprétation, à l'application et à l'amendement du Corps et de l'Annexe générale de la Convention.

b) Pour ce qui concerne les questions relatives à une Annexe spécifique ou à un Chapitre d'une Annexe spécifique déjà en vigueur, seules sont habilitées à voter les Parties contractantes qui ont accepté cette Annexe ou ce Chapitre.

c) Chaque Partie contractante est habilitée à voter s'agissant des projets de nouvelles Annexes spécifiques ou de nouveaux Chapitres d'une Annexe spécifique.

CHAPITRE IV

PARTIE CONTRACTANTE

Ratification de la Convention

Article 8

1. Tout Membre du Conseil et tout Membre de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées peut devenir Partie contractante à la présente Convention :

   a) en la signant, sans réserve de ratification;

   b) en déposant un instrument de ratification après l'avoir signée sous réserve de ratification; ou

   c) en y adhérant.

9. Where Article 8, paragraph 5 of this Convention applies, the Customs or Economic Unions which are Contracting Parties shall have, in case of voting, only a number of votes equal to the total votes allotted to their Members which are Contracting Parties.

10. Before the closure of its session, the Management Committee shall adopt a report. This report shall be transmitted to the Council and to the Contracting Parties and observers mentioned in paragraphs 2, 3 and 4.

11. In the absence of relevant provisions in this Article, the Rules of Procedure of the Council shall be applicable, unless the Management Committee decides otherwise.

Article 7

For the purpose of voting in the Management Committee, there shall be separate voting on each Specific Annex and each Chapter of a Specific Annex.

(a) Each Contracting Party shall be entitled to vote on matters relating to the interpretation, application or amendment of the Body and General Annex of the Convention.

(b) As regards matters concerning a Specific Annex or Chapter of a Specific Annex that is already in force, only those Contracting Parties that have accepted that Specific Annex or Chapter therein shall have the right to vote.

(c) Each Contracting Party shall be entitled to vote on drafts of new Specific Annexes or new Chapters of a Specific Annex.

CHAPTER IV

CONTRACTING PARTY

Ratification of the Convention

Article 8

1. Any Member of the Council and any Member of the United Nations or its specialized agencies may become a Contracting Party to this Convention :

   (a) by signing it without reservation of ratification;

   (b) by depositing an instrument of ratification after signing it subject to ratification; or

   (c) by acceding to it.

2. La présente Convention est ouverte jusqu'au 30 juin 1974 au siège du Conseil, à Bruxelles, à la signature des Membres visés au paragraphe 1 du présent article. Après cette date, elle sera ouverte à l'adhésion de ces Membres.

3. Toute Partie contractante précise, au moment de signer ou de ratifier la présente Convention ou d'y adhérer, la ou les Annexes spécifiques ou le ou les Chapitres de celles-ci qu'elle accepte. Elle peut ultérieurement notifier au dépositaire qu'elle accepte une ou plusieurs autres Annexes spécifiques ou Chapitres de celles-ci.

4. Les Parties contractantes qui acceptent une nouvelle Annexe spécifique ou un nouveau Chapitre d'une Annexe spécifique le notifient au dépositaire conformément au paragraphe 3 du présent article.

5. a) Toute Union douanière ou économique peut, conformément aux dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 du présent article, devenir Partie contractante à la présente Convention. Elle informe alors le dépositaire de sa compétence en relation avec les matières couvertes par la présente Convention. Elle informe également le dépositaire de toute modification substantielle apportée à l'étendue de sa compétence.

b) Les Unions douanières ou économiques Parties contractantes à la présente Convention exercent, pour les questions qui relèvent de leur compétence, en leur nom propre, les droits et s'acquittent des responsabilités que la présente Convention confère aux Membres de ces Unions qui sont Parties contractantes à la présente Convention. En pareil cas, les Membres de ces Unions ne sont pas habilités à exercer individuellement ces droits, y compris le droit de vote.

Article 9

1. Toute Partie contractante qui ratifie la présente Convention ou y adhère est liée par les amendements à la présente Convention, y compris l'Annexe générale, entrés en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Toute Partie contractante qui accepte une Annexe spécifique ou un Chapitre de celle-ci est liée par les amendements aux normes figurant dans cette Annexe spécifique ou dans ce Chapitre entrés en vigueur à la date à laquelle elle notifie son acceptation au dépositaire. Toute Partie contractante qui accepte une Annexe spécifique ou un Chapitre de celle-ci est liée par les amendements aux pratiques recommandées qui y figurent et qui sont entrés en vigueur à la date à laquelle la Partie contractante notifie son acceptation au dépositaire, sauf si elle formule des réserves conformément à l'article 12 de la présente Convention à l'égard d'une ou de plusieurs de ces pratiques recommandées.

2. This Convention shall be open until 30th June 1974 for signature at the Headquarters of the Council in Brussels by the Members referred to in paragraph 1 of this Article. Thereafter, it shall be open for accession by such Members.

3. Any Contracting Party shall, at the time of signing, ratifying or acceding to this Convention, specify which if any of the Specific Annexes or Chapters therein it accepts. It may subsequently notify the depositary that it accepts one or more Specific Annexes or Chapters therein.

4. Contracting Parties accepting any new Specific Annex or any new Chapter of a Specific Annex shall notify the depositary in accordance with paragraph 3 of this Article.

5. (a) Any Customs or Economic Union may become, in accordance with paragraphs 1, 2 and 3 of this Article, a Contracting Party to this Convention. Such Customs or Economic Union shall inform the depositary of its competence with respect to the matters governed by this Convention. Such Customs or Economic Union shall also inform the depositary of any substantial modification in the extent of its competence.

(b) A Customs or Economic Union which is a Contracting Party to this Convention shall, for the matters within its competence, exercise in its own name the rights, and fulfil the responsibilities, which the Convention confers on the Members of such a Union which are Contracting Parties to this Convention. In such a case, the Members of such a Union shall not be entitled to individually exercise these rights, including the right to vote.

Article 9

1. Any Contracting Party which ratifies this Convention or accedes thereto shall be bound by any amendments to this Convention, including the General Annex, which have entered into force at the date of deposit of its instrument of ratification or accession.

2. Any Contracting Party which accepts a Specific Annex or Chapter therein shall be bound by any amendments to the Standards contained in that Specific Annex or Chapter which have entered into force at the date on which it notifies its acceptance to the depositary. Any Contracting Party which accepts a Specific Annex or Chapter therein shall be bound by any amendments to the Recommended Practices contained therein, which have entered into force at the date on which it notifies its acceptance to the depositary, unless it enters reservations against one or more of those Recommended Practices in accordance with Article 12 of this Convention.

Application de la Convention

Article 10

1. Toute Partie contractante peut, soit au moment de la signature sans réserve de ratification, de la ratification ou de l'adhésion, soit ultérieurement, notifier au dépositaire que la présente Convention s'étend à l'ensemble ou à certains des territoires dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité. Cette notification prend effet trois mois après la date à laquelle le dépositaire la reçoit. Toutefois, la Convention ne peut devenir applicable aux territoires désignés dans la notification avant qu'elle ne soit entrée en vigueur à l'égard de la Partie contractante intéressée.

2. Toute Partie contractante ayant, en application du paragraphe 1 du présent article, notifié que la présente Convention s'étend à un territoire dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité, peut notifier au dépositaire, dans les conditions prévues à l'article 19 de la présente Convention, que ce territoire cessera d'appliquer la Convention.

Article 11

Aux fins de l'application de la présente Convention, les Unions douanières ou économiques qui sont Parties contractantes notifient au Secrétaire général du Conseil les territoires qui constituent l'Union douanière ou économique, et ces territoires sont à considérer comme un seul territoire.

Acceptation des dispositions et formulation des réserves

Article 12

1. Chaque Partie contractante est liée par l'Annexe générale.

2. Une Partie contractante peut accepter une ou plusieurs Annexes spécifiques ou n'accepter qu'un ou plusieurs Chapitres d'une Annexe spécifique. Une Partie contractante qui accepte une Annexe spécifique ou un ou plusieurs Chapitres de celle-ci est liée par toutes les normes y figurant. Une Partie contractante qui accepte une Annexe spécifique ou un ou plusieurs Chapitres de celle-ci est liée par l'ensemble des pratiques recommandées figurant dans cette Annexe ou ce ou ces Chapitres, à moins qu'elle ne notifie au dépositaire, au moment de l'acceptation ou ultérieurement, la ou les pratiques recommandées pour laquelle ou lesquelles elle formule des réserves en indiquant les différences existant entre les dispositions de sa législation nationale et celles de la ou des pratiques recommandées en cause. Toute Partie contractante ayant formulé des réserves peut, à tout moment, les lever, en tout ou en partie, par notification au dépositaire en indiquant la date à laquelle ces réserves sont levées.

Application of the Convention

Article 10

1. Any Contracting Party may, at the time of signing this Convention without reservation of ratification or of depositing its instrument of ratification or accession, or at any time thereafter, declare by notification given to the depositary that this Convention shall extend to all or any of the territories for whose international relations it is responsible. Such notification shall take effect three months after the date of the receipt thereof by the depositary. However, this Convention shall not apply to the territories named in the notification before this Convention has entered into force for the Contracting Party concerned.

2. Any Contracting Party which has made a notification under paragraph 1 of this Article extending this Convention to any territory for whose international relations it is responsible may notify the depositary, under the procedure of Article 19 of this Convention, that the territory in question will no longer apply this Convention.

Article 11

For the application of this Convention, a Customs or Economic Union that is a Contracting Party shall notify to the Secretary General of the Council the territories which form the Customs or Economic Union, and these territories are to be taken as a single territory.

Acceptance of the provisions and reservations

Article 12

1. All Contracting Parties are hereby bound by the General Annex.

2. A Contracting Party may accept one or more of the Specific Annexes or one or more of the Chapters therein. A Contracting Party which accepts a Specific Annex or Chapter(s) therein shall be bound by all the Standards therein. A Contracting Party which accepts a Specific Annex or Chapter(s) therein shall be bound by all the Recommended Practices therein unless, at the time of acceptance or at any time thereafter, it notifies the depositary of the Recommended Practice(s) in respect of which it enters reservations, stating the differences existing between the provisions of its national legislation and those of the Recommended Practice(s) concerned. Any Contracting Party which has entered reservations may withdraw them, in whole or in part, at any time by notification to the depositary specifying the date on which such withdrawal takes effect.

3. Chaque Partie contractante liée par une Annexe spécifique ou un ou des Chapitres de celle-ci examine la possibilité de renoncer aux réserves formulées à l'égard des pratiques recommandées aux termes du paragraphe 2, et notifie au Secrétaire général du Conseil les résultats de cet examen à l'issue de chaque période de trois ans commençant à partir de l'entrée en vigueur de cette Convention pour cette Partie contractante, en précisant quelles sont les dispositions de sa législation nationale qui s'opposent, selon elle, à la levée des réserves émises.

Mise en oeuvre des dispositions

Article 13

Chaque Partie contractante met en application les normes de l'Annexe générale ainsi que des Annexes spécifiques ou des Chapitres de celles-ci qu'elle a acceptés dans un délai de 36 mois après que ces Annexes ou Chapitres sont entrés en vigueur à son égard.

2. Chaque Partie contractante met en application les normes transitoires de l'Annexe générale dans les 60 mois à partir du moment où l'Annexe générale est entrée en vigueur à son égard.

3. Chaque Partie contractante met en application les pratiques recommandées des Annexes spécifiques ou des Chapitres de celles-ci qu'elle a acceptés, dans un délai de 36 mois après que ces Annexes spécifiques ou Chapitres sont entrés en vigueur à son égard à moins que des réserves n'aient été émises à l'égard d'une ou plusieurs de ces pratiques recommandées.

4. a) Lorsque la période prévue au paragraphe 1 ou 2 du présent article pourrait, dans la pratique, se révéler insuffisante pour une Partie contractante souhaitant mettre en oeuvre les dispositions de l'Annexe générale, cette Partie contractante peut, avant la fin de la période visée au paragraphe 1 ou 2 du présent article, en demander la prolongation au Comité de gestion. Au moment d'introduire sa demande, la Partie contractante indique la ou les dispositions de l'Annexe générale pour lesquelles une prolongation du délai est demandée en précisant les motifs de cette demande.

b) Dans des circonstances exceptionnelles, le Comité de gestion peut décider d'accorder la prolongation demandée. Toute décision du Comité de gestion visant à accorder cette prolongation contiendra un énoncé des circonstances exceptionnelles qui ont motivé sa décision et ce délai ne dépassera en aucun cas une durée d'un an. A l'expiration du délai prorogé, la Partie contractante informe le dépositaire de l'entrée en vigueur des dispositions à l'égard desquelles la prolongation a été accordée.

3. Each Contracting Party bound by a Specific Annex or Chapter(s) therein shall examine the possibility of withdrawing any reservations to the Recommended Practices entered under the terms of paragraph 2 and notify the Secretary General of the Council of the results of that review at the end of every three-year period commencing from the date of the entry into force of this Convention for that Contracting Party, specifying the provisions of its national legislation which, in its opinion, are contrary to the withdrawal of the reservations.

Implementation of the provisions

Article 13

1. Each Contracting Party shall implement the Standards in the General Annex and in the Specific Annex(es) or Chapter(s) therein that it has accepted within 36 months after such Annex(es) or Chapter(s) have entered into force for that Contracting Party.

2. Each Contracting Party shall implement the Transitional Standards in the General Annex within 60 months of the date that the General Annex has entered into force for that Contracting Party.

3. Each Contracting Party shall implement the Recommended Practices in the Specific Annex(es) or Chapter(s) therein that it has accepted within 36 months after such Specific Annex(es) or Chapter(s) have entered into force for that Contracting Party, unless reservations have been entered as to one or more of those Recommended Practices.

4. (a) Where the periods provided for in paragraph 1 or 2 of this Article would, in practice, be insufficient for any Contracting Party to implement the provisions of the General Annex, that Contracting Party may request the Management Committee, before the end of the period referred to in paragraph 1 or 2 of this Article, to provide an extension of that period. In making the request, the Contracting Party shall state the provision(s) of the General Annex with regard to which an extension of the period is required and the reasons for such request.

(b) In exceptional circumstances, the Management Committee may decide to grant such an extension. Any decision by the Management Committee granting such an extension shall state the exceptional circumstances justifying the decision and the extension shall in no case be more than one year. At the expiry of the period of extension, the Contracting Party shall notify the depositary of the implementation of the provisions with regard to which the extension was granted.

Règlement des différends

Article 14

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention est réglé, autant que possible, par voie de négociations directes entre lesdites Parties.

2. Tout différend qui n'est pas réglé par voie de négociations directes est porté par les Parties contractantes en cause devant le Comité de gestion qui l'examine et formule des recommandations en vue de son règlement.

3. Les Parties contractantes en cause peuvent convenir d'avance d'accepter les recommandations du Comité de gestion et de les considérer comme contraignantes.

Amendements à la Convention

Article 15

1. Le texte de tout amendement recommandé aux Parties contractantes par le Comité de gestion conformément au paragraphe 5 a) i) et ii) de l'article 6 est communiqué par le Secrétaire général du Conseil à toutes les Parties contractantes et aux Membres du Conseil qui ne sont pas Parties contractantes.

2. Les amendements apportés au Corps de la Convention entrent en vigueur à l'égard de toutes les Parties contractantes douze mois après le dépôt des instruments d'acceptation par les Parties contractantes présentes à la session du Comité de gestion pendant laquelle les amendements ont été recommandés, pour autant qu'aucune des Parties contractantes n'ait formulé d'objection dans un délai de douze mois à compter de la date de communication de ces amendements.

3. Tout amendement recommandé à l'Annexe générale, aux Annexes spécifiques et aux Chapitres de celles-ci est considéré comme ayant été accepté six mois après la date de communication de la recommandation d'amendement aux Parties contractantes, à moins :

a) qu'une objection n'ait été formulée par une Partie contractante ou, dans le cas d'une Annexe spécifique ou d'un Chapitre, par une Partie contractante liée par cette Annexe spécifique ou ce Chapitre; ou

b) qu'une Partie contractante informe le Secrétaire général du Conseil que, bien qu'elle ait l'intention d'accepter l'amendement recommandé, les conditions nécessaires à cette acceptation ne se trouvent pas encore remplies.

Settlement of disputes

Article 14

1. Any dispute between two or more Contracting Parties concerning the interpretation or application of this Convention shall so far as possible be settled by negotiation between them.

2. Any dispute which is not settled by negotiation shall be referred by the Contracting Parties in dispute to the Management Committee which shall thereupon consider the dispute and make recommendations for its settlement.

3. The Contracting Parties in dispute may agree in advance to accept the recommendations of the Management Committee as binding.

Amendments to the Convention

Article 15

1. The text of any amendment recommended to the Contracting Parties by the Management Committee in accordance with Article 6, paragraph 5 (a) (i) and (ii) shall be communicated by the Secretary General of the Council to all Contracting Parties and to those Members of the Council that are not Contracting Parties.

2. Amendments to the Body of the Convention shall enter into force for all Contracting Parties twelve months after deposit of the instruments of acceptance by those Contracting Parties present at the session of the Management Committee during which the amendments were recommended, provided that no objection is lodged by any of the Contracting Parties within a period of twelve months from the date of communication of such amendments.

3. Any recommended amendment to the General Annex or the Specific Annexes or Chapters therein shall be deemed to have been accepted six months after the date the recommended amendment was communicated to Contracting Parties, unless :

   (a) there has been an objection by a Contracting Party or, in the case of a Specific Annex or Chapter, by a Contracting Party bound by that Specific Annex or Chapter; or

   (b) a Contracting Party informs the Secretary General of the Council that, although it intends to accept the recommended amendment, the conditions necessary for such acceptance are not yet fulfilled.

4. Aussi longtemps qu'une Partie contractante qui a adressé la communication prévue au paragraphe 3 b) du présent article n'a pas notifié son acceptation au Secrétaire général du Conseil, elle peut, pendant un délai de dix-huit mois à partir de l'expiration du délai de six mois prévu au paragraphe 3 du présent article, présenter une objection à l'amendement recommandé.

5. Si une objection à l'amendement recommandé est notifiée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 a) ou 4 du présent article, l'amendement est considéré comme n'ayant pas été accepté et reste sans effet.

6. Lorsqu'une Partie contractante a adressé une communication en application du paragraphe 3 b) du présent article, l'amendement est réputé accepté à la plus rapprochée des deux dates suivantes :

a) la date à laquelle toutes les Parties contractantes ayant adressé une telle communication ont notifié au Secrétaire général du Conseil leur acceptation de l'amendement recommandé, cette date étant toutefois reportée à l'expiration du délai de six mois visé au paragraphe 3 du présent article si toutes les acceptations ont été notifiées antérieurement à cette expiration;

b) la date d'expiration du délai de dix-huit mois visé au paragraphe 4 du présent article.

7. Tout amendement réputé accepté concernant l'Annexe générale ou les Annexes spécifiques et Chapitres de celles-ci entre en vigueur soit six mois après la date à laquelle il a été réputé accepté, soit, lorsque l'amendement recommandé est assorti d'un délai d'entrée en vigueur différent, à l'expiration de ce délai suivant la date à laquelle il a été réputé accepté.

8. Le Secrétaire général du Conseil notifie, le plus tôt possible, aux Parties contractantes à la présente Convention toute objection à l'amendement recommandé formulée conformément au paragraphe 3 a) du présent article, ainsi que toute communication adressée conformément au paragraphe 3 b). Il fait savoir ultérieurement aux Parties contractantes si la ou les Parties contractantes qui ont adressé une telle communication élèvent une objection contre l'amendement recommandé ou l'acceptent.

Article 16

Indépendamment de la procédure d'amendement prévue à l'article 15 de la présente Convention, le Comité de gestion peut, conformément à l'article 6, décider d'amender toute pratique recommandée d'une Annexe spécifique ou d'un Chapitre de celle-ci ou d'y insérer de nouvelles pratiques recommandées. Chaque Partie contractante est invitée, par le Secrétaire général du Conseil, à prendre part aux délibérations du Comité de gestion. Le texte de tout amendement et de toute nouvelle pratique recommandée ainsi arrêté est communiqué par le Secrétaire général du

4. If a Contracting Party sends the Secretary General of the Council a communication as provided for in paragraph 3 (b) of this Article, it may, so long as it has not notified the Secretary General of the Council of its acceptance of the recommended amendment, submit an objection to that amendment within a period of eighteen months following the expiry of the six-month period referred to in paragraph 3 of this Article.

5. If an objection to the recommended amendment is notified in accordance with the terms of paragraph 3 (a) or 4 of this Article, the amendment shall be deemed not to have been accepted and shall be of no effect.

6. If any Contracting Party has sent a communication in accordance with paragraph 3 (b) of this Article, the amendment shall be deemed to have been accepted on the earlier of the following two dates :

(a) the date by which all the Contracting Parties which sent such communications have notified the Secretary General of the Council of their acceptance of the recommended amendment, provided that, if all the acceptances were notified before the expiry of the period of six months referred to in paragraph 3 of this Article, that date shall be taken to be the date of expiry of the said six-month period;

(b) the date of expiry of the eighteen-month period referred to in paragraph 4 of this Article.

7. Any amendment to the General Annex or the Specific Annexes or Chapters therein deemed to be accepted shall enter into force either six months after the date on which it was deemed to be accepted or, if a different period is specified in the recommended amendment, on the expiry of that period after the date on which the amendment was deemed to be accepted.

8. The Secretary General of the Council shall, as soon as possible, notify the Contracting Parties to this Convention of any objection to the recommended amendment made in accordance with paragraph 3 (a), and of any communication received in accordance with paragraph 3 (b), of this Article. The Secretary General of the Council shall subsequently inform the Contracting Parties whether the Contracting Party or Parties which have sent such a communication raise an objection to the recommended amendment or accept it.

Article 16

1. Notwithstanding the amendment procedure laid down in Article 15 of this Convention, the Management Committee in accordance with Article 6 may decide to amend any Recommended Practice or to incorporate new Recommended Practices to any Specific Annex or Chapter therein. Each Contracting Party shall be invited by the

Conseil aux Parties contractantes et aux Membres du Conseil qui ne sont pas Parties contractantes à la présente Convention.

2. Tout amendement ou adjonction de nouvelles pratiques recommandées qui a fait l'objet d'une décision en application du paragraphe 1 du présent article entre en vigueur six mois après que communication en a été faite par le Secrétaire général du Conseil. Chaque Partie contractante liée par une Annexe spécifique ou un Chapitre d'une Annexe spécifique faisant l'objet de tels amendements, adjonctions de nouvelles pratiques recommandées est réputée avoir accepté ces amendements ou ces nouvelles pratiques recommandées sauf si elle formule des réserves dans les conditions prévues à l'article 12 de la présente Convention.

Durée de l'adhésion

Article 17

1. La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Toutefois, toute Partie contractante peut la dénoncer à tout moment après la date de son entrée en vigueur telle qu'elle est fixée à l'article 18 de la présente Convention.

2. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du dépositaire.

3. La dénonciation prend effet six mois après la réception de l'instrument de dénonciation par le dépositaire.

4. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article sont également applicables en ce qui concerne les Annexes spécifiques ou les Chapitres de celles-ci, à l'égard desquels toute Partie contractante peut retirer son acceptation à tout moment après la date de leur entrée en vigueur.

5. Toute Partie contractante qui retire son acceptation de l'Annexe générale, sera réputée avoir dénoncé la Convention. Dans ce cas, les dispositions des paragraphes 2 et 3 sont également applicables.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS FINALES

Entrée en vigueur de la Convention

Article 18

1. La présente Convention entre en vigueur trois mois après que cinq des entités mentionnés aux paragraphes 1 et 5 de l'article 8 ci-dessus ont signé la présente

Secretary General of the Council to participate in the deliberations of the Management Committee. The text of any such amendment or new Recommended Practice so decided upon shall be communicated by the Secretary General of the Council to the Contracting Parties and those Members of the Council that are not Contracting Parties to this Convention.

2. Any amendment or incorporation of new Recommended Practices decided upon under paragraph 1 of this Article shall enter into force six months after their communication by the Secretary General of the Council. Each Contracting Party bound by a Specific Annex or Chapter therein forming the subject of such amendments or incorporation of new Recommended Practices shall be deemed to have accepted those amendments or new Recommended Practices unless it enters a reservation under the procedure of Article 12 of this Convention.

Duration of accession

Article 17

1. This Convention is of unlimited duration but any Contracting Party may denounce it at any time after the date of its entry into force under Article 18 thereof.

2. The denunciation shall be notified by an instrument in writing, deposited with the depositary.

3. The denunciation shall take effect six months after the receipt of the instrument of denunciation by the depositary.

4. The provisions of paragraphs 2 and 3 of this Article shall also apply in respect of the Specific Annexes or Chapters therein, for which any Contracting Party may withdraw its acceptance at any time after the date of the entry into force.

5. Any Contracting Party which withdraws its acceptance of the General Annex shall be deemed to have denounced the Convention. In this case, the provisions of paragraphs 2 and 3 also apply.

CHAPTER V

FINAL PROVISIONS

Entry into force of the Convention

Article 18

1. This Convention shall enter into force three months after five of the entities referred to in paragraphs 1 and 5 of Article 8 thereof have signed the Convention

Convention sans réserve de ratification ou ont déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion.

2. La présente Convention entre en vigueur à l'égard de toute Partie contractante trois mois après que celle-ci est devenue Partie contractante conformément aux dispositions de l'article 8.

3. Les Annexes spécifiques de la présente Convention ou leurs Chapitres entrent en vigueur trois mois après que cinq Parties contractantes les ont acceptés.

4. Après l'entrée en vigueur d'une Annexe spécifique ou d'un Chapitre de celle-ci conformément au paragraphe 3 du présent article, cette Annexe spécifique ou ce Chapitre entre en vigueur à l'égard de toute Partie contractante trois mois après que celle-ci a notifié son acceptation. Toutefois, les Annexes spécifiques ou les Chapitres n'entrent en vigueur à l'égard d'une Partie contractante que lorsque la Convention entre elle-même en vigueur à l'égard de cette Partie contractante.

Dépositaire de la Convention

Article 19

1. La présente Convention, toutes les signatures avec ou sans réserve de ratification et tous les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général du Conseil.

2. Le dépositaire :

a) reçoit les textes originaux de la présente Convention et en assure la garde;

b) établit des copies certifiées conformes des textes originaux de la présente Convention et les communique aux Parties contractantes, aux Membres du Conseil qui ne sont pas Parties contractantes et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies;

c) reçoit toutes signatures avec ou sans réserve de ratification, ratifications ou adhésions à la présente Convention, reçoit et assure la garde de tous instruments, notifications et communications relatifs à la présente Convention;

d) examine si la signature ou tout instrument, notification ou communication se rapportant à la présente Convention est en bonne et due forme et, le cas échéant, porte la question à l'attention de la Partie contractante en cause;

e) notifie aux Parties contractantes, aux Membres du Conseil qui ne sont pas Parties contractantes et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies :

- les signatures, ratifications, adhésions et acceptations d'Annexes et de Chapitres visés à l'article 8 de la présente Convention;

without reservation of ratification or have deposited their instruments of ratification or accession.

2. This Convention shall enter into force for any Contracting Party three months after it has become a Contracting Party in accordance with the provisions of Article 8.

3. Any Specific Annex or Chapter therein to this Convention shall enter into force three months after five Contracting Parties have accepted that Specific Annex or that Chapter.

4. After any Specific Annex or Chapter therein has entered into force in accordance with paragraph 3 of this Article, that Specific Annex or Chapter therein shall enter into force for any Contracting Party three months after it has notified its acceptance. No Specific Annex or Chapter therein shall, however, enter into force for a Contracting Party before this Convention has entered into force for that Contracting Party.

Depositary of the Convention

Article 19

1. This Convention, all signatures with or without reservation of ratification and all instruments of ratification or accession shall be deposited with the Secretary General of the Council.

2. The depositary shall :

(a) receive and keep custody of the original texts of this Convention;

(b) prepare certified copies of the original texts of this Convention and transmit them to the Contracting Parties and those Members of the Council that are not Contracting Parties and the Secretary General of the United Nations;

(c) receive any signature with or without reservation of ratification, ratification or accession to this Convention and receive and keep custody of any instruments, notifications and communications relating to it;

(d) examine whether the signature or any instrument, notification or communication relating to this Convention is in due and proper form and, if need be, bring the matter to the attention of the Contracting Party in question;

(e) notify the Contracting Parties, those Members of the Council that are not Contracting Parties, and the Secretary General of the United Nations of :

- signatures, ratifications, accessions and acceptances of Annexes and Chapters under Article 8 of this Convention;

- les nouveaux Chapitres de l'Annexe générale et les nouvelles Annexes spécifiques ou les nouveaux Chapitres de celles-ci que le Comité de gestion décide de recommander d'incorporer à la présente Convention;

- la date à laquelle la présente Convention, l'Annexe générale et chaque Annexe spécifique ou Chapitre de celle-ci entre en vigueur conformément à l'article 18 de la présente Convention;

- les notifications reçues conformément aux articles 8, 10, 11, 12 et 13 de la présente Convention;

- le retrait de l'acceptation des Annexes/Chapitres par les Parties contractantes;

- les dénonciations reçues conformément à l'article 17 de la présente Convention; et

- les amendements acceptés conformément à l'article 15 de la présente Convention ainsi que la date de leur entrée en vigueur.

3. Lorsqu'une divergence apparaît entre une Partie contractante et le dépositaire au sujet de l'accomplissement des fonctions de ce dernier, le dépositaire ou cette Partie contractante doit porter la question à l'attention des autres Parties contractantes et des signataires ou, selon le cas, du Comité de gestion ou du Conseil.

Enregistrement et textes faisant foi

Article 20

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Secrétaire général du Conseil.

En foi de quoi les soussignés à ce dûment autorisés ont signé la présente Convention.

Fait à Kyoto, le dix-huit mai mil neuf cent soixante-treize, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire général du Conseil qui en transmettra des copies certifiées conformes à toutes les entités visées au paragraphe 1 de l'article 8 de la présente Convention.

- new Chapters of the General Annex and new Specific Annexes or Chapters therein which the Management Committee decides to recommend to incorporate in this Convention;

- the date of entry into force of this Convention, of the General Annex and of each Specific Annex or Chapter therein in accordance with Article 18 of this Convention;

- notifications received in accordance with Articles 8, 10, 11,12 and 13 of this Convention;

- withdrawals of acceptances of Annexes/Chapters by Contracting Parties;

- denunciations under Article 17 of this Convention; and

- any amendment accepted in accordance with Article 15 of this Convention and the date of its entry into force.

3. In the event of any difference appearing between a Contracting Party and the depositary as to the performance of the latter's functions, the depositary or that Contracting Party shall bring the question to the attention of the other Contracting Parties and the signatories or, as the case may be, the Management Committee or the Council.

Registration and authentic texts

Article 20

In accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations, this Convention shall be registered with the Secretariat of the United Nations at the request of the Secretary General of the Council.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Convention.

Done at Kyoto, this eighteenth day of May nineteen hundred and seventy-three in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single original which shall be deposited with the Secretary General of the Council who shall transmit certified copies to all the entities referred to in paragraph 1 of Article 8 of this Convention.

APPENDICE II / APPENDIX II

ANNEXE GENERALE

GENERAL ANNEX

ANNEXE GENERALE

TABLE DES MATIERES

GENERAL ANNEX

TABLE OF CONTENTS

CHAPITRE 1

PRINCIPES GENERAUX

1.1. Norme

Les définitions, normes et normes transitoires de la présente Annexe s'appliquent aux régimes douaniers et pratiques douanières couverts par celle-ci et, dans la mesure où ils s'appliquent, aux régimes et pratiques couverts par les Annexes spécifiques.

1.2. Norme

Les conditions à remplir et les formalités douanières à accomplir aux fins des régimes et pratiques couverts par la présente Annexe et par les Annexes spécifiques sont définies dans la législation nationale et sont aussi simples que possible.

1.3. Norme

La douane institue et entretient officiellement des relations d'ordre consultatif avec le commerce afin de renforcer la coopération et de faciliter la participation, en établissant, en fonction des dispositions nationales et des accords internationaux, les méthodes de travail les plus efficaces.

CHAPTER 1

GENERAL PRINCIPLES

1.1. Standard

The Definitions, Standards and Transitional Standards in this Annex shall apply to Customs procedures and practices specified in this Annex and, insofar as applicable, to procedures and practices in the Specific Annexes.

1.2. Standard

The conditions to be fulfilled and Customs formalities to be accomplished for procedures and practices in this Annex and in the Specific Annexes shall be specified in national legislation and shall be as simple as possible.

1.3. Standard

The Customs shall institute and maintain formal consultative relationships with the trade to increase co-operation and facilitate participation in establishing the most effective methods of working commensurate with national provisions and international agreements.

CHAPITRE 2

DEFINITIONS

Pour l'application des Annexes de la présente Convention, on entend par :

F1./ *E21.* "**assistance mutuelle administrative**" : les mesures prises par une administration douanière pour le compte d'une autre administration douanière ou en collaboration avec celle-ci, en vue de l'application correcte de la législation douanière et de la prévention, de la recherche et de la répression des infractions douanières;

F2./ *E11.* "**bureau de douane**" : l'unité administrative compétente pour la réalisation des formalités douanières ainsi que les locaux et autres emplacements approuvés à cet effet par les autorités compétentes;

F3./ *E7.* "**contrôle de la douane**" : l'ensemble des mesures prises par la douane en vue d'assurer l'application de la législation douanière;

F4./ *E3.* "**contrôle par audit**" : les mesures grâce auxquelles la douane s'assure de l'exactitude et de l'authenticité des déclarations en examinant les livres, registres, systèmes comptables et données commerciales pertinents détenus par les personnes concernées;

F5./ *E15.* "**date d'échéance**" : la date à laquelle le paiement des droits et taxes est exigible;

F6./ *E13.* "**décision**" : l'acte particulier par lequel la douane règle une question relative à la législation douanière;

F7./ *E14.* "**déclarant**" : toute personne qui fait une déclaration de marchandises ou au nom de laquelle cette déclaration est faite;

F8./ *E19.* "**déclaration de marchandises**" : l'acte fait dans la forme prescrite par la douane, par lequel les intéressés indiquent le régime douanier à assigner aux marchandises et communique les éléments dont la douane exige la déclaration pour l'application de ce régime;

F9./ *E5.* "**dédouanement**" : l'accomplissement des formalités douanières nécessaires pour mettre des marchandises à la consommation, pour les exporter ou encore pour les placer sous un autre régime douanier;

CHAPTER 2

DEFINITIONS

For the purposes of the Annexes to this Convention :

E1./ *F23.* **"appeal"** means the act by which a person who is directly affected by a decision or omission of the Customs and who considers himself to be aggrieved thereby seeks redress before a competent authority;

E2./ *F19.* **"assessment of duties and taxes"** means the determination of the amount of duties and taxes payable;

E3./ *F4.* **"audit-based control"** means measures by which the Customs satisfy themselves as to the accuracy and authenticity of declarations through the examination of the relevant books, records, business systems and commercial data held by persons concerned;

E4./ *F15.* **"checking the Goods declaration"** means the action taken by the Customs to satisfy themselves that the Goods declaration is correctly made out and that the supporting documents required fulfil the prescribed conditions;

E5./ *F9.* **"clearance"** means the accomplishment of the Customs formalities necessary to allow goods to enter home use, to be exported or to be placed under another Customs procedure;

E6./ *F10.* **"Customs"** means the Government Service which is responsible for the administration of Customs law and the collection of duties and taxes and which also has the responsibility for the application of other laws and regulations relating to the importation, exportation, movement or storage of goods;

E7./ *F3.* **"Customs control"** means measures applied by the Customs to ensure compliance with Customs law;

E8./ *F11.* **"Customs duties"** means the duties laid down in the Customs tariff to which goods are liable on entering or leaving the Customs territory;

E9./ *F16.* **"Customs formalities"** means all the operations which must be carried out by the persons concerned and by the Customs in order to comply with the Customs law;

F10./ *E6.* "**douane**" : les services administratifs responsables de l'application de la législation douanière et de la perception des droits et taxes et qui sont également chargés de l'application d'autres lois et règlements relatifs à l'importation, à l'exportation, à l'acheminement ou au stockage des marchandises;

F11./ *E8.* "**droits de douane**" : les droits inscrits au tarif des douanes et dont sont passibles les marchandises qui entrent sur le territoire douanier ou qui en sortent;

F12./ *E16.* "**droits et taxes**" : les droits et taxes à l'importation ou les droits et taxes à l'exportation ou les deux à la fois;

F13./ *E18.* "**droits et taxes à l'exportation**" : les droits de douane et tous autres droits, taxes ou impositions diverses qui sont perçus à l'exportation ou à l'occasion de l'exportation des marchandises, à l'exception des impositions dont le montant est limité au coût approximatif des services rendus ou qui sont perçues par la douane pour le compte d'une autre autorité nationale;

F14./ *E20.* "**droits et taxes à l'importation**" : les droits de douane et tous autres droits, taxes ou impositions diverses qui sont perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation des marchandises, à l'exception des impositions dont le montant est limité au coût approximatif des services rendus ou qui sont perçues par la douane pour le compte d'une autre autorité nationale;

F15./ *E4.* "**examen de la déclaration de marchandises**" : les opérations effectuées par la douane pour s'assurer que la déclaration de marchandises est correctement établie, et que les documents justificatifs requis répondent aux conditions prescrites;

F16./ *E9.* "**formalités douanières**": l'ensemble des opérations qui doivent être effectuées par les intéressés et par la douane pour satisfaire à la législation douanière;

F17./ *E26.* "**garantie**" : ce qui assure, à la satisfaction de la douane, l'exécution d'une obligation envers celle-ci. La garantie est dite "globale" lorsqu'elle assure l'exécution des obligations résultant de plusieurs opérations;

F18./ *E10.* "**législation douanière**" : l'ensemble des prescriptions législatives et réglementaires concernant l'importation, l'exportation, l'acheminement ou le stockage des marchandises que la douane est expressément chargée d'appliquer et des réglementations éventuellement arrêtées par la douane en vertu des pouvoirs qui lui ont été attribués par la loi;

F19./ *E2.* "**liquidation des droits et taxes**" : la détermination du montant des droits et taxes à percevoir;

F20./ *E24.* "**mainlevée**" : l'acte par lequel la douane permet aux intéressés de disposer des marchandises qui font l'objet d'un dédouanement;

F21./ *E22.* "**omission**" : le fait pour la douane de ne pas agir ou ne pas prendre dans un délai raisonnable les mesures que lui impose la législation douanière sur une question dont elle a été régulièrement saisie;

E10./ *F18.* **"Customs law"** means the statutory and regulatory provisions relating to the importation, exportation, movement or storage of goods, the administration and enforcement of which are specifically charged to the Customs, and any regulations made by the Customs under their statutory powers;

E11./ *F2.* **"Customs office"** means the Customs administrative unit competent for the performance of Customs formalities, and the premises or other areas approved for that purpose by the competent authorities;

E12./ *F25.* **"Customs territory"** means the territory in which the Customs law of a Contracting Party applies;

E13./ *F6.* **"decision"** means the individual act by which the Customs decide upon a matter relating to Customs law;

E14./ *F7.* **"declarant"** means any person who makes a Goods declaration or in whose name such a declaration is made;

E15./ *F5.* **"due date"** means the date when payment of duties and taxes is due;

E16./ *F12.* **"duties and taxes"** means import duties and taxes and/or export duties and taxes;

E17./ *F27.* **"examination of goods"** means the physical inspection of goods by the Customs to satisfy themselves that the nature, origin, condition, quantity and value of the goods are in accordance with the particulars furnished in the Goods declaration;

E18./ *F13.* **"export duties and taxes"** means Customs duties and all other duties, taxes or charges which are collected on or in connection with the exportation of goods, but not including any charges which are limited in amount to the approximate cost of services rendered or collected by the Customs on behalf of another national authority;

E19./ *F8.* **"Goods declaration"** means a statement made in the manner prescribed by the Customs, by which the persons concerned indicate the Customs procedure to be applied to the goods and furnish the particulars which the Customs require for its application;

E20./ *F14.* **"import duties and taxes"** means Customs duties and all other duties, taxes or charges which are collected on or in connection with the importation of goods, but not including any charges which are limited in amount to the approximate cost of services rendered or collected by the Customs on behalf of another national authority;

E21./ *F1.* **"mutual administrative assistance"** means actions of a Customs administration on behalf of or in collaboration with another Customs administration for the proper application of Customs law and for the prevention, investigation and repression of Customs offences;

F22./ *E23.* "**personne**" : une personne physique aussi bien qu'une personne morale, à moins que le contexte n'en dispose autrement;

F23./ *E1.* "**recours**" : l'acte par lequel une personne directement concernée qui s'estime lésée par une décision ou une omission de la douane se pourvoit devant une autorité compétente;

F24./ *E25.* "**remboursement**" : la restitution, totale ou partielle, des droits et taxes acquittés sur les marchandises et la remise, totale ou partielle, des droits et taxes dans le cas où ils n'auraient pas été acquittés;

F25./ *E12.* "**territoire douanier**" : le territoire dans lequel la législation douanière d'une Partie contractante s'applique;

F26./ *E27.* "**tiers**" : toute personne qui, agissant pour le compte d'une autre personne, traite directement avec la douane en ce qui concerne l'importation, l'exportation, l'acheminement ou le stockage des marchandises;

F27./ *E17.* "**vérification des marchandises**" : l'opération par laquelle la douane procède à l'examen physique des marchandises afin de s'assurer que leur nature, leur origine, leur état, leur quantité et leur valeur sont conformes aux données de la déclaration de marchandises.

E22./ *F21.* **"omission"** means the failure to act or give a decision required of the Customs by Customs law within a reasonable time on a matter duly submitted to them;

E23./ *F22.* **"person"** means both natural and legal persons, unless the context otherwise requires;

E24./ *F20.* **"release of goods"** means the action by the Customs to permit goods undergoing clearance to be placed at the disposal of the persons concerned;

E25./ *F24.* **"repayment"** means the refund, in whole or in part, of duties and taxes paid on goods and the remission, in whole or in part, of duties and taxes where payment has not been made;

E26./ *F17.* **"security"** means that which ensures to the satisfaction of the Customs that an obligation to the Customs will be fulfilled. Security is described as "general" when it ensures that the obligations arising from several operations will be fulfilled;

E27./ *F26.* **"third party"** means any person who deals directly with the Customs, for and on behalf of another person, relating to the importation, exportation, movement or storage of goods.

CHAPITRE 3

FORMALITES DE DEDOUANEMENT ET AUTRES FORMALITES DOUANIERES

Bureaux de douane compétents

3.1. Norme

La douane désigne les bureaux de douane dans lesquels les marchandises peuvent être présentées ou dédouanées. Elle détermine la compétence et l'implantation de ces bureaux de douane et en fixe les jours et heures d'ouverture, en tenant compte, notamment, des nécessités du commerce.

3.2. Norme

Sur demande de l'intéressé pour des raisons jugées valables par la douane, cette dernière s'acquitte des fonctions qui lui incombent aux fins d'un régime douanier ou d'une pratique douanière en dehors des heures d'ouverture fixées par l'administration ou dans un lieu autre que le bureau de douane, dans la mesure des ressources disponibles. Les frais éventuels à percevoir par la douane sont limités au coût approximatif des services rendus.

3.3 Norme

Lorsque des bureaux de douane sont situés au même point de passage d'une frontière commune, les administrations des douanes concernées harmonisent les heures d'ouverture ainsi que la compétence de ces bureaux.

3.4. Norme transitoire

Aux points de passage des frontières communes, les administrations des douanes concernées effectuent, chaque fois que possible, les contrôles en commun.

CHAPTER 3

CLEARANCE AND OTHER CUSTOMS FORMALITIES

Competent Customs offices

3.1. Standard

The Customs shall designate the Customs offices at which goods may be produced or cleared. In determining the competence and location of these offices and their hours of business, the factors to be taken into account shall include in particular the requirements of the trade.

3.2. Standard

At the request of the person concerned and for reasons deemed valid by the Customs, the latter shall, subject to the availability of resources, perform the functions laid down for the purposes of a Customs procedure and practice outside the designated hours of business or away from Customs offices. Any expenses chargeable by the Customs shall be limited to the approximate cost of the services rendered.

3.3. Standard

Where Customs offices are located at a common border crossing, the Customs administrations concerned shall correlate the business hours and the competence of those offices.

3.4. Transitional Standard

At common border crossings, the Customs administrations concerned shall, whenever possible, operate joint controls.

3.5. Norme transitoire

Lorsque la douane souhaite établir un nouveau bureau de douane ou transformer un bureau existant à un point de passage commun, elle collabore, chaque fois que possible, avec la douane voisine en vue d'établir un bureau de douane juxtaposé permettant de faciliter les contrôles communs.

Le déclarant

a) Personnes pouvant agir en qualité de déclarant

3.6. Norme

La législation nationale stipule les conditions dans lesquelles une personne est autorisée à agir en qualité de déclarant.

3.7. Norme

Toute personne ayant le droit de disposer des marchandises peut agir en qualité de déclarant.

b) Responsabilité du déclarant

3.8. Norme

Le déclarant est tenu pour responsable envers la douane de l'exactitude des renseignements fournis dans la déclaration de marchandises et du paiement des droits et taxes.

3.5. Transitional Standard

Where the Customs intend to establish a new Customs office or to convert an existing one at a common border crossing, they shall, wherever possible, co-operate with the neighbouring Customs to establish a juxtaposed Customs office to facilitate joint controls.

The declarant

(a) Persons entitled to act as declarant

3.6. Standard

National legislation shall specify the conditions under which a person is entitled to act as declarant.

3.7. Standard

Any person having the right to dispose of the goods shall be entitled to act as declarant.

(b) Responsibilities of the declarant

3.8. Standard

The declarant shall be held responsible to the Customs for the accuracy of the particulars given in the Goods declaration and the payment of the duties and taxes.

c) Droits du déclarant

3.9. Norme

Avant le dépôt de la déclaration de marchandises et dans les conditions fixées par la douane, le déclarant est autorisé :

a) à examiner les marchandises, et

b) à prélever des échantillons.

3.10. Norme

La douane n'exige pas que les échantillons dont le prélèvement est autorisé sous son contrôle fassent l'objet d'une déclaration de marchandises distincte, à condition que lesdits échantillons soient repris dans la déclaration de marchandises relative au lot de marchandises dont ils proviennent.

La déclaration de marchandises

a) Formule et contenu de la déclaration de marchandises

3.11. Norme

Le contenu de la déclaration de marchandises est déterminé par la douane. Les déclarations de marchandises établies sur papier doivent être conformes à la formule-cadre des Nations Unies.

S'agissant de la procédure de dédouanement informatisée, la formule de déclaration de marchandises déposée par voie électronique doit être établie selon les normes internationales régissant la transmission électronique des données, comme indiqué dans les Recommandations du Conseil de coopération douanière relatives à la technologie de l'information.

(c) Rights of the declarant

3.9. Standard

Before lodging the Goods declaration the declarant shall be allowed, under such conditions as may be laid down by the Customs :

(a) to inspect the goods; and

(b) to draw samples.

3.10. Standard

The Customs shall not require a separate Goods declaration in respect of samples allowed to be drawn under Customs supervision, provided that such samples are included in the Goods declaration concerning the relevant consignment.

The Goods declaration

(a) Goods declaration format and contents

3.11. Standard

The contents of the Goods declaration shall be prescribed by the Customs. The paper format of the Goods declaration shall conform to the UN-layout key.

For automated Customs clearance processes, the format of the electronically lodged Goods declaration shall be based on international standards for electronic information exchange as prescribed in the Customs Co-operation Council Recommendations on information technology.

3.12. Norme

La douane doit limiter ses exigences, en ce qui concerne les renseignements qui doivent être fournis dans la déclaration de marchandises, aux renseignements jugés indispensables pour permettre la liquidation et la perception des droits et taxes, l'établissement des statistiques et l'application de la législation douanière.

3.13. Norme

Le déclarant qui, pour des raisons jugées valables par la douane, ne dispose pas de tous les renseignements nécessaires pour établir la déclaration de marchandises, est autorisé à déposer une déclaration de marchandises provisoire ou incomplète, sous réserve qu'elle comporte les éléments jugés nécessaires par la douane et que le déclarant s'engage à compléter la déclaration de marchandises dans un délai déterminé.

3.14. Norme

L'enregistrement par la douane d'une déclaration de marchandises provisoire ou incomplète n'a pas pour effet d'accorder aux marchandises un traitement tarifaire différent de celui qui aurait été appliqué si une déclaration de marchandises établie de façon complète et exacte avait été déposée directement.

La mainlevée des marchandises n'est pas différée à condition que la garantie éventuellement exigée ait été fournie pour assurer le recouvrement des droits et taxes exigibles.

3.15. Norme

La douane exige le dépôt de la déclaration de marchandises originale et le nombre minimum d'exemplaires supplémentaires nécessaires.

3.12. Standard

The Customs shall limit the data required in the Goods declaration to only such particulars as are deemed necessary for the assessment and collection of duties and taxes, the compilation of statistics and the application of Customs law.

3.13. Standard

Where, for reasons deemed valid by the Customs, the declarant does not have all the information required to make the Goods declaration, a provisional or incomplete Goods declaration shall be allowed to be lodged, provided that it contains the particulars deemed necessary by the Customs and that the declarant undertakes to complete it within a specified period.

3.14. Standard

If the Customs register a provisional or incomplete Goods declaration, the tariff treatment to be accorded to the goods shall not be different from that which would have been accorded had a complete and correct Goods declaration been lodged in the first instance.

The release of the goods shall not be delayed provided that any security required has been furnished to ensure collection of any applicable duties and taxes.

3.15. Standard

The Customs shall require the lodgement of the original Goods declaration and only the minimum number of copies necessary.

b) Documents justificatifs à l'appui de la déclaration de marchandises

3.16. Norme

A l'appui de la déclaration de marchandises, la douane n'exige que les documents indispensables pour permettre le contrôle de l'opération et pour s'assurer que toutes les prescriptions relatives à l'application de la législation douanière ont été observées.

3.17. Norme

Lorsque certains documents justificatifs ne peuvent être présentés lors du dépôt de la déclaration de marchandises pour des raisons jugées valables par la douane, cette dernière autorise la production de ces documents dans un délai déterminé.

3.18. Norme transitoire

La douane permet le dépôt des documents justificatifs par voie électronique.

3.19. Norme

La douane exige une traduction des renseignements figurant sur les documents justificatifs uniquement lorsque cela s'avère nécessaire pour permettre le traitement de la déclaration de marchandises.

Dépôt, enregistrement et examen de la déclaration de marchandises

3.20. Norme

La douane permet le dépôt de la déclaration de marchandises dans tous les bureaux désignés.

(b) Documents supporting the Goods declaration

3.16. Standard

In support of the Goods declaration the Customs shall require only those documents necessary to permit control of the operation and to ensure that all requirements relating to the application of Customs law have been complied with.

3.17. Standard

Where certain supporting documents cannot be lodged with the Goods declaration for reasons deemed valid by the Customs, they shall allow production of those documents within a specified period.

3.18. Transitional Standard

The Customs shall permit the lodgement of supporting documents by electronic means.

3.19. Standard

The Customs shall not require a translation of the particulars of supporting documents except when necessary to permit processing of the Goods declaration.

Lodgement, registration and checking of the Goods declaration

3.20. Standard

The Customs shall permit the lodging of the Goods declaration at any designated Customs office.

3.21. Norme transitoire

La douane permet le dépôt de la déclaration de marchandises par voie électronique.

3.22. Norme

La déclaration de marchandises doit être déposée pendant les heures fixées par la douane.

3.23. Norme

Lorsque la législation nationale prévoit que la déclaration de marchandises doit être déposée dans un délai déterminé, elle fixe ce délai de façon à permettre au déclarant de compléter la déclaration de marchandises et d'obtenir les documents justificatifs requis.

3.24. Norme

Sur demande du déclarant et pour des raisons jugées valables par la douane, cette dernière proroge le délai fixé pour le dépôt de la déclaration de marchandises.

3.25. Norme

La législation nationale prévoit les conditions du dépôt et de l'enregistrement ou de l'examen de la déclaration de marchandises et des documents justificatifs avant l'arrivée des marchandises.

3.26. Norme

Lorsque la douane ne peut enregistrer la déclaration de marchandises, elle indique au déclarant les motifs du rejet.

3.21. Transitional Standard

The Customs shall permit the lodging of the Goods declaration by electronic means.

3.22. Standard

The Goods declaration shall be lodged during the hours designated by the Customs.

3.23. Standard

Where national legislation lays down a time limit for lodging the Goods declaration, the time allowed shall be sufficient to enable the declarant to complete the Goods declaration and to obtain the supporting documents required.

3.24. Standard

At the request of the declarant and for reasons deemed valid by the Customs, the latter shall extend the time limit prescribed for lodging the Goods declaration.

3.25. Standard

National legislation shall make provision for the lodging and registering or checking of the Goods declaration and supporting documents prior to the arrival of the goods.

3.26. Standard

When the Customs cannot register the Goods declaration, they shall state the reasons to the declarant.

3.27. Norme

La douane permet au déclarant de rectifier la déclaration de marchandises qui a été déposée, à condition qu'au moment de l'introduction de la demande, elle n'ait commencé ni l'examen de la déclaration de marchandises ni la vérification des marchandises.

3.28. Norme transitoire

La douane permet au déclarant de rectifier la déclaration de marchandises s'il en fait la demande après le début de l'examen de la déclaration de marchandises, si les raisons invoquées par le déclarant sont jugées valables par la douane.

3.29. Norme transitoire

Le déclarant est autorisé à retirer la déclaration de marchandises et demander l'application d'un autre régime douanier à condition que la demande soit introduite auprès de la douane avant l'octroi de la mainlevée et que les raisons invoquées soient jugées valables par la douane.

3.30. Norme

L'examen de la déclaration de marchandises est effectué au même moment que son enregistrement ou dès que possible après celui-ci.

3.31. Norme

La douane limite ses opérations en vue de l'examen de la déclaration de marchandises à celles qu'elle juge indispensables pour assurer l'application de la législation douanière.

3.27. Standard

The Customs shall permit the declarant to amend the Goods declaration that has already been lodged, provided that when the request is received they have not begun to check the Goods declaration or to examine the goods.

3.28. Transitional Standard

The Customs shall permit the declarant to amend the Goods declaration if a request is received after checking of the Goods declaration has commenced, if the reasons given by the declarant are deemed valid by the Customs.

3.29. Transitional Standard

The declarant shall be allowed to withdraw the Goods declaration and apply for another Customs procedure, provided that the request to do so is made to the Customs before the goods have been released and that the reasons are deemed valid by the Customs.

3.30. Standard

Checking the Goods declaration shall be effected at the same time or as soon as possible after the Goods declaration is registered.

3.31. Standard

For the purpose of checking the Goods declaration, the Customs shall take only such action as they deem essential to ensure compliance with Customs law.

Procédures spéciales pour les personnes agréées

3.32. Norme transitoire

Pour les personnes agréées qui remplissent certains critères fixés par la douane, notamment du fait qu'elles ont des antécédents satisfaisants en matière douanière et utilisent un système efficace pour la gestion de leurs écritures commerciales, la douane prévoit :

- la mainlevée des marchandises sur la base du minimum de renseignements nécessaires pour identifier les marchandises et permettre l'établissement ultérieur de la déclaration de marchandises définitive;

- le dédouanement des marchandises dans les locaux du déclarant ou en tout autre lieu agréé par la douane;

  et, de plus, dans la mesure du possible, d'autres procédures spéciales telles que :

- le dépôt d'une seule déclaration de marchandises pour toutes les importations ou exportations effectuées pendant une période déterminée, lorsque ces opérations sont réalisées fréquemment par la même personne;

- la possibilité pour les personnes agréées de liquider elles-mêmes les droits et taxes en se référant à leurs propres écritures commerciales, sur lesquelles la douane s'appuie, le cas échéant, pour s'assurer de la conformité avec les autres prescriptions douanières;

- le dépôt de la déclaration de marchandises au moyen d'une mention dans les écritures de la personne agréée à compléter ultérieurement par une déclaration de marchandises complémentaire.

Vérification des marchandises

a) Délai pour la vérification des marchandises

3.33. Norme

Lorsque la douane décide de soumettre les marchandises déclarées à une vérification, celle-ci intervient le plus tôt possible après l'enregistrement de la déclaration de marchandises.

Special procedures for authorized persons

3.32. Transitional Standard

For authorized persons who meet criteria specified by the Customs, including having an appropriate record of compliance with Customs requirements and a satisfactory system for managing their commercial records, the Customs shall provide for :

- release of the goods on the provision of the minimum information necessary to identify the goods and permit the subsequent completion of the final Goods declaration;

- clearance of the goods at the declarant's premises or another place authorized by the Customs;

  and, in addition, to the extent possible, other special procedures such as :

- allowing a single Goods declaration for all imports or exports in a given period where goods are imported or exported frequently by the same person;

- use of the authorized persons' commercial records to self-assess their duty and tax liability and, where appropriate, to ensure compliance with other Customs requirements;

- allowing the lodgement of the Goods declaration by means of an entry in the records of the authorized person to be supported subsequently by a supplementary Goods declaration.

Examination of the goods

(a) Time required for examination of goods

3.33. Standard

When the Customs decide that goods declared shall be examined, this examination shall take place as soon as possible after the Goods declaration has been registered.

3.34. Norme

Lors de la planification des vérifications des marchandises, la priorité est accordée à la vérification des animaux vivants et des marchandises périssables et des autres marchandises dont le caractère urgent est accepté par la douane.

3.35. Norme transitoire

Lorsque les marchandises doivent être soumises à un contrôle par d'autres autorités compétentes et que la douane prévoit également une vérification, cette dernière prend les dispositions utiles pour une intervention coordonnée, et si possible simultanée, des contrôles.

b) Présence du déclarant lors de la vérification des marchandises

3.36. Norme

La douane prend en considération les demandes du déclarant qui souhaite être présent ou être représenté lors de la vérification des marchandises. Ces demandes sont acceptées, sauf circonstances exceptionnelles.

3.37. Norme

Lorsque la douane le juge utile, elle exige du déclarant qu'il assiste à la vérification des marchandises ou qu'il s'y fasse représenter, afin de fournir à la douane l'assistance nécessaire pour faciliter cette vérification.

c) Prélèvement d'échantillons par la douane

3.38. Norme

Les prélèvements d'échantillons sont limités aux cas où la douane estime que cette opération est nécessaire pour établir l'espèce tarifaire ou la valeur des marchandises déclarées ou pour assurer l'application des autres dispositions de la législation nationale. Les quantités de marchandises qui sont prélevées à titre d'échantillons doivent être réduites au minimum.

3.34. Standard

When scheduling examinations, priority shall be given to the examination of live animals and perishable goods and to other goods which the Customs accept are urgently required.

3.35. Transitional Standard

If the goods must be inspected by other competent authorities and the Customs also schedules an examination, the Customs shall ensure that the inspections are co-ordinated and, if possible, carried out at the same time.

(b) Presence of the declarant at examination of goods

3.36. Standard

The Customs shall consider requests by the declarant to be present or to be represented at the examination of the goods. Such requests shall be granted unless exceptional circumstances exist.

3.37. Standard

If the Customs deem it useful, they shall require the declarant to be present or to be represented at the examination of the goods to give them any assistance necessary to facilitate the examination.

(c) Sampling by the Customs

3.38. Standard

Samples shall be taken only where deemed necessary by the Customs to establish the tariff description and/or value of goods declared or to ensure the application of other provisions of national legislation. Samples drawn shall be as small as possible.

Erreurs

3.39. Norme

La douane n'inflige pas de lourdes pénalités en cas d'erreurs lorsqu'il est établi à sa satisfaction que ces erreurs ont été commises de bonne foi, sans intention délictueuse ni négligence grave. Lorsqu'elle juge nécessaire d'éviter toute récidive, elle peut infliger une pénalité qui ne devra cependant pas être trop lourde par rapport au but recherché.

Mainlevée des marchandises

3.40. Norme

La mainlevée est accordée pour les marchandises déclarées dès que la douane en a terminé la vérification ou a pris la décision de ne pas les soumettre à une vérification, sous réserve :

- qu'aucune infraction n'ait été relevée;
- que la licence d'importation ou d'exportation ou les autres documents nécessaires aient été communiqués;
- que toutes les autorisations relatives au régime considéré aient été communiquées; et
- que les droits et taxes aient été acquittés ou que les mesures nécessaires aient été prises en vue d'assurer leur recouvrement.

Errors

3.39. Standard

The Customs shall not impose substantial penalties for errors where they are satisfied that such errors are inadvertent and that there has been no fraudulent intent or gross negligence. Where they consider it necessary to discourage a repetition of such errors, a penalty may be imposed but shall be no greater than is necessary for this purpose.

Release of goods

3.40. Standard

Goods declared shall be released as soon as the Customs have examined them or decided not to examine them, provided that :

- no offence has been found;
- the import or export licence or any other documents required have been acquired;
- all permits relating to the procedure concerned have been acquired; and
- any duties and taxes have been paid or that appropriate action has been taken to ensure their collection.

3.41. Norme

Lorsque la douane a l'assurance que toutes les formalités de dédouanement seront remplies ultérieurement par le déclarant, elle accorde la mainlevée, sous réserve que le déclarant produise un document commercial ou administratif acceptable par la douane et contenant les principales données relatives à l'envoi en cause, ainsi qu'une garantie, le cas échéant, en vue d'assurer le recouvrement des droits et taxes exigibles.

3.42. Norme

Lorsque la douane décide que les marchandises nécessitent une analyse d'échantillons en laboratoire, une documentation technique détaillée ou l'avis d'experts, elle accorde la mainlevée des marchandises avant de connaître les résultats de cette vérification, à condition que la garantie exigée le cas échéant ait été fournie et après s'être assurée que les marchandises ne font l'objet d'aucune prohibition ou restriction.

3.43. Norme

Lorsqu'une infraction a été constatée, la douane accorde la mainlevée sans attendre le règlement de l'action administrative ou judiciaire sous réserve que les marchandises ne soient pas passibles de confiscation ou susceptibles d'être présentées en tant que preuves matérielles à un stade ultérieur de la procédure et que le déclarant acquitte les droits et taxes et fournisse une garantie pour assurer le recouvrement de tous droits et taxes supplémentaires exigibles ainsi que de toute pénalité dont il pourrait être passible.

3.41. Standard

If the Customs are satisfied that the declarant will subsequently accomplish all the formalities in respect of clearance they shall release the goods, provided that the declarant produces a commercial or official document giving the main particulars of the consignment concerned and acceptable to the Customs, and that security, where required, has been furnished to ensure collection of any applicable duties and taxes.

3.42. Standard

When the Customs decide that they require laboratory analysis of samples, detailed technical documents or expert advice, they shall release the goods before the results of such examination are known, provided that any security required has been furnished and provided they are satisfied that the goods are not subject to prohibitions or restrictions.

3.43. Standard

When an offence has been detected, the Customs shall not wait for the completion of administrative or legal action before they release the goods, provided that the goods are not liable to confiscation or forfeiture or to be needed as evidence at some later stage and that the declarant pays the duties and taxes and furnishes security to ensure collection of any additional duties and taxes and of any penalties which may be imposed.

Abandon ou destruction des marchandises

3.44. Norme

Lorsque des marchandises n'ont pas encore obtenu la mainlevée pour la mise à la consommation ou qu'elles ont été placées sous un autre régime douanier et qu'aucune infraction n'a été relevée, la personne intéressée est dispensée du paiement des droits et taxes ou doit pouvoir en obtenir le remboursement :

- lorsqu'à sa demande et selon la décision de la douane, ces marchandises sont abandonnées au profit du Trésor public ou détruites ou traitées de manière à leur ôter toute valeur commerciale sous le contrôle de la douane. Tous frais y relatifs sont à la charge de la personne concernée;

- lorsque ces marchandises sont détruites ou irrémédiablement perdues par suite d'accident ou de force majeure, à condition que cette destruction ou cette perte soit dûment établie à la satisfaction de la douane;

- lorsqu'une partie des marchandises est manquante pour des raisons tenant à leur nature, à condition que ce manque soit dûment établi à la satisfaction de la douane.

Les déchets et débris résultant, le cas échéant, de la destruction, sont assujettis, en cas de mise à la consommation ou d'exportation, aux droits et taxes qui seraient applicables à ces déchets et débris s'ils étaient importés ou exportés dans cet état.

3.45. Norme transitoire

Lorsque la douane procède à la vente de marchandises qui n'ont pas été déclarées dans le délai prescrit ou pour lesquelles la mainlevée n'a pu être accordée bien qu'aucune infraction n'ait été relevée, le produit de la vente, déduction faite des droits et taxes applicables ainsi que de tous autres frais ou redevances encourus, est remis aux ayants droit ou, lorsque cela n'est pas possible, tenu à la disposition de ceux-ci pendant un délai déterminé.

Abandonment or destruction of goods

3.44. Standard

When goods have not yet been released for home use or when they have been placed under another Customs procedure, and provided that no offence has been detected, the person concerned shall not be required to pay the duties and taxes or shall be entitled to repayment thereof :

- when, at his request, such goods are abandoned to the Revenue or destroyed or rendered commercially valueless under Customs control, as the Customs may decide. Any costs involved shall be borne by the person concerned;

- when such goods are destroyed or irrecoverably lost by accident or force majeure, provided that such destruction or loss is duly established to the satisfaction of the Customs;

- on shortages due to the nature of the goods when such shortages are duly established to the satisfaction of the Customs.

Any waste or scrap remaining after destruction shall be liable, if taken into home use or exported, to the duties and taxes that would be applicable to such waste or scrap imported or exported in that state.

3.45. Transitional Standard

When the Customs sell goods which have not been declared within the time allowed or could not be released although no offence has been discovered, the proceeds of the sale, after deduction of any duties and taxes and all other charges and expenses incurred, shall be made over to those persons entitled to receive them or, when this is not possible, held at their disposal for a specified period.

CHAPITRE 4

DROITS ET TAXES

A. LIQUIDATION, RECOUVREMENT ET PAIEMENT DES DROITS ET TAXES

4.1. Norme

La législation nationale définit les conditions dans lesquelles les droits et taxes sont exigibles.

4.2. Norme

Le délai accordé pour la liquidation des droits et taxes exigibles est précisé dans la législation nationale. La liquidation est établie dès que possible après le dépôt de la déclaration de marchandises ou à partir du moment où les droits et taxes deviennent exigibles.

4.3. Norme

Les éléments qui servent de base pour la liquidation des droits et taxes et les conditions dans lesquelles ils doivent être déterminés sont énoncés dans la législation nationale.

4.4. Norme

Les taux des droits et taxes sont repris dans les publications officielles.

4.5. Norme

La législation nationale stipule le moment à retenir pour déterminer le taux des droits et taxes.

CHAPTER 4

DUTIES AND TAXES

A. ASSESSMENT, COLLECTION AND PAYMENT OF DUTIES AND TAXES

4.1. Standard

National legislation shall define the circumstances when liability to duties and taxes is incurred.

4.2. Standard

The time period within which the applicable duties and taxes are assessed shall be stipulated in national legislation. The assessment shall follow as soon as possible after the Goods declaration is lodged or the liability is otherwise incurred.

4.3. Standard

The factors on which the assessment of duties and taxes is based and the conditions under which they are determined shall be specified in national legislation.

4.4. Standard

The rates of duties and taxes shall be set out in official publications.

4.5. Standard

National legislation shall specify the point in time to be taken into consideration for the purpose of determining the rates of duties and taxes.

4.6. Norme

La législation nationale désigne les modes de paiement qui peuvent être utilisés pour le paiement des droits et taxes.

4.7. Norme

La législation nationale précise la ou les personnes responsables du paiement des droits et taxes.

4.8. Norme

La législation nationale détermine la date d'échéance ainsi que le lieu où le paiement doit être effectué.

4.9. Norme

Lorsque la législation nationale précise que la date d'échéance peut être fixée après la mainlevée des marchandises, cette date doit être située au moins dix jours après la mainlevée. Aucun intérêt n'est perçu pour la période écoulée entre la date de la mainlevée et la date d'échéance.

4.10. Norme

La législation nationale fixe le délai pendant lequel la douane peut poursuivre le recouvrement des droits et taxes qui n'ont pas été payés à la date d'échéance.

4.11. Norme

La législation nationale détermine le taux des intérêts de retard et les conditions dans lesquelles ils sont appliqués lorsque les droits et taxes n'ont pas été payés à la date d'échéance.

4.6. Standard

National legislation shall specify the methods that may be used to pay the duties and taxes.

4.7. Standard

National legislation shall specify the person(s) responsible for the payment of duties and taxes.

4.8. Standard

National legislation shall determine the due date and the place where payment is to be made.

4.9. Standard

When national legislation specifies that the due date may be after the release of the goods, that date shall be at least ten days after the release. No interest shall be charged for the period between the date of release and the due date.

4.10. Standard

National legislation shall specify the period within which the Customs may take legal action to collect duties and taxes not paid by the due date.

4.11. Standard

National legislation shall determine the rate of interest chargeable on amounts of duties and taxes that have not been paid by the due date and the conditions of application of such interest.

4.12. Norme

Lorsque les droits et taxes ont été payés, une quittance constituant la preuve du paiement est remise à l'auteur du paiement, à moins que le paiement ne soit prouvé d'une autre manière.

4.13. Norme transitoire

La législation nationale fixe une valeur minimale ou un montant minimal de droits et taxes ou les deux à la fois, en deçà desquels aucun droit ni taxe n'est perçu.

4.14. Norme

Lorsque la douane constate que des erreurs commises lors de l'établissement de la déclaration de marchandises ou lors de la liquidation des droits et taxes occasionneront ou ont occasionné la perception ou le recouvrement d'un montant de droits et taxes inférieur à celui qui est légalement exigible, elle rectifie les erreurs et procède au recouvrement du montant impayé. Toutefois, lorsque le montant en cause est inférieur au montant minimal prescrit par la législation nationale, la douane ne procède pas à sa perception ou à son recouvrement.

B. PAIEMENT DIFFERE DES DROITS ET TAXES

4.15. Norme

Lorsque la législation nationale prévoit le paiement différé des droits et taxes, elle précise les conditions dans lesquelles cette facilité est accordée.

4.16. Norme

Le paiement différé est accordé, dans la mesure du possible, sans exiger des intérêts.

4.17. Norme

Le délai accordé pour le paiement différé des droits et taxes est d'au moins quatorze jours.

4.12. Standard

When the duties and taxes have been paid, a receipt constituting proof of payment shall be issued to the payer, unless there is other evidence constituting proof of payment.

4.13. Transitional Standard

National legislation shall specify a minimum value and/or a minimum amount of duties and taxes below which no duties and taxes will be collected.

4.14. Standard

If the Customs find that errors in the Goods declaration or in the assessment of the duties and taxes will cause or have caused the collection or recovery of an amount of duties and taxes less than that legally chargeable, they shall correct the errors and collect the amount underpaid. However, if the amount involved is less than the minimum amount specified in national legislation, the Customs shall not collect or recover that amount.

B. DEFERRED PAYMENT OF DUTIES AND TAXES

4.15. Standard

Where national legislation provides for the deferred payment of duties and taxes, it shall specify the conditions under which such facility is allowed.

4.16. Standard

Deferred payment shall be allowed without interest charges to the extent possible.

4.17. Standard

The period for deferred payment of duties and taxes shall be at least fourteen days.

C. REMBOURSEMENT DES DROITS ET TAXES

4.18. Norme

Le remboursement est accordé lorsqu'il est établi que la prise en compte excédentaire des droits et taxes résulte d'une erreur commise lors de la liquidation.

4.19. Norme

Le remboursement est accordé pour les marchandises importées ou exportées dont il est reconnu, qu'au moment de l'importation ou de l'exportation, elles étaient défectueuses ou, pour toute autre cause, non conformes aux caractéristiques prévues et sont renvoyées au fournisseur ou à une autre personne désignée par ce dernier, à condition que :

- les marchandises soient réexportées dans un délai raisonnable, sans avoir fait l'objet d'aucune ouvraison ni réparation et sans avoir été utilisées dans le pays d'importation;

- les marchandises soient réimportées dans un délai raisonnable, sans avoir fait l'objet d'aucune ouvraison ni réparation et sans avoir été utilisées dans le pays vers lequel elles avaient été exportées.

Toutefois, l'utilisation des marchandises n'interdit pas le remboursement lorsqu'elle a été indispensable pour constater leurs défauts ou tout autre fait motivant leur réexportation ou réimportation.

Au lieu d'être réexportées ou réimportées, les marchandises peuvent être, selon la décision de la douane, abandonnées au profit du Trésor public, ou détruites ou traitées de manière à leur ôter toute valeur commerciale sous contrôle de la douane. Cet abandon ou cette destruction ne doit entraîner aucun frais pour le Trésor public.

4.20. Norme transitoire

Lorsque la douane autorise que les marchandises qui ont été initialement déclarées pour un régime douanier avec paiement de droits et taxes soient placées sous un autre régime douanier, le remboursement est accordé pour les droits et taxes qui constituent une prise en compte excédentaire par rapport au montant dû dans le cadre du nouveau régime.

C. REPAYMENT OF DUTIES AND TAXES

4.18. Standard

Repayment shall be granted where it is established that duties and taxes have been overcharged as a result of an error in their assessment.

4.19. Standard

Repayment shall be granted in respect of imported or exported goods which are found to have been defective or otherwise not in accordance with the agreed specifications at the time of importation or exportation and are returned either to the supplier or to another person designated by the supplier, subject to the following conditions :

- the goods have not been worked, repaired or used in the country of importation, and are re-exported within a reasonable time;

- the goods have not been worked, repaired or used in the country to which they were exported, and are re-imported within a reasonable time.

Use of the goods shall, however, not hinder the repayment if such use was indispensable to discover the defects or other circumstances which caused the re-exportation or re-importation of the goods.

As an alternative to re-exportation or re-importation, the goods may be abandoned to the Revenue or destroyed or rendered commercially valueless under Customs control, as the Customs may decide. Such abandonment or destruction shall not entail any cost to the Revenue.

4.20. Transitional Standard

Where permission is given by the Customs for goods originally declared for a Customs procedure with payment of duties and taxes to be placed under another Customs procedure, repayment shall be made of any duties and taxes charged in excess of the amount due under the new procedure.

4.21. Norme

La décision concernant la demande de remboursement intervient et est notifiée par écrit à la personne intéressée dans les meilleurs délais, et le remboursement de la prise en compte excédentaire est effectué le plus tôt possible après que les éléments de la demande ont été vérifiés.

4.22. Norme

Lorsqu'il est établi par la douane que la prise en compte excédentaire résulte d'une erreur commise par la douane lors de la liquidation des droits et taxes, le remboursement est effectué en priorité.

4.23. Norme

Lorsqu'il est fixé des délais au-delà desquels les demandes de remboursement ne sont plus acceptées, ces délais doivent être suffisants pour tenir compte des circonstances particulières aux différents cas dans lesquels le remboursement des droits et taxes est susceptible d'être accordé.

4.24. Norme

Le remboursement n'est pas accordé lorsque le montant en cause est inférieur au montant minimal fixé par la législation nationale.

4.21. Standard

Decisions on claims for repayment shall be reached, and notified in writing to the persons concerned, without undue delay, and repayment of amounts overcharged shall be made as soon as possible after the verification of claims.

4.22. Standard

Where it is established by the Customs that the overcharge is a result of an error on the part of the Customs in assessing the duties and taxes, repayment shall be made as a matter of priority.

4.23. Standard

Where time limits are fixed beyond which claims for repayment will not be accepted, such limits shall be of sufficient duration to take account of the differing circumstances pertaining to each type of case in which repayment may be granted.

4.24. Standard

Repayment shall not be granted if the amount involved is less than the minimum amount specified in national legislation.

CHAPITRE 5

GARANTIE

5.1. Norme

La législation nationale énumère les cas dans lesquels une garantie est exigée et détermine les formes dans lesquelles la garantie doit être constituée.

5.2. Norme

La douane détermine le montant de la garantie.

5.3. Norme

Toute personne tenue de constituer une garantie doit pouvoir choisir l'une des formes de garantie proposées, à condition qu'elle soit acceptable par la douane.

5.4. Norme

Lorsque la législation nationale le permet, la douane n'exige pas de garantie lorsqu'elle est convaincue que l'intéressé remplira toutes ses obligations envers elle.

5.5. Norme

Lorsqu'une garantie est exigée pour assurer l'exécution des obligations résultant d'un régime douanier, la douane accepte une garantie globale, notamment de la part de tout déclarant qui déclare régulièrement des marchandises dans différents bureaux du territoire douanier.

CHAPTER 5

SECURITY

5.1. Standard

National legislation shall enumerate the cases in which security is required and shall specify the forms in which security is to be provided.

5.2. Standard

The Customs shall determine the amount of security.

5.3. Standard

Any person required to provide security shall be allowed to choose any form of security provided that it is acceptable to the Customs.

5.4. Standard

Where national legislation provides, the Customs shall not require security when they are satisfied that an obligation to the Customs will be fulfilled.

5.5. Standard

When security is required to ensure that the obligations arising from a Customs procedure will be fulfilled, the Customs shall accept a general security, in particular from declarants who regularly declare goods at different offices in the Customs territory.

5.6. Norme

Lorsqu'une garantie est exigée, le montant de cette garantie est aussi faible que possible et, en ce qui concerne le paiement des droits et taxes, n'excède pas le montant éventuellement exigible.

5.7. Norme

Lorsqu'une garantie a été constituée, la décharge de cette garantie est accordée le plus rapidement possible après que la douane a estimé que les obligations qui ont nécessité la mise en place de la garantie ont été dûment remplies.

5.6. Standard

Where security is required, the amount of security to be provided shall be as low as possible and, in respect of the payment of duties and taxes, shall not exceed the amount potentially chargeable.

5.7. Standard

Where security has been furnished, it shall be discharged as soon as possible after the Customs are satisfied that the obligations under which the security was required have been duly fulfilled.

CHAPITRE 6

CONTROLE DOUANIER

6.1. Norme

Toutes les marchandises, y compris les moyens de transport, qui sont introduites sur le territoire douanier ou quittent celui-ci sont soumises au contrôle de la douane, qu'elles soient passibles ou non de droits et taxes.

6.2. Norme

Les contrôles douaniers sont limités au minimum nécessaire pour assurer l'application de la législation douanière.

6.3. Norme

Pour l'application des contrôles douaniers, la douane fait appel à la gestion des risques.

6.4. Norme

La douane a recours à l'analyse des risques pour désigner les personnes et les marchandises à examiner, y compris les moyens de transport, et l'étendue de cette vérification.

6.5. Norme

La douane adopte, à l'appui de la gestion des risques, une stratégie qui consiste à mesurer le degré d'application de la loi.

CHAPTER 6

CUSTOMS CONTROL

6.1. Standard

All goods, including means of transport, which enter or leave the Customs territory, regardless of whether they are liable to duties and taxes, shall be subject to Customs control.

6.2. Standard

Customs control shall be limited to that necessary to ensure compliance with the Customs law.

6.3. Standard

In the application of Customs control, the Customs shall use risk management.

6.4. Standard

The Customs shall use risk analysis to determine which persons and which goods, including means of transport, should be examined and the extent of the examination.

6.5. Standard

The Customs shall adopt a compliance measurement strategy to support risk management.

6.6. Norme

Les systèmes de contrôle de la douane incluent les contrôles par audit.

6.7. Norme

La douane cherche à coopérer avec les autres administrations douanières et à conclure des accords d'assistance mutuelle administrative pour améliorer les contrôles douaniers.

6.8. Norme

La douane cherche à coopérer avec le commerce et à conclure des Protocoles d'accord pour améliorer les contrôles douaniers.

6.9. Norme transitoire

La douane fait appel, dans toute la mesure possible, à la technologie de l'information et au commerce électronique pour améliorer les contrôles douaniers.

6.10. Norme

La douane évalue les systèmes commerciaux des entreprises qui ont une incidence sur les opérations douanières afin de s'assurer qu'ils sont conformes aux prescriptions douanières.

6.6. Standard

Customs control systems shall include audit-based controls.

6.7. Standard

The Customs shall seek to co-operate with other Customs administrations and seek to conclude mutual administrative assistance agreements to enhance Customs control.

6.8. Standard

The Customs shall seek to co-operate with the trade and seek to conclude Memoranda of Understanding to enhance Customs control.

6.9. Transitional Standard

The Customs shall use information technology and electronic commerce to the greatest possible extent to enhance Customs control.

6.10. Standard

The Customs shall evaluate traders' commercial systems where those systems have an impact on Customs operations to ensure compliance with Customs requirements.

CHAPITRE 7

APPLICATION DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

7.1. Norme

La douane utilise la technologie de l'information à l'appui des opérations douanières lorsque celle-ci est efficace et rentable tant pour la douane que pour le commerce. La douane en fixe les conditions d'application.

7.2. Norme

Lorsque la douane adopte des systèmes informatiques, elle utilise les normes pertinentes acceptées à l'échelon international.

7.3. Norme

La technologie de l'information est adoptée en concertation avec toutes les parties directement intéressées, dans la mesure du possible.

7.4. Norme

Toute législation nationale nouvelle ou révisée prévoit :

- des méthodes de commerce électronique comme solution alternative aux documents à établir sur papier;
- des méthodes d'authentification électronique ainsi que méthodes d'authentification sur support papier;
- le droit pour la douane de détenir des renseignements pour ses propres besoins et, le cas échéant, d'échanger ces renseignements avec d'autres administrations douanières et avec toute autre partie agréée dans les conditions prévues par la loi au moyen des techniques du commerce électronique.

CHAPTER 7

APPLICATION OF INFORMATION TECHNOLOGY

7.1. Standard

The Customs shall apply information technology to support Customs operations, where it is cost-effective and efficient for the Customs and for the trade. The Customs shall specify the conditions for its application.

7.2. Standard

When introducing computer applications, the Customs shall use relevant internationally accepted standards.

7.3. Standard

The introduction of information technology shall be carried out in consultation with all relevant parties directly affected, to the greatest extent possible.

7.4. Standard

New or revised national legislation shall provide for :

- electronic commerce methods as an alternative to paper-based documentary requirements;
- electronic as well as paper-based authentication methods;
- the right of the Customs to retain information for their own use and, as appropriate, to exchange such information with other Customs administrations and all other legally approved parties by means of electronic commerce techniques.

CHAPITRE 8

RELATIONS ENTRE LA DOUANE ET LES TIERS

8.1. Norme

Les personnes intéressées ont la faculté de traiter avec la douane, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un tiers qu'elles désignent pour agir en leur nom.

8.2. Norme

La législation nationale précise les conditions dans lesquelles une personne peut agir pour le compte d'une autre personne dans les relations de cette dernière avec la douane et énonce notamment les responsabilités des tiers vis-à-vis de la douane pour ce qui est des droits et taxes et des irrégularités éventuelles.

8.3. Norme

Les opérations douanières que la personne intéressée choisit d'effectuer pour son propre compte ne font pas l'objet d'un traitement moins favorable, et ne sont pas soumises à des conditions plus rigoureuses que les opérations qui sont effectuées par un tiers pour le compte de la personne intéressée.

8.4. Norme

Toute personne désignée en qualité de tiers a, pour ce qui est des opérations à traiter avec la douane, les mêmes droits que la personne qui l'a désignée.

8.5. Norme

La douane prévoit la participation des tiers aux consultations officielles qu'elle a avec le commerce.

CHAPTER 8

RELATIONSHIP BETWEEN THE CUSTOMS AND THIRD PARTIES

8.1. Standard

Persons concerned shall have the choice of transacting business with the Customs either directly or by designating a third party to act on their behalf.

8.2. Standard

National legislation shall set out the conditions under which a person may act for and on behalf of another person in dealing with the Customs and shall lay down the liability of third parties to the Customs for duties and taxes and for any irregularities.

8.3. Standard

The Customs transactions where the person concerned elects to do business on his own account shall not be treated less favourably or be subject to more stringent requirements than those Customs transactions which are handled for the person concerned by a third party.

8.4, Standard

A person designated as a third party shall have the same rights as the person who designated him in those matters related to transacting business with the Customs.

8.5. Standard

The Customs shall provide for third parties to participate in their formal consultations with the trade.

8.6. Norme

La douane précise les circonstances dans lesquelles elle n'est pas disposée à traiter avec un tiers.

8.7. Norme

La douane notifie par écrit au tiers toute décision de ne pas traiter avec lui.

8.6. Standard

The Customs shall specify the circumstances under which they are not prepared to transact business with a third party.

8.7. Standard

The Customs shall give written notification to the third party of a decision not to transact business.

CHAPITRE 9

RENSEIGNEMENTS ET DECISIONS COMMUNIQUES PAR LA DOUANE

A. RENSEIGNEMENTS DE PORTEE GENERALE

9.1. Norme

La douane fait en sorte que toute personne intéressée puisse se procurer sans difficulté tous renseignements utiles de portée générale concernant la législation douanière.

9.2. Norme

Lorsque des renseignements déjà diffusés doivent être modifiés en raison d'amendements apportés à la législation douanière ou aux dispositions ou prescriptions administratives, la douane porte les nouveaux renseignements à la connaissance du public dans un délai suffisant avant leur entrée en vigueur afin que les personnes intéressées puissent en tenir compte, sauf lorsque leur publication anticipée n'est pas autorisée.

9.3. Norme transitoire

La douane utilise la technologie de l'information afin d'améliorer la communication des renseignements.

B. RENSEIGNEMENTS SPECIFIQUES

9.4. Norme

A la demande de la personne intéressée, la douane fournit, de manière aussi rapide et aussi exacte que possible, des renseignements relatifs aux points particuliers soulevés par cette personne et concernant la législation douanière.

CHAPTER 9

INFORMATION, DECISIONS AND RULINGS SUPPLIED BY THE CUSTOMS

A. INFORMATION OF GENERAL APPLICATION

9.1. Standard

The Customs shall ensure that all relevant information of general application pertaining to Customs law is readily available to any interested person.

9.2. Standard

When information that has been made available must be amended due to changes in Customs law, administrative arrangements or requirements, the Customs shall make the revised information readily available sufficiently in advance of the entry into force of the changes to enable interested persons to take account of them, unless advance notice is precluded.

9.3. Transitional Standard

The Customs shall use information technology to enhance the provision of information.

B. INFORMATION OF A SPECIFIC NATURE

9.4. Standard

At the request of the interested person, the Customs shall provide, as quickly and as accurately as possible, information relating to the specific matters raised by the interested person and pertaining to Customs law.

9.5. Norme

La douane fournit non seulement les renseignements expressément demandés, mais également tous autres renseignements pertinents qu'elle juge utile de porter à la connaissance de la personne intéressée.

9.6. Norme

Lorsque la douane fournit des renseignements, elle veille à ne divulguer aucun élément d'information de caractère privé ou confidentiel affectant la douane ou des tiers, à moins que cette divulgation ne soit exigée ou autorisée par la législation nationale.

9.7. Norme

Lorsque la douane n'est pas en mesure de fournir des renseignements gratuitement, la rémunération exigée est limitée au coût approximatif des services rendus.

C. DECISIONS

9.8. Norme

A la demande écrite de la personne concernée, la douane communique sa décision par écrit, dans les délais fixés par la législation nationale. Lorsque cette décision est défavorable à l'intéressé, celui-ci est informé des motifs de cette décision et de la possibilité d'introduire un recours.

9.9. Norme

La douane communique des renseignements contraignants à la demande des personnes intéressées, pour autant qu'elle dispose de tous les renseignements qu'elle juge nécessaires.

9.5. Standard

The Customs shall supply not only the information specifically requested but also any other pertinent information which they consider the interested person should be made aware of.

9.6. Standard

When the Customs supply information, they shall ensure that they do not divulge details of a private or confidential nature affecting the Customs or third parties unless such disclosure is required or authorized by national legislation.

9.7. Standard

When the Customs cannot supply information free of charge, any charge shall be limited to the approximate cost of the services rendered.

C. DECISIONS AND RULINGS

9.8. Standard

At the written request of the person concerned, the Customs shall notify their decision in writing within a period specified in national legislation. Where the decision is adverse to the person concerned, the reasons shall be given and the right of appeal advised.

9.9. Standard

The Customs shall issue binding rulings at the request of the interested person, provided that the Customs have all the information they deem necessary.

CHAPITRE 10

RECOURS EN MATIERE DOUANIERE

A. DROIT DE RECOURS

10.1. Norme

La législation nationale prévoit un droit de recours en matière douanière.

10.2. Norme

Toute personne directement concernée par une décision ou une omission de la douane dispose d'un droit de recours.

10.3. Norme

La personne directement concernée par une décision ou une omission de la douane est informée, après qu'elle en a fait la demande à la douane, des raisons ayant motivé ladite décision ou omission dans les délais fixés par la législation nationale. Elle peut alors décider d'introduire ou non un recours.

10.4. Norme

La législation nationale prévoit le droit de former un premier recours devant la douane.

10.5. Norme

Lorsqu'un recours introduit devant la douane est rejeté, le requérant a le droit d'introduire un nouveau recours devant une autorité indépendante de l'administration des douanes.

CHAPTER 10

APPEALS IN CUSTOMS MATTERS

A. RIGHT OF APPEAL

10.1. Standard

National legislation shall provide for a right of appeal in Customs matters.

10.2. Standard

Any person who is directly affected by a decision or omission of the Customs shall have a right of appeal.

10.3. Standard

The person directly affected by a decision or omission of the Customs shall be given, after having made a request to the Customs, the reasons for such decision or omission within a period specified in national legislation. This may or may not result in an appeal.

10.4. Standard

National legislation shall provide for the right of an initial appeal to the Customs.

10.5. Standard

Where an appeal to the Customs is dismissed, the appellant shall have the right of a further appeal to an authority independent of the Customs administration.

10.6. Norme

En dernière instance, le requérant dispose d'un droit de recours devant une autorité judiciaire.

B. FORME ET MOTIFS DU RECOURS

10.7. Norme

Le recours est introduit par écrit; il est motivé.

10.8. Norme

Un délai de recours contre une décision de la douane est fixé et ce délai doit être suffisant pour permettre au requérant d'étudier la décision contestée et de préparer le recours.

10.9. Norme

Lorsqu'un recours est introduit auprès de la douane, celle-ci n'exige pas d'office que les éléments de preuve éventuels soient déposés au moment de l'introduction du recours, mais elle accorde, lorsqu'il y a lieu, un délai raisonnable à cet effet.

10.6. Standard

In the final instance, the appellant shall have the right of appeal to a judicial authority.

B. FORM AND GROUNDS OF APPEAL

10.7. Standard

An appeal shall be lodged in writing and shall state the grounds on which it is being made.

10.8. Standard

A time limit shall be fixed for the lodgement of an appeal against a decision of the Customs and it shall be such as to allow the appellant sufficient time to study the contested decision and to prepare an appeal.

10.9. Standard

Where an appeal is to the Customs they shall not, as a matter of course, require that any supporting evidence be lodged together with the appeal but shall, in appropriate circumstances, allow a reasonable time for the lodgement of such evidence.

C. EXAMEN DU RECOURS

10.10. Norme

La douane statue sur le recours et notifie sa décision au requérant par écrit, dès que possible.

10.11. Norme

Lorsqu'un recours adressé à la douane est rejeté, cette dernière notifie également au requérant, par écrit, les raisons qui motivent sa décision, et l'informe de son droit d'introduire éventuellement un nouveau recours devant une autorité administrative ou indépendante, en lui précisant, le cas échéant, le délai avant l'expiration duquel ce nouveau recours doit être introduit.

10.12. Norme

Lorsqu'il a été fait droit au recours, la douane se conforme à sa décision ou au jugement des autorités indépendantes ou judiciaires dès que possible, sauf lorsqu'elle introduit elle-même un recours à l'égard de ce jugement.

C. CONSIDERATION OF APPEAL

10.10. Standard

The Customs shall give its ruling upon an appeal and written notice thereof to the appellant as soon as possible.

10.11. Standard

Where an appeal to the Customs is dismissed, the Customs shall set out the reasons therefor in writing and shall advise the appellant of his right to lodge any further appeal with an administrative or independent authority and of any time limit for the lodgement of such appeal.

10.12. Standard

Where an appeal is allowed, the Customs shall put their decision or the ruling of the independent or judicial authority into effect as soon as possible, except in cases where the Customs appeal against the ruling.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΓΙΑ ΤΗΝ ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΗ
ΤΗΣ ΔΙΕΘΝΟΥΣ ΣΥΜΒΑΣΗΣ
ΓΙΑ ΤΗΝ ΑΠΛΟΥΣΤΕΥΣΗ ΚΑΙ ΤΗΝ ΕΝΑΡΜΟΝΙΣΗ
ΤΩΝ ΤΕΛΩΝΕΙΑΚΩΝ ΚΑΘΕΣΤΩΤΩΝ

(Βρυξέλλες, 26 Ιουνίου 1999)

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη στη Διεθνή Σύμβαση για την απλούστευση και εναρμόνιση των τελωνειακών καθεστώτων (που υπεγράφη στο Κιότο στις 18 Μαΐου 1973 και τέθηκε σε ισχύ στις 25 Σεπτεμβρίου 1974), καλούμενη εφεξής "η Σύμβαση", που εκπονήθηκε υπό την αιγίδα του Συμβουλίου Τελωνειακής Συνεργασίας, καλούμενο εφεξής "το Συμβούλιο",

ΕΚΤΙΜΩΝΤΑΣ ότι για να επιτευχθούν οι στόχοι:

• εξάλειψης των διαφορών μεταξύ των τελωνειακών καθεστώτων και πρακτικών των Συμβαλλομένων Μερών που είναι δυνατό να παρεμποδίζουν το διεθνές εμπόριο και άλλες διεθνείς συναλλαγές ·

• ικανοποίησης των αναγκών του διεθνούς εμπορίου και των Τελωνείων για τη διευκόλυνση, απλούστευση και εναρμόνιση των τελωνειακών καθεστώτων και πρακτικών·

• διασφάλισης των κατάλληλων κανόνων τελωνειακού ελέγχου· και

• διευκόλυνσης των τελωνείων στην αντιμετώπιση των σημαντικών αλλαγών που έχουν επέλθει στις επιχειρηματικές και διοικητικές μεθόδους και τεχνικές,

η Σύμβαση πρέπει να τροποποιηθεί,

ΕΚΤΙΜΩΝΤΑΣ, επίσης, ότι η τροποποιημένη Σύμβαση

• πρέπει να διασφαλίζει ότι οι βασικές αρχές που διέπουν την εν λόγω απλούστευση και εναρμόνιση καθίστανται υποχρεωτικές για τα Συμβαλλόμενα Μέρη της τροποποιημένης Σύμβασης

• πρέπει να διασφαλίζει ότι τα Τελωνεία θα διαθέτουν αποτελεσματικές διαδικασίες υποστηριζόμενες από κατάλληλες και αποτελεσματικές μεθόδους ελέγχου και

• θα επιτρέψει την επίτευξη υψηλού βαθμού απλούστευσης και εναρμόνισης των τελωνειακών καθεστώτων και πρακτικών που αποτελεί ουσιαστικό στόχο του Συμβουλίου και θα συμβάλει κατ' αυτόν τον τρόπο σημαντικά στη διευκόλυνση του διεθνούς εμπορίου,

Συμφώνησαν τα ακόλουθα:

ΑΡΘΡΟ 1

Το προοίμιο και τα άρθρα της Σύμβασης τροποποιούνται σύμφωνα με το κείμενο που περιλαμβάνεται στο Προσάρτημα Ι του παρόντος Πρωτοκόλλου.

ΑΡΘΡΟ 2

Τα Παραρτήματα της Σύμβασης αντικαθίστανται από το Γενικό Παράρτημα που περιλαμβάνεται στο Προσάρτημα Ι! και από τα Ειδικά Παραρτήματα που περιλαμβάνονται στο Προσάρτημα ΙΙΙ του παρόντος Πρωτοκόλλου.

ΑΡΘΡΟ 3

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος της Σύμβασης μπορεί να εκφράσει τη συγκατάθεση του να δεσμεύεται από το παρόν Πρωτόκολλο, συμπεριλαμβανομένων των Προσαρτημάτων Ι και ΙΙ:

(α) υπογράφοντας το χωρίς επιφύλαξη επικύρωσης·

(β) καταθέτοντας έγγραφο επικύρωσης αφού το υπογράψει υπό την επιφύλαξη επικύρωσης· ή

(γ) προσχωρώντας σ' αυτό.

2. Το παρόν Πρωτόκολλο είναι ανοιχτό για υπογραφή από τα Συμβαλλόμενα Μέρη της Σύμβασης μέχρι τις 30 Ιουνίου 2000 στην έδρα του Συμβουλίου στις Βρυξέλλες. Από πγν ημερομηνία αυτή και μετά θα είναι ανοιχτό για προσχώρηση.

3. Το παρόν Πρωτόκολλο, συμπεριλαμβανομένων των Προσαρτημάτων Ι και ΙΙ, τίθεται σε ισχύ τρεις μήνες αφότου σαράντα Συμβαλλόμενα Μέρη έχουν υπογράψει το παρόν Πρωτόκολλο χωρίς επιφύλαξη επικύρωσης ή έχουν καταθέσει τα έγγραφα επικύρωσης ή προσχώρησης.

4. Αφότου σαράντα Συμβαλλόμενα Μέρη έχουν εκφράσει τη συγκατάθεση τους να δεσμεύονται από το παρόν Πρωτόκολλο σύμφωνα με την παράγραφο 1, ένα Συμβαλλόμενο Μέρος της Σύμβασης αποδέχεται τις τροποποιήσεις στη Σύμβαση μόνο όταν γίνεται Συμβαλλόμενο Μέρος του παρόντος Πρωτοκόλλου. Το παρόν Πρωτόκολλο τίθεται σε ισχύ έναντι του εν λόγω Συμβαλλόμενου Μέρους τρεις μήνες αφότου αυτό υπογράψει το παρόν Πρωτόκολλο χωρίς επιφύλαξη επικύρωσης ή καταθέσει έγγραφο επικύρωσης ή προσχώρησης.

ΑΡΘΡΟ 4

Οποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Μέρος της Σύμβασης μπορεί, όταν εκφράζει τη συγκατάθεση του να δεσμεύεται από το παρόν Πρωτόκολλο, να αποδεχτεί οποιοδήποτε από τα Ειδικά Παραρτήματα ή τα Κεφάλαια τους που περιλαμβάνονται στο Προσάρτημα ΙΙΙ του παρόντος Πρωτοκόλλου και κοινοποιεί στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου την εν λόγω αποδοχή καθώς και τις συνιστώμενες πρακτικές για τις οποίες θέτει επιφυλάξεις.

ΑΡΘΡΟ 5

Μετά τη θέση σε ισχύ του παρόντος Πρωτοκόλλου, ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου δεν αποδέχεται κανένα έγγραφο επικύρωσης ή προσχώρησης στη Σύμβαση.

ΑΡΘΡΟ 6

Όσον αφορά τις σχέσεις μεταξύ των Συμβαλλόμενων Μερών του, το παρόν Πρωτόκολλο και τα Προσαρτήματα του υπερισχύουν της Σύμβασης.

ΑΡΘΡΟ 7

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου είναι ο θεματοφύλακας του παρόντος Πρωτοκόλλου και αναλαμβάνει τις αρμοδιότητες όπως αυτές προβλέπονται στο άρθρο 19 του Προσαρτήματος Ι του παρόντος Πρωτοκόλλου.

ΑΡΘΡΟ 8

Το παρόν Πρωτόκολλο θα είναι ανοιχτό για υπογραφή από τα Συμβαλλόμενα Μέρη της Σύμβασης από τις 26 Ιουνίου 1999 στην έδρα του Συμβουλίου στις Βρυξέλλες.

ΑΡΘΡΟ 9

Σύμφωνα με το άρθρο 102 του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών, το παρόν Πρωτόκολλο και τα Προσαρτήματα του καταχωρούνται στη Γραμματεία των Ηνωμένων Εθνών κατόπιν αιτήσεως του Γενικού Γραμματέα του Συμβουλίου.

Σε πίστωση των ανωτέρω, οι υπογράφοντες δεόντως, προς τούτο, εξουσιοδοτημένοι υπέγραψαν το παρόν Πρωτόκολλο.

Έγινε στις Βρυξέλλες, στις είκοσι έξι Ιουνίου χίλια εννιακόσια ενενήντα εννέα, στην αγγλική και γαλλική γλώσσα, όπου και τα δύο κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά, σε ένα πρωτότυπο αντίτυπο που κατατίθεται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου, ο οποίος διαβιβάζει επικυρωμένα αντίγραφα αυτού σε όλα τα μέρη που αναφέρονται στην παράγραφο 1 του Άρθρου 8 που περιλαμβάνεται στο Προσάρτημα Ι του παρόντος Πρωτοκόλλου.

ΠΡΟΣΑΡΤΗΜΑ Ι
ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΒΑΣΗ
ΓΙΑ ΤΗΝ ΑΠΛΟΥΣΤΕΥΣΗ ΚΑΙ ΤΗΝ ΕΝΑΡΜΟΝΙΣΗ
ΤΩΝ ΤΕΛΩΝΕΙΑΚΩΝ ΚΑΘΕΣΤΩΤΩΝ
(τροποποιημένη)

ΠΡΟΟΙΜΙΟ

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη της παρούσας Σύμβασης που εκπονήθηκε υπό την αιγίδα του Συμβουλίου Τελωνειακής Συνεργασίας,

ΠΡΟΣΠΑΘΩΝΤΑΣ να εξαλείψουν τις διαφορές μεταξύ των τελωνειακών καθεστώτων και πρακτικών των Συμβαλλομένων Μερών που είναι δυνατό να παρεμποδίζουν το διεθνές εμπόριο και άλλες διεθνείς συναλλαγές·

ΕΠΙΘΥΜΩΝΤΑΣ να συμβάλουν αποτελεσματικά στην ανάπτυξη του εμπορίου και των συναλλαγών μέσω της απλούστευσης και εναρμόνισης των τελωνειακών καθεστώτων και πρακτικών και της ενθάρρυνσης της διεθνούς συνεργασίας,

ΥΠΟΓΡΑΜΜΙΖΟΝΤΑΣ ότι τα σημαντικά οφέλη που απορρέουν από τη διευκόλυνση του διεθνούς εμπορίου μπορούν να επιτευχθούν χωρίς να θιγούν οι αποδεκτοί κανόνες τελωνειακού ελέγχου,

ΑΝΑΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ ότι η εν λόγω απλούστευση και εναρμόνιση είναι δυνατό να επιτευχθεί με εφαρμογή, ειδικότερα, των ακολούθων αρχών:

• ολοκλήρωσης των προγραμμάτων που αποσκοπούν στο συνεχή εκσυγχρονισμό των τελωνειακών καθεστώτων και πρακτικών και στη βελτίωση συνεπώς της αποδοτικότητας και της αποτελεσματικότητάς τους,
• εφαρμογής των τελωνειακών καθεστώτων και πρακτικών κατά τρόπο προβλέψιμο, συνεπή και διαφανή,
• παροχής στα ενδιαφερόμενα μέρη όλων των απαραίτητων πληροφοριών σχετικά με τους νόμους, τους κανονισμούς, τις διοικητικές κατευθυντήριες οδηγίες, τις διαδικασίες και τις πρακτικές στον τελωνειακό τομέα,
• υιοθέτησης σύγχρονων τεχνικών, όπως η ανάλυση κινδύνου και ο λογιστικός έλεγχος καθώς και η χρήση, στο μεγαλύτερο δυνατό βαθμό, της τεχνολογίας πληροφοριών,
• συνεργασίας, όταν κρίνεται αναγκαίο, με άλλες εθνικές αρχές, άλλες τελωνειακές διοικήσεις και εμπορικούς φορείς,
• εφαρμογής των σχετικών διεθνών κανόνων,
• παροχής στα θιγόμενα μέρη δυνατότητας εύκολης προσφυγής σε διαδικασίες διοικητικής και δικαστικής επανεξέτασης,

ΠΕΠΕΙΣΜΕΝΑ ότι μία διεθνής πράξη που περιλαμβάνει τους ανωτέρω στόχους και αρχές που τα Συμβαλλόμενα Μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να εφαρμόσουν, οδηγεί σε υψηλό βαθμό απλούστευσης και εναρμόνισης των τελωνειακών καθεστώτων και πρακτικών που αποτελεί ουσιαστικό στόχο του Συμβουλίου Τελωνειακής Συνεργασίας και συνεπώς συμβάλλει ουσιαστικά στη διευκόλυνση του διεθνούς εμπορίου,

Συμφώνησαν τα ακόλουθα:

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Ι
Ορισμοί

Άρθρο 1

Για την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης νοούνται ως:

(α) "Κανόνας", η διάταξη υποχρεωτικής εφαρμογής για την επίτευξη της εναρμόνισης και της απλούστευσης των τελωνειακών καθεστώτων και πρακτικών

(β) "Μεταβατικός κανόνας", ο κανόνας του Γενικού Παραρτήματος για τον οποίο επιτρέπεται μεγαλύτερη χρονική περίοδος εφαρμογής

(γ) "Συνιστώμενη πρακτική", η διάταξη ενός Ειδικού Παραρτήματος που θεωρείται ότι αποτελεί πρόοδο προς την εναρμόνιση και την απλούστευση των τελωνειακών καθεστώτων και πρακτικών και της οποίας επιδιώκεται η ευρύτερη δυνατή εφαρμογή·

(δ) "Εθνική νομοθεσία", οι νόμοι, οι κανονισμοί και άλλα μέτρα που επιβάλλονται από μία αρμόδια αρχή ενός Συμβαλλομένου Μέρους και εφαρμόζονται σε ολόκληρο το έδαφος του ενδιαφερόμενου Συμβαλλομένου Μέρους, ή οι ισχύουσες Συνθήκες από τις οποίες δεσμεύεται το εν λόγω Συμβαλλόμενο Μέρος

(ε) "Γενικό Παράρτημα", το σύνολο των διατάξεων που εφαρμόζονται σε όλα τα τελωνειακά καθεστώτα και πρακτικές που αναφέρονται στην παρούσα Σύμβαση

(στ) "Ειδικό Παράρτημα", το σύνολο των διατάξεων που εφαρμόζονται σε ένα ή περισσότερα τελωνειακά καθεστώτα και πρακτικές που αναφέρονται στην παρούσα Σύμβαση

(ζ) "Κατευθυντήριες Οδηγίες", ένα σύνολο επεξηγήσεων των διατάξεων του Γενικού Παραρτήματος, των Ειδικών Παραρτημάτων και των Κεφαλαίων τους, που προτείνουν ορισμένα από τα πιθανά σχέδια δράσης για την εφαρμογή των κανόνων, των μεταβατικών κανόνων και των συνιστώμενων πρακτικών, και ειδικότερα που περιγράφουν τις καλύτερες πρακτικές και που προτείνουν παραδείγματα για μεγαλύτερες διευκολύνσεις

(η) "Μόνιμη Τεχνική Επιτροπή", η Μόνιμη Τεχνική Επιτροπή του Συμβουλίου

(θ) "Συμβούλιο", ο οργανισμός που συστάθηκε με τη σύμβαση για την ίδρυση του Συμβουλίου Τελωνειακής Συνεργασίας, που συνήφθη στις Βρυξέλλες στις 15 Δεκεμβρίου 1950.

(ι) "Τελωνειακή ή Οικονομική Ένωση", η ένωση που συνιστάται και αποτελείται από κράτη και η οποία είναι αρμόδια να θεσπίζει δεσμευτικούς για τα εν λόγω κράτη κανονισμούς που αφορούν θέματα τα οποία καλύπτονται από την παρούσα Σύμβαση καθώς και να αποφασίζει, σύμφωνα με τις εσωτερικές διαδικασίες της, την υπογραφή, επικύρωση ή προσχώρηση στην παρούσα Σύμβαση.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙ
ΠΕΔΙΟ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ ΚΑΙ ΔΟΜΗ
Πεδίο εφαρμογής της Σύμβασης

Άρθρο 2

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος αναλαμβάνει την υποχρέωση να προωθεί την απλούστευση και την εναρμόνιση των τελωνειακών καθεστώτων και, για το σκοπό αυτό, να συμμορφώνεται με τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης, με τους κανόνες, τους μεταβατικούς κανόνες και τις συνιστώμενες πρακτικές που περιλαμβάνονται στα Παραρτήματα της παρούσας Σύμβασης. Ωστόσο, κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος έχει τη δυνατότητα να παρέχει διευκολύνσεις μεγαλύτερες από τις προβλεπόμενες στην παρούσα Σύμβαση και μάλιστα ενθαρρύνεται να παρέχει τέτοιες διευκολύνσεις στο μεγαλύτερο δυνατό βαθμό.

Άρθρο 3

Οι διατάξεις της παρούσας Σύμβασης δεν αποκλείουν την εφαρμογή της εθνικής νομοθεσίας σχετικά με τις απαγορεύσεις ή τους περιορισμούς που αφορούν εμπορεύματα τα οποία υπόκεινται σε τελωνειακό έλεγχο.

Δομή της Σύμβασης
Άρθρο 4

1. Η Σύμβαση περιλαμβάνει ένα κυρίως Σώμα, ένα Γενικό Παράρτημα και Ειδικά Παραρτήματα.

2. Το Γενικό Παράρτημα και κάθε Ειδικό Παράρτημα της παρούσας Σύμβασης αποτελούνται από Κεφάλαια που υποδιαιρούν κάθε Παράρτημα και περιλαμβάνουν:

(α) ορισμούς και

(β) κανόνες, ορισμένοι από τους οποίους στο Γενικό Παράρτημα αποτελούν μεταβατικούς κανόνες.

3. Κάθε Ειδικό Παράρτημα περιέχει, επίσης, τις συνιστώμενες πρακτικές.

4. Κάθε Παράρτημα συνοδεύεται από κατευθυντήριες οδηγίες, τα κείμενα των οποίων δεν είναι δεσμευτικά για τα Συμβαλλόμενα Μέρη.

Άρθρο 5

Για τους σκοπούς της παρούσας Σύμβασης, το ή τα Ειδικά Παραρτήματα και το ή τα Κεφάλαια τους τα οποία ισχύουν έναντι κάποιου Συμβαλλομένου Μέρους θεωρούνται ως αναπόσπαστο τμήμα της Σύμβασης και, όσον αφορά το εν λόγω Συμβαλλόμενο Μέρος, οποιαδήποτε αναφορά στη Σύμβαση θεωρείται ότι αφορά επίσης τα εν λόγω Παραρτήματα ή Κεφάλαια.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ III
ΔΙΑΧΕΙΡΙΣΗ ΤΗΣ ΣΥΜΒΑΣΗΣ
Διαχειριστική επιτροπή

Άρθρο 6

1. Συγκροτείται διαχειριστική επιτροπή για να εξετάζει την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης, κάθε μέτρο για τη διασφάλιση της ομοιομορφίας κατά την ερμηνεία και την εφαρμογή της και οποιεσδήποτε προτεινόμενες τροποποιήσεις.

2. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη είναι μέλη της διαχειριστικής επιτροπής.

3. Η αρμόδια Διοίκηση κάθε μέρους που πληρεί τις προϋποθέσεις να γίνει Συμβαλλόμενο Μέρος στην παρούσα Σύμβαση, βάσει των διατάξεων του άρθρου 8, ή οποιουδήποτε Μέλους του Παγκόσμιου Οργανισμού Εμπορίου έχει το δικαίωμα να παρευρίσκεται στις συνόδους της διαχειριστικής επιτροπής ως παρατηρητής. Το καθεστώς και τα δικαιώματα των εν λόγω παρατηρητών καθορίζονται με Απόφαση του Συμβουλίου. Τα προαναφερθέντα δικαιώματα δεν είναι δυνατό να ασκηθούν πριν από τη θέση σε ισχύ της Απόφασης.

5. Η διαχειριστική επιτροπή μπορεί να προσκαλεί τους αντιπροσώπους των κυβερνητικών και μη κυβερνητικών διεθνών οργανισμών να παρευρίσκονται στις συνόδους της διαχειριστικής επιτροπής ως παρατηρητές.

5. Η διαχειριστική επιτροπή:

(α) προτείνει στα Συμβαλλόμενα Μέρη:

(i) τροποποιήσεις στο κυρίως Σώμα της παρούσας Σύμβασης·

(ii) τροποποιήσεις στο Γενικό Παράρτημα, στα Ειδικά Παραρτήματα και στα Κεφάλαια αυτών και την προσθήκη νέων Κεφαλαίων στο Γενικό Παράρτημα-και

(iii) προσθήκη νέων Ειδικών Παραρτημάτων και νέων Κεφαλαίων στα Ειδικά Παραρτήματα·

(β) μπορεί να αποφασίζει την τροποποίηση των συνιστώμενων πρακτικών ή την προσθήκη νέων συνιστώμενων πρακτικών στα Ειδικά Παραρτήματα ή στα Κεφάλαια αυτών σύμφωνα με το άρθρο 16·

(γ) εξετάζει την εφαρμογή των διατάξεων της παρούσας Σύμβασης σύμφωνα με το άρθρο 13 παράγραφος 4·

(δ) αναθεωρεί και εκδίδει τις κατευθυντήριες οδηγίες·

(ε) εξετάζει κάθε άλλο ζήτημα που της υποβάλλεται σχετικά με την παρούσα Σύμβαση

(στ) ενημερώνει τη Μόνιμη Τεχνική Επιτροπή και το Συμβούλιο για τις αποφάσεις της.

6. Οι αρμόδιες Διοικήσεις των Συμβαλλομένων Μερών υποβάλλουν στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου προτάσεις στα πλαίσια της παραγράφου 5 στοιχεία (α), (β), (γ) ή (δ) του παρόντος άρθρου και αναφέρουν τους λόγους που οδηγούν σ' αυτές, μαζί με οποιαδήποτε αιτήματα για την προσθήκη θεμάτων στην ημερήσια διάταξη των συνόδων της διαχειριστικής επιτροπής. Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου κοινοποιεί τις προτάσεις στις αρμόδιες Διοικήσεις των Συμβαλλομένων Μερών και στους παρατηρητές που αναφέρονται στις παραγράφους 2, 3 και 4 του παρόντος άρθρου.

7. Η διαχειριστική επιτροπή συνέρχεται τουλάχιστον μια φορά το έτος. Εκλέγει ετησίως έναν πρόεδρο και έναν αντιπρόεδρο. Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου διαβιβάζει την πρόσκληση και το σχέδιο ημερήσιας διάταξης στις αρμόδιες Διοικήσεις των Συμβαλλομένων Μερών και στους παρατηρητές που αναφέρονται στις παραγράφους 2, 3 και 4 του παρόντος άρθρου τουλάχιστον έξι εβδομάδες πριν από τη σύνοδο της διαχειριστικής επιτροπής.

8. Όταν δεν μπορεί να ληφθεί απόφαση με συναίνεση, οι αποφάσεις για τα θέματα που εξετάζει η διαχειριστική επιτροπή λαμβάνονται με ψηφοφορία των παρόντων Συμβαλλομένων Μερών.

Οι προτάσεις που υποβάλλονται στα πλαίσια της παραγράφου 5 στοιχεία (α), (β) ή (γ) του παρόντος άρθρου εγκρίνονται με πλειοψηφία δύο τρίτων των ψήφων. Όλα τα άλλα θέματα αποφασίζονται από τη διαχειριστική επιτροπή με πλειοψηφία.

9. Όταν εφαρμόζεται το άρθρο 8, παράγραφος 5 της παρούσας Σύμβασης, οι τελωνειακές ή οικονομικές ενώσεις που είναι Συμβαλλόμενα Μέρη διαθέτουν, σε περίπτωση ψηφοφορίας, αριθμό ψήφων ίσο με το σύνολο των ψήφων που αντιστοιχούν στα Μέλη τους που αποτελούν Συμβαλλόμενα Μέρη της Σύμβασης.

10. Πριν από την περάτωση της συνόδου της, η διαχειριστική επιτροπή εγκρίνει μία έκθεση. Η εν λόγω έκθεση διαβιβάζεται στο Συμβούλιο, στα Συμβαλλόμενα Μέρη και τους παρατηρητές που αναφέρονται στις παραγράφους 2, 3 και 4.

11. Ελλείψει σχετικών διατάξεων στο παρόν Άρθρο, εφαρμόζεται ο εσωτερικός κανονισμός του Συμβουλίου, εκτός αν η διαχειριστική επιτροπή αποφασίσει διαφορετικά.

Άρθρο 7

Όσον αφορά την ψηφοφορία στη διαχειριστική επιτροπή, διενεργείται χωριστή ψηφοφορία για κάθε Ειδικό Παράρτημα και για κάθε Κεφάλαιο ενός Ειδικού Παραρτήματος.

(α) Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος έχει το δικαίωμα να ψηφίζει για θέματα σχετικά με την ερμηνεία, την εφαρμογή ή την τροποποίηση του κυρίως Σώματος και του Γενικού Παραρτήματος της Σύμβασης.

(β) Όταν πρόκειται για θέματα που αφορούν Ειδικό Παράρτημα ή Κεφάλαιο Ειδικού Παραρτήματος που είναι ήδη σε ισχύ, δικαίωμα ψήφου έχουν εκείνα μόνο τα Συμβαλλόμενα Μέρη που έχουν αποδεχτεί το εν λόγω Ειδικό Παράρτημα ή Κεφάλαιο.

(γ) Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος έχει το δικαίωμα ψήφου επί σχεδίων νέων Ειδικών Παραρτημάτων ή νέων Κεφαλαίων Ειδικού Παραρτήματος.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ IV
ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΟ ΜΕΡΟΣ
Επικύρωση της Σύμβασης

Άρθρο 8

1. Κάθε Μέλος του Συμβουλίου και κάθε Μέλος των Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών ή των εξειδικευμένων οργάνων του μπορεί να γίνει Συμβαλλόμενο Μέρος της παρούσας Σύμβασης:

(α) υπογράφοντας την χωρίς επιφύλαξη επικύρωσης·

(β) καταθέτοντας το έγγραφο επικύρωσης όταν την έχει υπογράψει με την επιφύλαξη επικύρωσης·

ή (γ) προσχωρώντας σ' αυτή.

2. Η παρούσα Σύμβαση θα είναι ανοιχτή για υπογραφή μέχρι τις 30 Ιουνίου 1974 στην έδρα του Συμβουλίου στις Βρυξέλλες από τα Μέλη που αναφέρονται στην παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου. Από την ημερομηνία αυτή και μετά θα είναι ανοιχτή για προσχώρηση από αυτά τα Μέλη.

3. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος προσδιορίζει, κατά τη στιγμή της υπογραφής, επικύρωσης ή προσχώρησης στην παρούσα Σύμβαση, εάν και ποια από τα Ειδικά Παραρτήματα ή Κεφάλαια αυτών αποδέχεται. Μπορεί στη συνέχεια να γνωστοποιήσει στο θεματοφύλακα ότι αποδέχεται ένα ή περισσότερα Ειδικά Παραρτήματα ή Κεφάλαια αυτών.

4. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη που αποδέχονται οποιοδήποτε νέο Ειδικό Παράρτημα ή οποιοδήποτε νέο Κεφάλαιο ενός Ειδικού Παραρτήματος το γνωστοποιούν στο θεματοφύλακα σύμφωνα με την παράγραφο 3 του παρόντος άρθρου.

5. (α) Κάθε τελωνειακή ή οικονομική ένωση μπορεί να γίνει, σύμφωνα με τις παραγράφους 1, 2 και 3 του παρόντος άρθρου, Συμβαλλόμενο Μέρος στην παρούσα Σύμβαση. Η εν λόγω τελωνειακή ή οικονομική ένωση ενημερώνει το θεματοφύλακα για την αρμοδιότητα της όσον αφορά τα θέματα που καλύπτονται από την παρούσα Σύμβαση. Ενημερώνει, επίσης, το θεματοφύλακα για κάθε ουσιαστική τροποποίηση που εμπίπτει στο πεδίο των αρμοδιοτήτων της.

(β) Οι τελωνειακές ή οικονομικές ενώσεις που αποτελούν Συμβαλλόμενα Μέρη της παρούσας Σύμβασης ασκούν, όσον αφορά τα θέματα που υπάγονται στην αρμοδιότητα τους, επ' ονόματι τους τα δικαιώματα και αναλαμβάνουν τις ευθύνες, που η παρούσα Σύμβαση επιβάλλει στα Μέλη των εν λόγω ενώσεων που αποτελούν Συμβαλλόμενα Μέρη στην παρούσα Σύμβαση. Σε παρόμοιες περιπτώσεις, τα μέλη των εν λόγω ενώσεων δεν έχουν το δικαίωμα να ασκούν μεμονωμένα αυτά τα δικαιώματα, συμπεριλαμβανομένου του δικαιώματος της ψήφου.

Άρθρο 9

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος που επικυρώνει την παρούσα Σύμβαση ή προσχωρεί σ' αυτή δεσμεύεται από τις τροποποιήσεις της παρούσας Σύμβασης, συμπεριλαμβανομένου του Γενικού Παραρτήματος, που έχουν τεθεί σε ισχύ κατά την ημερομηνία κατάθεσης του εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος που αποδέχεται ένα Ειδικό Παράρτημα ή Κεφάλαιο αυτού δεσμεύεται από τις τροποποιήσεις στους κανόνες που περιλαμβάνονται στο εν λόγω Ειδικό Παράρτημα ή Κεφάλαιο, που έχουν τεθεί σε ισχύ την ημερομηνία κατά την οποία γνωστοποιεί την αποδοχή του στο θεματοφύλακα. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος που αποδέχεται ένα Ειδικό Παράρτημα ή Κεφάλαιο αυτού δεσμεύεται από τις τροποποιήσεις στις συνιστώμενες πρακτικές που περιλαμβάνονται σ' αυτό και έχουν τεθεί σε ισχύ την ημερομηνία κατά την οποία το εν λόγω μέρος γνωστοποιεί την αποδοχή του στο θεματοφύλακα, εκτός αν διατυπώσει επιφυλάξεις για μια ή περισσότερες από τις εν λόγω συνιστώμενες πρακτικές, σύμφωνα με το άρθρο 12 της παρούσας Σύμβασης.

Εφαρμογή της Σύμβασης
Άρθρο 10

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί, κατά τη στιγμή της υπογραφής της παρούσας Σύμβασης χωρίς επιφύλαξη επικύρωσης ή κατά τη στιγμή κατάθεσης του εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης, ή οποιαδήποτε μεταγενέστερη στιγμή, να γνωστοποιήσει στο θεματοφύλακα ότι η παρούσα Σύμβαση επεκτείνεται σε όλα ή σε κάποιο από τα εδάφη για τις διεθνείς σχέσεις των οποίων αυτό είναι υπεύθυνο. Η εν λόγω γνωστοποίηση παράγει αποτελέσματα τρεις μήνες μετά την ημερομηνία παραλαβής της από το θεματοφύλακα. Ωστόσο, η παρούσα Σύμβαση δεν εφαρμόζεται στα εδάφη που αναφέρονται στη γνωστοποίηση, προτού η παρούσα Σύμβαση να τεθεί σε ισχύ για το ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Μέρος.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος που έχει γνωστοποιήσει, βάσει της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου, για επέκταση της εφαρμογής της παρούσας Σύμβασης σε οποιοδήποτε έδαφος για τις διεθνείς σχέσεις του οποίου αυτό είναι υπεύθυνο, μπορεί να γνωστοποιήσει στο θεματοφύλακα, στα πλαίσια της διαδικασίας του άρθρου 19 της παρούσας Σύμβασης, ότι το εν λόγω έδαφος δεν εφαρμόζει πλέον την παρούσα Σύμβαση.

Άρθρο 11

Για την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης, κάθε τελωνειακή ή οικονομική ένωση που είναι Συμβαλλόμενο Μέρος γνωστοποιεί στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου τα εδάφη που συγκροτούν την τελωνειακή ή οικονομική ένωση και τα οποία θα θεωρούνται ως ένα ενιαίο έδαφος.

Αποδοχή των διατάξεων και διατύπωση επιφυλάξεων
Άρθρο 12

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος δεσμεύεται από το Γενικό Παράρτημα.

2. Ένα Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να αποδέχεται ένα ή περισσότερα από τα Ειδικά Παραρτήματα ή ένα ή περισσότερα από τα Κεφάλαια αυτών. Συμβαλλόμενο μέρος που αποδέχεται ένα Ειδικό Παράρτημα ή ένα ή περισσότερα Κεφάλαια αυτού δεσμεύεται από όλους τους κανόνες που περιλαμβάνονται σ' αυτό. Συμβαλλόμενο μέρος που αποδέχεται ένα Ειδικό Παράρτημα ή ένα ή περισσότερα Κεφάλαια αυτού δεσμεύεται από όλες τις συνιστώμενες πρακτικές που περιλαμβάνονται σ' αυτό εκτός αν, κατά τη στιγμή της αποδοχής ή οποιαδήποτε μεταγενέστερη στιγμή, γνωστοποιήσει στο θεματοφύλακα την ή τις συνιστώμενες πρακτικές για τις οποίες διατυπώνει επιφυλάξεις, αναφέροντας τις διαφορές που υπάρχουν μεταξύ των διατάξεων της εθνικής νομοθεσίας του καθώς και της ή των σχετικών συνιστώμενων πρακτικών. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος που έχει διατυπώσει επιφυλάξεις μπορεί να τις ανακαλέσει, στο σύνολο τους ή εν μέρει, οποιαδήποτε στιγμή γνωστοποιώντας το στο θεματοφύλακα και αναφέροντας την ημερομηνία κατά την οποία αρχίζει να ισχύει η εν λόγω ανάκληση.

3. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος που δεσμεύεται από Ειδικό Παράρτημα ή από ένα ή περισσότερα Κεφάλαια αυτού εξετάζει τη δυνατότητα ανάκλησης των επιφυλάξεων στις συνιστώμενες πρακτικές, που έχει διατυπώσει βάσει της παραγράφου 2 και γνωστοποιεί στο Γενικό Γραμμα-

τέα του Συμβουλίου τα αποτελέσματα της εν λόγω εξέτασης στο τέλος κάθε τριετούς περιόδου αρχίζοντας από την ημερομηνία θέσης σε ισχύ της παρούσας Σύμβασης για το εν λόγω Συμβαλλόμενο Μέρος, καθορίζοντας τις διατάξεις της εθνικής νομοθεσίας του που, κατά την άποψη του, είναι αντίθετες προς την ανάκληση των επιφυλάξεων.

Εφαρμογή των διατάξεων
Άρθρο 13

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος εφαρμόζει τους κανόνες του Γενικού Παραρτήματος καθώς και του ή των Ειδικών Παραρτημάτων ή Κεφαλαίων αυτών που έχει αποδεχτεί, εντός 36 μηνών μετά τη θέση σε ισχύ του ή των σχετικών Παραρτημάτων ή Κεφαλαίων από το εν λόγω Συμβαλλόμενο Μέρος.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος εφαρμόζει τους μεταβατικούς κανόνες του Γενικού Παραρτήματος εντός 60 μηνών μετά την ημερομηνία θέσης σε ισχύ του Γενικού Παραρτήματος από το εν λόγω Συμβαλλόμενο Μέρος.

3. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος εφαρμόζει τις συνιστώμενες πρακτικές του ή των Ειδικών Παραρτημάτων, του ή Κεφαλαίων αυτών που έχει αποδεχτεί εντός 36 μηνών αφότου το ή τα Ειδικά Παραρτήματα ή Κεφάλαια τεθούν σε ισχύ για το εν λόγω Συμβαλλόμενο Μέρος, εκτός αν έχουν διατυπωθεί επιφυλάξεις για μια ή περισσότερες από τις εν λόγω συνιστώμενες πρακτικές.

4. (α) Όταν οι χρονικές περίοδοι που προβλέπονται στην παράγραφο 1 ή 2 του παρόντος άρθρου αποδεικνύονται, στην πράξη, ανεπαρκείς για την εφαρμογή από οποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Μέρος των διατάξεων του Γενικού Παραρτήματος, το ενδιαφερόμενο Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να ζητήσει από τη διαχειριστική επιτροπή, πριν από τη λήξη της περιόδου που αναφέρεται στην παράγραφο 1 ή 2 του παρόντος άρθρου, να εγκρίνει την παράταση της εν λόγω περιόδου. Κατά την υποβολή του αιτήματος, το Συμβαλλόμενο Μέρος αναφέρει τη διάταξη ή τις διατάξεις του Γενικού Παραρτήματος για τις οποίες ζητείται παράταση της περιόδου καθώς και τους λόγους του εν λόγω αιτήματος.

(β) Σε εξαιρετικές περιστάσεις, η διαχειριστική επιτροπή μπορεί να αποφασίζει την έγκριση τέτοιας παράτασης. Κάθε απόφαση της διαχειριστικής επιτροπής με την οποία χορηγείται μια τέτοια παράταση αναφέρει τις εξαιρετικές περιστάσεις που τη δικαιολογούν, και η παράταση αυτή δε θα υπερβαίνει σε καμία περίπτωση το ένα έτος.

Κατά τη λήξη του χρόνου παράτασης, το Συμβαλλόμενο Μέρος γνωστοποιεί στο θεματοφύλακα την εφαρμογή των διατάξεων για τις οποίες χορηγήθηκε η παράταση.

Διευθέτηση των διαφορών
Άρθρο 14

1. Κάθε διαφορά μεταξύ δύο ή περισσότερων Συμβαλλομένων Μερών σχετικά με την ερμηνεία ή την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης διευθετείται κατά τον καλύτερο δυνατό τρόπο με απευθείας διαπραγματεύσεις.

2. Κάθε διαφορά που δε διευθετείται με άμεσες διαπραγματεύσεις υποβάλλεται από τα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Μέρη προς συζήτηση στη διαχειριστική επιτροπή, η οποία την εξετάζει και διατυπώνει συστάσεις για τη διευθέτηση της.

3. Τα ενδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Μέρη είναι δυνατό να συμφωνήσουν εκ των προτέρων να αποδεχθούν τις συστάσεις της διαχειριστικής επιτροπής.

Τροποποιήσεις της Σύμβασης
Άρθρο 15

1. Το κείμενο κάθε τροποποίησης που προτείνεται στα Συμβαλλόμενα Μέρη από τη διαχειριστική επιτροπή σύμφωνα με το άρθρο 6 παράγραφος 5 στοιχείο (α) σημεία (i) και (ii) διαβιβάζεται από το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου σε όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη και στα μέλη του Συμβουλίου που δεν αποτελούν Συμβαλλόμενα Μέρη.

2. Οι τροποποιήσεις του κυρίως σώματος της Σύμβασης τίθενται σε ισχύ για όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη δώδεκα μήνες μετά την κατάθεση των εγγράφων αποδοχής από τα Συμβαλλόμενα Μέρη που ήταν παρόντα στη σύνοδο της διαχειριστικής επιτροπής κατά τη διάρκεια της οποίας προτάθηκαν οι τροποποιήσεις, υπό τον όρο ότι κανένα από τα Συμβαλλόμενα Μέρη δε διατυπώνει καμία αντίρρηση εντός των δώδεκα μηνών που ακολουθούν την ημερομηνία κοινοποίησης των εν λόγω τροποποιήσεων.

3. Κάθε συνιστώμενη τροποποίηση του Γενικού Παραρτήματος ή των Ειδικών Παραρτημάτων ή των Κεφαλαίων αυτών θεωρείται ότι γίνεται αποδεκτή έξι μήνες μετά την ημερομηνία κατά την οποία αυτή κοινοποιήθηκε στα Συμβαλλόμενα Μέρη, εκτός αν:

(α) διατυπωθεί αντίρρηση από ένα Συμβαλλόμενο Μέρος ή, στην περίπτωση ενός Ειδικού Παραρτήματος ή Κεφαλαίου, διατυπωθεί αντίρρηση από ένα Συμβαλλόμενο Μέρος που δεσμεύεται από το εν λόγω Ειδικό Παράρτημα ή Κεφάλαιο· ή

(β) ένα Συμβαλλόμενο Μέρος ενημερώσει το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου ότι, αν και σκοπεύει να αποδεχτεί τη συνιστώμενη τροποποίηση, δεν πληρούνται ακόμα οι απαραίτητοι όροι για την εν λόγω αποδοχή.

4. Εάν κάποιο Συμβαλλόμενο Μέρος διαβιβάσει στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου τη γνωστοποίηση που προβλέπεται στην παράγραφο 3 στοιχείο (β) του παρόντος άρθρου, μπορεί, εφ' όσον δεν έχει ενημερώσει το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου για την εκ μέρους του αποδοχή της συνιστώμενης τροποποίησης, να διατυπώσει αντίρρηση για τη σχετική τροποποίηση εντός δεκαοχτώ μηνών μετά τη λήξη της εξάμηνης περιόδου που αναφέρεται στην παράγραφο 3 του παρόντος άρθρου.

5. Εάν διατυπωθεί αντίρρηση για τη συνιστώμενη τροποποίηση σύμφωνα με τους όρους της παραγράφου 3 στοιχείο (α) ή της παραγράφου 4 του παρόντος άρθρου, θεωρείται ότι η τροποποίηση δεν γίνεται αποδεκτή και δεν παράγει αποτελέσματα.

6. Εάν οποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Μέρος έχει διαβιβάσει γνωστοποίηση σύμφωνα με την παράγραφο 3 στοιχείο (β) του παρόντος άρθρου, θεωρείται ότι η τροποποίηση έγινε αποδεκτή κατά την προγενέστερη από τις δύο κατωτέρω ημερομηνίες:

(α) την ημερομηνία κατά την οποία όλα τα Συμβαλλόμενα Μέρη που διαβίβασαν τις εν λόγω γνωστοποιήσεις ανακοίνωσαν στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου την αποδοχή της συνιστώμενης τροποποίησης, υπό τον όρο ότι, εάν όλες οι αποδοχές γνωστοποιήθηκαν πριν από τη λήξη της περιόδου των έξι μηνών που αναφέρθηκε στην παράγραφο 3 του παρόντος άρθρου, η εν λόγω ημερομηνία συμπίπτει με την ημερομηνία λήξης της εν λόγω περιόδου των έξι μηνών·

(β) την ημερομηνία λήξης της δεκαοκτάμηνης περιόδου που αναφέρεται στην παράγραφο 4 του παρόντος άρθρου.

7. Κάθε τροποποίηση του Γενικού Παραρτήματος ή των Ειδικών Παραρτημάτων ή των Κεφαλαίων αυτών που θεωρείται ότι γίνεται αποδεκτή τίθεται σε ισχύ είτε έξι μήνες μετά την ημερομηνία κατά την οποία θεωρείται ότι έγινε αποδεκτή είτε, εφόσον καθορίζεται διαφορετική περίοδος

θέσης σε ισχύ για τη συνιστώμενη τροποποίηση, κατά τη λήξη της εν λόγω περιόδου μετά την ημερομηνία κατά την οποία θεωρείται ότι έγινε αποδεκτή η τροποποίηση.

8. Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου ενημερώνει, το συντομότερο δυνατόν, τα Συμβαλλόμενα Μέρη της παρούσας Σύμβασης για κάθε αντίρρηση σχετικά με τη συνιστώμενη τροποποίηση που διατυπώνεται σύμφωνα με την παράγραφο 3 στοιχείο (α) και για κάθε γνωστοποίηση που λαμβάνεται σύμφωνα με την παράγραφο 3 στοιχείο (β) του παρόντος άρθρου. Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου ενημερώνει στη συνέχεια τα Συμβαλλόμενα Μέρη σχετικά με το αν το Συμβαλλόμενο Μέρος ή τα Συμβαλλόμενα Μέρη που έχουν προβεί σε τέτοια γνωστοποίηση προβάλλουν αντίρρηση για τη συνιστώμενη τροποποίηση ή την αποδέχονται.

Άρθρο 16

1. Κατά παρέκκλιση της διαδικασίας τροποποιήσεων που προβλέπεται στο άρθρο 15 της παρούσας Σύμβασης, η διαχειριστική επιτροπή μπορεί να αποφασίσει, σύμφωνα με το άρθρο 6, να τροποποιήσει οποιαδήποτε συνιστώμενη πρακτική ή να ενσωματώσει νέες συνιστώμενες πρακτικές σε οποιοδήποτε Ειδικό Παράρτημα ή Κεφάλαιο αυτού. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος καλείται από το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου να συμμετάσχει στις συζητήσεις της διαχειριστικής επιτροπής. Το κείμενο κάθε τροποποίησης ή νέας συνιστώμενης πρακτικής που αποφασίζεται κατ' αυτό τον τρόπο κοινοποιείται από το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου στα Συμβαλλόμενα Μέρη και στα μέλη του Συμβουλίου που δεν αποτελούν Συμβαλλόμενα Μέρη της παρούσας Σύμβασης.

2. Κάθε τροποποίηση ή προσθήκη νέων συνιστώμενων πρακτικών που αποφασίζεται βάσει της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου τίθεται σε ισχύ έξι μήνες μετά την κοινοποίηση της από το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος που δεσμεύεται από ένα Ειδικό Παράρτημα ή Κεφάλαιο αυτού που αποτελεί το αντικείμενο τροποποιήσεων ή προσθήκης νέων συνιστώμενων πρακτικών θεωρείται ότι αποδέχεται τις εν λόγω τροποποιήσεις ή νέες συνιστώμενες πρακτικές, εκτός αν διατυπώσει επιφυλάξεις στα πλαίσια της διαδικασίας του άρθρου 12 της παρούσας Σύμβασης.

Διάρκεια της προσχώρησης
Άρθρο 17

1. Η παρούσα Σύμβαση έχει συναφθεί για απεριόριστη διάρκεια αλλά οποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να την καταγγείλει οποιαδήποτε στιγμή μετά την ημερομηνία έναρξης της ισχύος της σύμφωνα με το άρθρο 18 της παρούσας Σύμβασης.

2. Η καταγγελία γνωστοποιείται γραπτώς με έγγραφο που κατατίθεται στο θεματοφύλακα.

3. Η καταγγελία τίθεται σε ισχύ έξι μήνες μετά την παραλαβή του εγγράφου της καταγγελίας από το θεματοφύλακα.

4. Οι διατάξεις των παραγράφων 2 και 3 του παρόντος άρθρου εφαρμόζονται επίσης όσον αφορά τα Ειδικά Παραρτήματα ή τα Κεφάλαια αυτών, για τα οποία κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να άρει την αποδοχή του ανά πάσα στιγμή μετά την ημερομηνία έναρξης της ισχύος τους.

5. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος που άρει την αποδοχή του ως προς το Γενικό Παράρτημα θεωρείται ότι καταγγέλλει τη Σύμβαση. Σε αυτήν την περίπτωση, εφαρμόζονται επίσης οι διατάξεις των παραγράφων 2 και 3.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ V
ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ
Έναρξη ισχύος της Σύμβασης

Άρθρο 18

1. Η παρούσα Σύμβαση τίθεται σε ισχύ τρεις μήνες αφότου πέντε από τα μέρη που αναφέρονται στο άρθρο 8 παράγραφοι 1 και 5 της παρούσας Σύμβασης την υπογράψουν χωρίς επιφύλαξη επικύρωσης ή καταθέσουν τα έγγραφα επικύρωσης ή προσχώρησης σε αυτήν.

2. Η παρούσα Σύμβαση τίθεται σε ισχύ για κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος τρεις μήνες αφότου αυτό έγινε Συμβαλλόμενο Μέρος σύμφωνα με τις διατάξεις του Άρθρου 8.

3. Κάθε Ειδικό Παράρτημα ή Κεφάλαιο Ειδικού αυτού της παρούσας Σύμβασης τίθεται σε ισχύ τρεις μήνες μετά την αποδοχή του εν λόγω Ειδικού Παραρτήματος ή Κεφαλαίου από πέντε Συμβαλλόμενα Μέρη.

4. Μετά τη θέση σε ισχύ οποιουδήποτε Ειδικού Παραρτήματος ή Κεφαλαίου αυτού σύμφωνα με την παράγραφο 3 του παρόντος άρθρου, το εν λόγω Ειδικό Παράρτημα ή Κεφάλαιο τίθεται σε ισχύ για οποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Μέρος τρεις μήνες μετά τη γνωστοποίηση της αποδοχής του. Ωστόσο κανένα Ειδικό Παράρτημα ή Κεφάλαιο αυτού, δεν τίθεται σε .ισχύ για ένα Συμβαλλόμενο Μέρος πριν από τη θέση σε ισχύ της παρούσας Σύμβασης για το εν λόγω Συμβαλλόμενο Μέρος.

Θεματοφύλακας της Σύμβασης
Άρθρο 19

1. Η παρούσα Σύμβαση, όλες οι υπογραφές με ή χωρίς επιφύλαξη επικύρωσης και όλα τα έγγραφα επικύρωσης ή προσχώρησης κατατίθενται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου.

2. Ο θεματοφύλακας:

(α) παραλαμβάνει και φυλάσσει τα πρωτότυπα κείμενα της παρούσας Σύμβασης·

(β) εκδίδει επικυρωμένα αντίγραφα των πρωτοτύπων της παρούσας Σύμβασης και τα διαβιβάζει στα Συμβαλλόμενα Μέρη και στα Μέλη του Συμβουλίου που δεν αποτελούν Συμβαλλόμενα Μέρη καθώς και στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών

(γ) λαμβάνει κάθε υπογραφή με ή χωρίς επιφύλαξη επικύρωσης, επικυρώσεις ή προσχωρήσεις στην παρούσα Σύμβαση και παραλαμβάνει και φυλάσσει κάθε σχετικό έγγραφο, γνωστοποίηση και ανακοίνωση που σχετίζονται με αυτή

(δ) εξετάζει εάν η υπογραφή ή κάθε έγγραφο, γνωστοποίηση ή ανακοίνωση σχετικά με την παρούσα Σύμβαση έχει την κανονική και κατάλληλη μορφή και, εάν χρειάζεται, ενημερώνει το Συμβαλλόμενο Μέρος για το σχετικό θέμα

(ε) ενημερώνει τα Συμβαλλόμενα Μέρη, τα Μέλη του Συμβουλίου που δεν αποτελούν Συμβαλλόμενα Μέρη και το Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών σχετικά με:

- υπογραφές, επικυρώσεις, προσχωρήσεις και αποδοχές των Παραρτημάτων και των Κεφαλαίων σύμφωνα με το άρθρο 8 της παρούσας Σύμβασης·
- νέα Κεφάλαια του Γενικού Παραρτήματος και νέα Ειδικά Παραρτήματα ή Κεφάλαια αυτών τα οποία η Διαχειριστική Επιτροπή αποφασίζει να προτείνει για να συμπεριληφθούν στην παρούσα Σύμβαση·
- την ημερομηνία έναρξης της ισχύος της παρούσας Σύμβασης, του Γενικού Παραρτήματος και κάθε Ειδικού Παραρτήματος ή Κεφαλαίου αυτού σύμφωνα με το άρθρο 18 της παρούσας Σύμβασης·

- ανακοινώσεις που λαμβάνονται σύμφωνα με τα άρθρα 8, 10, 11, 12 και 13 της παρούσας Σύμβασης·
- ανακλήσεις αποδοχών των Παραρτημάτων/ των Κεφαλαίων από τα Συμβαλλόμενα Μέρη·
- καταγγελίες σύμφωνα με το άρθρο 17 της παρούσας Σύμβασης· και
- κάθε τροποποίηση που γίνεται αποδεκτή σύμφωνα με το άρθρο 15 της παρούσας Σύμβασης και την ημερομηνία έναρξης της ισχύος της.

3. Σε περίπτωση που παρουσιαστεί οποιαδήποτε διαφορά μεταξύ ενός Συμβαλλόμενου Μέρους και του θεματοφύλακα ως προς την εκτέλεση των αρμοδιοτήτων του τελευταίου, ο θεματοφύλακας ή αυτό το Συμβαλλόμενο Μέρος ενημερώνει σχετικά τα λοιπά Συμβαλλόμενα Μέρη και τους υπογράφοντες ή, εάν χρειαστεί, τη διαχειριστική επιτροπή ή το Συμβούλιο.

Καταχώρηση και αυθεντικά κείμενα
Άρθρο 20

Σύμφωνα με το άρθρο 102 του Χάρτη του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, η παρούσα Σύμβαση καταχωρείται στη Γραμματεία του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών κατόπιν αιτήσεως του Γενικού Γραμματέα του Συμβουλίου.

Σε πίστωση των ανωτέρω, οι υπογράφοντες πληρεξούσιοι υπέγραψαν την παρούσα Σύμβαση.

Έγινε στο Κιότο, στις δεκαοκτώ Μαΐου χίλια εννιακόσια εβδομήντα τρία, στην αγγλική και γαλλική γλώσσα, όπου και τα δύο κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά, σε ένα μόνο πρωτότυπο αντίτυπο, το οποίο κατατίθεται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου, ο οποίος διαβιβάζει επικυρωμένα αντίγραφα σε όλα τα μέρη που αναφέρονται στο άρθρο 8 παράγραφος 1 της παρούσας Σύμβασης.

ΠΡΟΣΑΡΤΗΜΑ II
ΓΕΝΙΚΟ ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΠΙΝΑΚΑΣ ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΩΝ

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 1
ΓΕΝΙΚΕΣ ΑΡΧΕΣ

1.1. Κανόνας

Οι ορισμοί, οι κανόνες και οι μεταβατικοί κανόνες που περιλαμβάνονται στο παρόν Παράρτημα ισχύουν για τα τελωνειακά καθεστώτα και πρακτικές που περιέχονται στο παρόν Παράρτημα και, κατά περίπτωση, για τα καθεστώτα και τις πρακτικές που περιέχονται στα Ειδικά Παραρτήματα.

1.2. Κανόνας

Οι όροι που πρέπει να πληρούνται και οι τελωνειακές διατυπώσεις που πρέπει να διεκπεραιώνονται για τα καθεστώτα και τις πρακτικές που περιλαμβάνονται στο παρόν Παράρτημα και στα Ειδικά Παραρτήματα, καθορίζονται από την εθνική νομοθεσία και είναι όσο το δυνατόν απλούστεροι.

1.3. Κανόνας

Η τελωνειακή υπηρεσία καθιερώνει και διεξάγει επίσημες διαβουλεύσεις με τους εμπορικούς φορείς με στόχο την αύξηση της συνεργασίας και τη διευκόλυνση της συμμετοχής στην προσπάθεια καθιέρωσης των πλέον αποτελεσματικών μεθόδων εργασίας στο πλαίσιο των εθνικών διατάξεων και των διεθνών συμφωνιών.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 2
ΟΡΙΣΜΟΙ

Για την εφαρμογή των Παραρτημάτων της παρούσας Σύμβασης ως:

E1. / F23. " προσφυγή" νοείται η πράξη με την οποία ένα πρόσωπο που επηρεάζεται άμεσα από απόφαση ή παράλειψη της τελωνειακής υπηρεσίας και που θεωρεί ότι θίγεται με αυτόν τον τρόπο επιδιώκει επανόρθωση ενώπιον μιας αρμόδιας αρχής·

E2. / F19. " υπολογισμός δασμών και φόρων" νοείται ο προσδιορισμός του καταβλητέου ποσού δασμών και φόρων·

E3. / F4. " έλεγχος βάσει λογιστικής εξέτασης" νοούνται τα μέτρα με τα οποία η τελωνειακή υπηρεσία διαπιστώνει την ακρίβεια και την εγκυρότητα των διασαφήσεων μέσω εξέτασης των σχετικών λογιστικών βιβλίων, αρχείων, επιχειρησιακών συστημάτων και εμπορικών δεδομένων που τηρούνται από τα ενδιαφερόμενα πρόσωπα·

E4. / F15. " έλεγχος της διασάφησης εμπορευμάτων" νοούνται τα μέτρα που λαμβάνονται από το τελωνείο για τον έλεγχο της ορθής σύνταξης της διασάφησης των εμπορευμάτων καθώς και της τήρησης των υφιστάμενων όρων όσον αφορά τα απαιτούμενα συνοδευτικά έγγραφα·

E5. / F9. " τελωνισμός" νοείται η ολοκλήρωση των αναγκαίων τελωνειακών διατυπώσεων για τη θέση των εμπορευμάτων σε ανάλωση, για την εξαγωγή ή την υπαγωγή τους σε άλλο τελωνειακό καθεστώς·

E6. / F10. "Τελωνειακή υπηρεσία" νοείται η δημόσια υπηρεσία που είναι αρμόδια για την εφαρμογή της τελωνειακής νομοθεσίας και την είσπραξη των δασμών και των φόρων και η οποία έχει επίσης την ευθύνη της εφαρμογής άλλων νόμων και κανονισμών σχετικά με την εισαγωγή, την εξαγωγή, τη διακίνηση ή την αποθήκευση εμπορευμάτων·

E7. /F3. "Τελωνειακός έλεγχος" νοούνται τα μέτρα που εφαρμόζει η τελωνειακή υπηρεσία προκειμένου να διασφαλιστεί η τήρηση της τελωνειακής νομοθεσίας·

E8. / F11 "Δασμοί" νοούνται τα ποσά που καθορίζονται στο δασμολόγιο και τα οποία επιβάλλονται στα εμπορεύματα κατά την είσοδο ή την έξοδο τους από το τελωνειακό έδαφος·

E9. / F16. "Τελωνειακές διατυπώσεις" νοείται το σύνολο των ενεργειών που πρέπει να πραγματοποιηθούν από τα ενδιαφερόμενα πρόσωπα και την τελωνειακή υπηρεσία για την τήρηση της τελωνειακής νομοθεσίας·

E10. / / F18. "Τελωνειακή νομοθεσία" νοείται το σύνολο των νομοθετικών και κανονιστικών διατάξεων σχετικά με την εισαγωγή, την εξαγωγή, τη διακίνηση ή την αποθήκευση εμπορευμάτων, η εφαρμογή των οποίων αποτελεί ειδική αρμοδιότητα της τελωνειακής υπηρεσίας, καθώς και κάθε κανονιστική διάταξη που θεσπίζει η τελωνειακή υπηρεσία στο πλαίσιο των νόμιμων αρμοδιοτήτων της·

E11. / F2. "Τελωνείο" νοείται η διοικητική μονάδα της τελωνειακής υπηρεσίας που είναι αρμόδια για την διεκπεραίωση των τελωνειακών διατυπώσεων, και οι εγκαταστάσεις ή άλλοι χώροι που εγκρίνο νται για τον σκοπό αυτό από τις αρμόδιες αρχές·

E12. / F25. "Τελωνειακό έδαφος" νοείται το έδαφος στο οποίο εφαρμόζεται η τελωνειακή νομοθεσία ενός Συμβαλλόμενου Μέρους·

E13. / F6. "απόφαση" νοείται η συγκεκριμένη πράξη με την οποία η τελωνειακή υπηρεσία αποφασίζει για θέμα σχετικό με την τελωνειακή νομοθεσία·

E14. / F7. "δισσαφιστής" νοείται το πρόσωπο που συντάσ σει διασάφηση εμπορευμάτων ή στο όνομα του οποίου συντάσσεται τέτοια διασάφηση·

E15. / F5. "ημερομηνία που καθίσταται απαιτητή η πληρωμή" νοείται η ημερομηνία κατά την οποία καθίσταται απαιτητό το ποσό των δασμών και των φόρων·

E16. / F12 "δασμοί και φόροι" νοούνται οι εισαγωγικοί ή/ και οι εξαγωγικοί δασμοί και φόροι·

E17. / F27. "επαλήθευση των εμπορευμάτων" νοείται ο φυσικός έλεγχος των εμπορευμάτων από την τελωνειακή υπηρεσία για να διαπιστωθεί αν η φύση, η καταγωγή, η κατάσταση, η ποσότητα και η αξία των εμπορευμάτων συμφωνούν με τα στοιχεία που περιέχονται στη διασάφηση·

E18. / F13. "εξαγωγικοί δασμοί και φόροι" νοούνται οι δασμοί και όλα τα λοιπά τέλη, οι φόροι ή επιβαρύνσεις που εισπράττονται κατά ή σε σχέση με την εξαγωγή εμπορευμάτων, και που δεν περιλαμβάνουν επιβαρύνσεις των οποίων το ύψος περιορίζεται στο κατά προσέγγιση κόστος των υπηρεσιών που παρέχονται ή εισπράττονται από την τελωνειακή υπηρεσία εξ ονόματος άλλης εθνικής αρχής·

E19. / F8. "Διασάφηση εμπορευμάτων" νοείται δήλωση που πραγματοποιείται με τον τρόπο που ορίζει το τελωνείο, με την οποία τα ενδιαφερόμενα πρόσωπα υποδεικνύουν το τελωνειακό καθεστώς στο οποίο θα υπαχθούν τα εμπορεύματα και παρέχουν τα στοιχεία που ζητούνται από την τελωνειακή υπηρεσία για την εφαρμογή του καθεστώτος αυτού·

E20. / F14. "εισαγωγικοί δασμοί και φόροι" νοούνται οι δασμοί και όλα τα λοιπά τέλη, οι φόροι ή επιβαρύνσεις που εισπράττονται κατά ή σε σχέση με την εισαγωγή εμπορευμάτων και που δεν περιλαμβάνουν επιβαρύνσεις των οποίων το ύψος περιορίζεται στο κατά προσέγγιση κόστος των υπηρεσιών που παρέχονται ή εισπράττονται από την τελωνειακή υπηρεσία εξ ονόματος άλλης εθνικής αρχής·

E21. / F1. "αμοιβαία διοικητική συνδρομή" νοούνται οι ενέργειες μιας τελωνειακής υπηρεσίας εξ ονόματος ή σε συνεργασία με άλλη τελωνειακή υπηρεσία για την ορθή εφαρμογή της τελωνειακής νομοθεσίας και για την πρόληψη, τη διερεύνηση και την καταστολή των τελωνειακών παραβάσεων·

E22. / F21. "παράλειψη" νοείται η εκ μέρους της τελωνειακής υπηρεσίας μη ανάληψη δράσης ή η μη έκδοση απόφασης που απαιτείται από την τελωνειακή νομοθεσία εντός λογικής προθεσμίας σχετικά με θέμα που υποβάλλεται δεόντως σ' αυτή·

E23. / F22. "πρόσωπο" νοούνται τόσο τα φυσικά όσο και τα νομικά πρόσωπα, εκτός αν / σε συγκεκριμένη περίπτωση προκύπτει κάτι διαφορετικό·

E24. / F20. "παράδοση των εμπορευμάτων" νοείται η εκ μέρους της τελωνειακής υπηρεσίας θέση των εμπορευμάτων στη διάθεση των ενδιαφερόμενων προσώπων μετά από τον εκτελωνισμό τους·

E25. / F24. "επιστροφή" νοείται η επιστροφή, εν όλω ή εν μέρει, των δασμών και των φόρων που έχουν καταβληθεί για τα εμπορεύματα και η απαλλαγή, εν όλω ή εν μέρει, των δασμών και των φόρων που δεν έχουν ακόμη καταβληθεί·

E26. / F17. "εγγύηση" νοείται ό,τι εξασφαλίζει κατά τρόπο ικανοποιητικό στην τελωνειακή υπηρεσία ότι θα τηρηθεί μια υποχρέωση προς αυτή. Η εγγύηση είναι "γενική" όταν διασφαλίζει ότι θα τηρηθούν οι υποχρεώσεις που προκύπτουν από πολλές πράξεις·

E27. / F26. "τρίτος" νοείται κάθε πρόσωπο που συναλλάσσεται απευθείας με την τελωνειακή υπηρεσία, για λογαριασμό και εξ ονόματος άλλου προσώπου, σχετικά με την εισαγωγή, την εξαγωγή, τη διακίνηση ή την αποθήκευση εμπορευμάτων·

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 3
ΤΕΛΩΝΙΣΜΟΣ ΚΑΙ ΑΛΛΕΣ ΤΕΛΩΝΕΙΑΚΕΣ ΔΙΑΤΥΠΩΣΕΙΣ

Αρμόδια τελωνεία

3.1. Κανόνας

Η τελωνειακή υπηρεσία ορίζει τα τελωνεία στα οποία είναι δυνατό να προσκομίζονται ή να τελωνίζονται τα εμπορεύματα. Κατά τον καθορισμό των αρμοδιοτήτων και της θέσης των τελωνείων καθώς και των ωρών λειτουργίας τους, πρέπει να λαμβάνονται κυρίως υπόψη οι ανάγκες του εμπορίου.

3.2. Κανόνας

Κατόπιν αιτήσεως του ενδιαφερόμενου προσώπου και για λόγους που κρίνονται βάσιμοι από την τελωνειακή υπηρεσία, η τελευταία πραγματοποιεί, στο μέτρο των διαθέσιμων πόρων της, τις ενέργειες που αντιστοιχούν στο εκάστοτε τελωνειακό καθεστώς και την τελωνειακή πρακτική και εκτός των οριζόμενων ωρών λειτουργίας ή εκτός

των τελωνείων. Οι δαπάνες που επιβάλλει ενδεχομένως η τελωνειακή υπηρεσία περιορίζονται στο κατά προσέγγιση κόστος των παρεχόμενων υπηρεσιών.

3.3. Κανόνας

Όταν τα τελωνεία βρίσκονται σε σημεία διέλευσης κοινών συνόρων, οι ενδιαφερόμενες Τελωνειακές Διοικήσεις εναρμονίζουν τις ώρες λειτουργίας και τις αρμοδιότητες των εν λόγω τελωνείων.

3.4. Μεταβατικός κανόνας

Σε σημεία διέλευσης κοινών συνόρων, οι ενδιαφερόμενες Τελωνειακές Διοικήσεις διενεργούν, όταν αυτό είναι δυνατό, από κοινού ελέγχους.

3.5. Μεταβατικός κανόνας

Όταν η τελωνειακή υπηρεσία σκοπεύει να ιδρύσει ένα νέο τελωνείο ή να μετατρέψει υπάρχον τελωνείο σε σημείο διέλευσης κοινών συνόρων, συνεργάζεται, στο μέτρο του δυνατού, με την τελωνειακή υπηρεσία της γειτονικής χώρας για την ίδρυση αντίστοιχου τελωνείου στο έδαφος της ώστε να διευκολυνθεί η διενέργεια κοινών ελέγχων.

Διασαφηστής

(α) Πρόσωπα που έχουν το δικαίωμα να ενεργούν ως διασαφηστές

3.6. Κανόνας

Η εθνική νομοθεσία καθορίζει τις προϋποθέσεις υπό τις οποίες ένα πρόσωπο έχει δικαίωμα να ενεργεί ως διασαφιστής.

3.7. Κανόνας

Κάθε πρόσωπο που έχει δικαίωμα να διαθέτει τα εμπορεύματα μπορεί να ενεργεί ως διασσφιστής.

(β) Ευθύνη του διασαφιστή

3.8. Κανόνας

Ο διασαφιστής θεωρείται υπεύθυνος έναντι της τελωνειακής υπηρεσίας για την ακρίβεια των στοιχείων που περιέχονται στη διασάφηση των εμπορευμάτων καθώς και για την πληρωμή των δασμών και φόρων.

(γ) Δικαιώματα του διασαφιστή

3.9. Κανόνας

Πριν από την κατάθεση της διασάφησης εμπορευμάτων, ο διασαφιστής μπορεί, υπό τις προϋποθέσεις που καθορίζει η τελωνειακή υπηρεσία:

(α) να εξετάζει τα εμπορεύματα· και (β) να λαμβάνει δείγματα.

3.10. Κανόνας

Η τελωνειακή υπηρεσία δεν ζητεί χωριστή διασάφηση εμπορευμάτων για τα δείγματα που επιτρέπεται να ληφθούν υπό τελωνειακή επιτήρηση, υπό τον όρο ότι τα δείγματα αυτά περιλαμβάνονται στη διασάφηση εμπορευμάτων για τη σχετική αποστολή.

Διασάφηση εμπορευμάτων

(α) Μορφή και περιεχόμενο της διασάφησης εμπορευμάτων

3.11. Κανόνας

Το περιεχόμενο της διασάφησης εμπορευμάτων ορίζεται από την τελωνειακή υπηρεσία. Το έντυπο της γραπτής διασάφησης εμπορευμάτων θα είναι σύμφωνο με το πρότυπο υπόδειγμα των Ηνωμένων Εθνών.

Όσον αφορά τις αυτοματοποιημένες διαδικασίες τελωνισμού, ο τύπος της ηλεκτρονικά υποβαλλόμενης διασάφησης εμπορευμάτων θα βασίζεται στους διεθνείς κανόνες για την ηλεκτρονική ανταλλαγή πληροφοριών, όπως ορίζεται στις Συστάσεις του Συμβουλίου Τελωνειακής Συνεργασίας σχετικά με την τεχνολογία της πληροφορικής.

3.12. Κανόνας

Η τελωνειακή υπηρεσία περιορίζει τα στοιχεία που απαιτούνται στη διασάφηση εμπορευμάτων μόνο σε αυτά που κρίνονται απαραίτητα για τον υπολογισμό και την είσπραξη των δασμών και φόρων, τη συγκέντρωση στατιστικών στοιχείων και την τήρηση της τελωνειακής νομοθεσίας.

3.13. Κανόνας

Όταν, για λόγους που κρίνονται βάσιμοι από την τελωνειακή υπηρεσία, ο διασαφιστής δεν διαθέτει όλες τις απαιτούμενες πληροφορίες για τη σύνταξη της διασάφησης εμπορευμάτων, είναι δυνατό να επιτραπεί η κατάθεση προσωρινής ή ελλιπούς διασάφησης, υπό τον όρο ότι αυτή περιέχει τα στοιχεία που κρίνονται απαραίτητα από την τελωνειακή υπηρεσία και ότι ο διασαφιστής αναλαμβάνει την υποχρέωση να την συμπληρώσει εντός καθορισμένης προθεσμίας.

3.14. Κανόνας

Όταν το τελωνείο καταχωρεί προσωρινή ή ελλιπή διασάφηση εμπορευμάτων, η δασμολογική μεταχείριση που χορηγείται στα εμπορεύματα δεν είναι διαφορετική από αυτήν που θα είχε χορηγηθεί αν είχε κατατεθεί πλήρης και ορθή διασάφηση από την αρχή.

Η παράδοση των εμπορευμάτων δεν αναβάλλεται, υπό τον όρο ότι έχει συσταθεί η εγγύηση που απαιτείται για τη διασφάλιση της είσπραξης των οφειλόμενων δασμών και φόρων.

3.15. Κανόνας

Η τελωνειακή υπηρεσία απαιτεί την κατάθεση της πρωτότυπης διασάφησης εμπορευμάτων και τον ελάχιστο μόνο αριθμό απαραίτητων αντιγράφων.

(β) Δικαιολογητικά έγγραφα που προσαρτώνται στη διασάφηση εμπορευμάτων

3.16. Κανόνας

Προς υποστήριξη της διασάφησης εμπορευμάτων, η τελωνειακή υπηρεσία απαιτεί την προσκόμιση εκείνων μόνο των εγγράφων που θεωρούνται απαραίτητα για τον έλεγχο της πράξης και για τη διασφάλιση της τήρησης όλων των όρων που έχουν σχέση με την εφαρμογή της τελωνειακής νομοθεσίας.

3.17. Κανόνας

Όταν ορισμένα δικαιολογητικά έγγραφα δεν μπορούν να υποβληθούν μαζί με τη διασάφηση εμπορευμάτων για λόγους που κρίνονται βάσιμοι από την τελωνειακή υπηρεσία, η τελευταία επιτρέπει την προσκόμιση των εν λόγω εγγράφων εντός καθορισμένης προθεσμίας.

3.18. Μεταβατικός κανόνας

Η τελωνειακή υπηρεσία επιτρέπει την υποβολή των δικαιολογητικών εγγράφων με ηλεκτρονικά μέσα.

3.19. Κανόνας

Η τελωνειακή υπηρεσία δεν θα απαιτεί μετάφραση των στοιχείων των δικαιολογητικών εγγράφων, εκτός εάν αυτή κρίνεται αναγκαία για την επεξεργασία της διασάφησης εμπορευμάτων.

Υποβολή, καταχώρηση και έλεγχος της διασάφησης εμπορευμάτων

3.20. Κανόνας

Η τελωνειακή υπηρεσία επιτρέπει την κατάθεση της διασάφησης εμπορευμάτων σε οποιοδήποτε οριζόμενο τελωνείο.

3.21. Μεταβατικός κανόνας

Η τελωνειακή υπηρεσία επιτρέπει την κατάθεση της διασάφησης εμπορευμάτων με ηλεκτρονικά μέσα.

3.22. Κανόνας

Η διασάφηση εμπορευμάτων κατατίθεται μέσα στις ώρες λειτουργίας που ορίζονται από το τελωνείο.

3.23. Κανόνας
Όταν η εθνική νομοθεσία καθορίζει προθεσμία για την κατάθεση της διασάφησης εμπορευμάτων, το χρονικό διάστημα που παραχωρείται πρέπει να είναι επαρκές ώστε να επιτρέπει στο διασαφιστή να συμπληρώσει τη διασάφηση εμπορευμάτων και να συγκεντρώσει τα απαιτούμενα δικαιολογητικά έγγραφα που προσαρτώνται στη διασάφηση.
3.24. Κανόνας
Κατόπιν αιτήσεως του διασαφιστή και για λόγους που κρίνονται βάσιμοι από την τελωνειακή υπηρεσία, η τελευταία παρατείνει την προθεσμία που έχει οριστεί για την κατάθεση της διασάφησης εμπορευμάτων.
3.25. Κανόνας
Η εθνική νομοθεσία καθορίζει τους όρους κατάθεσης και καταχώρησης ή ελέγχου της διασάφησης εμπορευμάτων και των συνοδευτικών εγγράφων πριν από την άφιξη των εμπορευμάτων.
3.26. Κανόνας
Όταν η τελωνειακή υπηρεσία δεν μπορεί να καταχωρήσει τη διασάφηση εμπορευμάτων, αναφέρει στο διασαφιστή τους σχετικούς λόγους.
3.27. Κανόνας
Η τελωνειακή υπηρεσία επιτρέπει στο διασαφιστή να διορθώσει τη διασάφηση εμπορευμάτων που έχει ήδη κατατεθεί , υπό τον όρο ότι όταν υποβάλλεται η αίτηση δεν έχει ξεκινήσει ούτε ο έλεγχος της διασάφησης ούτε η εξέταση των εμπορευμάτων.
3.28. Μεταβατικός κανόνας
Σε περίπτωση που η υποβολή της αίτησης γίνεται μετά την έναρξη του ελέγχου της διασάφησης εμπορευμάτων, η τελωνειακή υπηρεσία επιτρέπει στο διασαφιστή να διορθώσει τη διασάφηση εμπορευμάτων εφόσον θεωρεί βάσιμους τους λόγους που προβάλλει ο τελευταίος.
3.29. Μεταβατικός κανόνας
Ο διασαφιστής μπορεί να ανακαλέσει τη διασάφηση εμπορευμάτων και να ζητήσει την υπαγωγή τους σε άλλο τελωνειακό καθεστώς, υπό τον όρο ότι το σχετικό αίτημα υποβάλλεται στην τελωνειακή υπηρεσία πριν από την παραλαβή των εμπορευμάτων και ότι η τελευταία θεωρεί βάσιμους τους σχετικούς λόγους.
3.30. Κανόνας
Ο έλεγχος της διασάφησης εμπορευμάτων πραγματοποιείται ταυτόχρονα ή το συντομότερο δυνατόν μετά την καταχώρηση της.
3.31. Κανόνας
Όσον αφορά τον έλεγχο της διασάφησης εμπορευμάτων, η τελωνειακή υπηρεσία λαμβάνει μόνο τα μέτρα εκείνα που κρίνονται αναγκαία για τη διασφάλιση της τήρησης της τελωνειακής νομοθεσίας.
Ειδικές διαδικασίες για εγκεκριμένα πρόσωπα
3.32. Μεταβατικός κανόνας
Για τα εγκεκριμένα πρόσωπα που πληρούν τα κριτήρια που καθορίζει η τελωνειακή υπηρεσία και παρέχουν όλα τα εχέγγυα για τη συμμόρφωση τους με την τελωνειακή νομοθεσία και διαθέτουν επίσης ένα ικανοποιητικό σύστημα διαχείρισης των λογιστικών τους εγγραφών, η τελωνειακή υπηρεσία προβλέπει:
• την παράδοση των εμπορευμάτων με παροχή των ελάχιστων πληροφοριών που απαιτούνται για τον προσδιορισμό της ταυτότητας των εμπορευμάτων και για τη συμπλήρωση της οριστικής διασάφησης εμπορευμάτων
• τον εκτελωνισμό των εμπορευμάτων στις εγκαταστάσεις του διασαφιστή ή σε άλλο χώρο εγκεκριμένο από την τελωνειακή υπηρεσία και, επιπλέον, στο μέτρο του δυνατού, άλλες ειδικές διαδικασίες όπως:
• την άδεια για κατάθεση ενιαίας διασάφησης για όλες τις εισαγωγές ή τις εξαγωγές εντός μίας συγκεκριμένης περιόδου, όταν τα εμπορεύματα εισάγονται ή εξάγονται συχνά από το ίδιο πρόσωπο·
• τη δυνατότητα των εγκεκριμένων προσώπων να υπολογίζουν τα ίδια τους δασμούς και φόρους βάσει των λογιστικών εγγραφών τους, και όπου κρίνεται αναγκαίο, η τελωνειακή υπηρεσία θα διασφαλίζει την τήρηση των λοιπών τελωνειακών προϋποθέσεων·
• τη δυνατότητα κατάθεσης της διασάφησης εμπορευμάτων μέσω λογιστικής εγγραφής από το εγκεκριμένο πρόσωπο, που θα συνοδεύεται ακολούθως από συμπληρωματική διασάφηση.

Επαλήθευση των εμπορευμάτων
(α) Απαιτούμενος χρόνος
για την επαλήθευση των εμπορευμάτων

3.33. Κανόνας
Όταν η τελωνειακή υπηρεσία αποφασίσει ότι τα εμπορεύματα που διασαφίζονται πρέπει να επαληθευτούν, η εν λόγω επαλήθευση πραγματοποιείται το συντομότερο δυνατόν μετά την καταχώρηση της διασάφησης εμπορευμάτων.
3.34. Κανόνας
Κατά τον προγραμματισμό των επαληθεύσεων, δίδεται προτεραιότητα στην επαλήθευση ζώντων ζώων και ευπαθών εμπορευμάτων καθώς και άλλων εμπορευμάτων, τον επείγοντα χαρακτήρα των οποίων δέχεται η τελωνειακή υπηρεσία.
3.35. Μεταβατικός κανόνας
Εάν τα εμπορεύματα πρέπει να ελεγχθούν και από άλλες αρμόδιες αρχές και η τελωνειακή υπηρεσία προγραμματίζει επίσης επαλήθευση, αυτή εξασφαλίζει το συντονισμό των ελέγχων και, εάν είναι δυνατόν, την ταυτόχρονη διενέργειά τους.

(β) Παρουσία του διασαφιστή
κατά την επαλήθευση των εμπορευμάτων

3.36. Κανόνας
Η τελωνειακή υπηρεσία εξετάζει αιτήματα του διασαφιστή για παρουσία ή για εκπροσώπηση του κατά την επαλήθευση των εμπορευμάτων. Τέτοια αιτήματα ικανοποιούνται πλην εξαιρετικών περιστάσεων.
3.37. Κανόνας
Εάν η τελωνειακή υπηρεσία το κρίνει χρήσιμο, απαιτεί από το διασαφιστή να είναι παρών ή να εκπροσωπείται κατά την επαλήθευση των εμπορευμάτων προκειμένου να τους παράσχει κάθε απαραίτητη συνδρομή για τη διευκόλυνση του σχετικού ελέγχου.

(γ) Δειγματοληψία από το τελωνείο

3.38. Κανόνας
Η λήψη δειγμάτων πραγματοποιείται μόνο όταν αυτό κρίνεται αναγκαίο από την τελωνειακή υπηρεσία για τον καθορισμό της δασμολογικής κατάταξης ή/ και της δασμολογητέας αξίας των εμπορευμάτων που διασαφίζονται ή για τη διασφάλιση της τήρησης άλλων διατάξεων της εθνικής νομοθεσίας. Ο αριθμός δειγμάτων που λαμβάνονται θα είναι όσο το δυνατό μικρότερος.

Σφάλματα

3.39. Κανόνας
Η τελωνειακή υπηρεσία δεν επιβάλλει σημαντικές κυρώσεις για σφάλματα, όταν αποδεικνύεται ότι τέτοια σφάλματα είναι ακούσια και ότι δεν έχει υπάρξει πρόθεση απάτης ή βαρεία αμέλεια. Όταν θεωρείται αναγκαία η αποθάρρυνση από επανάληψη τέτοιων σφαλμάτων, είναι δυνατή η επιβολή κυρώσεων, όχι όμως μεγαλύτερων από τις απολύτως αναγκαίες.

Παράδοση εμπορευμάτων

3.40. Κανόνας

Τα εμπορεύματα που διασαφίζονται παραδίδονται μόλις η τελωνειακή υπηρεσία τα επαληθεύσει ή αποφασίσει να μην τα επαληθεύσει, υπό τον όρο ότι:

- δεν έχει διαπιστωθεί καμία παράβαση
- η άδεια εισαγωγής ή εξαγωγής ή οποιαδήποτε άλλα απαιτούμενα έγγραφα έχουν υποβληθεί·
- όλες οι άδειες σχετικά με το συγκεκριμένο καθεστώς έχουν υποβληθεί

και

- έχουν καταβληθεί όλοι οι δασμοί και φόροι ή έχουν ληφθεί τα κατάλληλα μέτρα για τη διασφάλιση της είσπραξής τους.

3.41. Κανόνας

Εάν η τελωνειακή υπηρεσία πεισθεί ότι ο διασαφιστής θα ολοκληρώσει στη συνέχεια όλες τις διατυπώσεις για τον τελωνισμό παραδίδει τα εμπορεύματα, υπό τον όρο ότι ο διασαφιστής προσκομίζει εμπορικό ή επίσημο έγγραφο που περιέχει τα κύρια στοιχεία της σχετικής αποστολής, το οποίο και γίνεται αποδεκτό από την τελωνειακή υπηρεσία, καθώς και σχετική εγγύηση, όπου αυτή απαιτείται, για τη διασφάλιση της είσπραξης κάθε οφειλόμενου δασμού και φόρου.

3.42. Κανόνας

Όταν η τελωνειακή υπηρεσία αποφασίζει να ζητήσει εργαστηριακή ανάλυση των δειγμάτων, λεπτομερή τεχνικά έγγραφα ή τις συμβουλές εμπειρογνωμόνων, παραδίδει τα εμπορεύματα προτού να γίνουν γνωστά τα σχετικά αποτελέσματα, υπό τον όρο ότι έχει παρασχεθεί κάθε απαιτούμενη εγγύηση και είναι βέβαιο ότι τα εμπορεύματα δεν υπόκεινται σε απαγορεύσεις ή περιορισμούς.

3.43. Κανόνας

Όταν εντοπιστεί παράβαση, η τελωνειακή υπηρεσία δεν αναμένει την ολοκλήρωση των διοικητικών ή νομικών ενεργειών προτού παραδώσει τα εμπορεύματα, υπό τον όρο ότι αυτά δεν υπόκεινται σε κατάσχεση ούτε ενδέχεται να χρησιμοποιηθούν ως αποδεικτικά στοιχεία σε κάποιο μεταγενέστερο στάδιο, καθώς και ότι ο διασαφιστής καταβάλλει τους δασμούς και τους φόρους και παρέχει εγγύηση για τη διασφάλιση της είσπραξης κάθε πρόσθετου δασμού και φόρου και κάθε χρηματικής ποινής που μπορεί να επιβληθεί.

Εγκατάλειψη ή καταστροφή εμπορευμάτων

3.44. Κανόνας

Όταν τα εμπορεύματα δεν έχουν ακόμη τεθεί σε ανάλωση ή έχουν υπαχθεί σε άλλο τελωνειακό καθεστώς και υπό τον όρο ότι δεν έχει διαπιστωθεί καμία παράβαση, το ενδιαφερόμενο πρόσωπο απαλλάσσεται από την υποχρέωση καταβολής δασμών και φόρων ή αποκτά το δικαίωμα επιστροφής τους:

- όταν, κατόπιν αιτήσεώς του, τα εν λόγω εμπορεύματα εγκαταλείπονται υπέρ του Δημοσίου ή καταστρέφονται ή μετά από τελωνειακό έλεγχο αποστερούνται κάθε εμπορικής αξίας, ανάλογα με την απόφαση της τελωνειακής υπηρεσίας. Όλες οι σχετικές δαπάνες βαρύνουν το ενδιαφερόμενο πρόσωπο·
- όταν τα εν λόγω εμπορεύματα αποτελούν το αντικείμενο καταστροφής ή ανεπανόρθωτης απώλειας λόγω τυχαίου γεγονότος ή ανωτέρας βίας, υπό τον όρο ότι η εν λόγω καταστροφή ή απώλεια αποδεικνύεται δεόντως στην τελωνειακή υπηρεσία·
- όταν διαπιστώνονται ελλείμματα που οφείλονται στη φύση των εμπορευμάτων, τα οποία αποδεικνύονται δεόντως στην τελωνειακή υπηρεσία.

Οποιαδήποτε απόβλητα ή απορρίμματα παραμένουν μετά την καταστροφή υπόκεινται, σε περίπτωση θέσης σε ανάλωση ή εξαγωγής, στους δασμούς κσ! φόρους που θα επιβάλλονταν σε τέτοια απόβλητα ή απορρίμματα κατά την εισαγωγή ή εξαγωγή τους στο εν λόγω κράτος.

3.45. Μεταβατικός κανόνας

Όταν η τελωνειακή υπηρεσία προβαίνει στην πώληση εμπορευμάτων που δεν έχουν διασαφιστεί εντός της καθορισμένης προθεσμίας ή που δεν έχουν τεθεί σε ανάλωση αν και δεν είχε διαπιστωθεί καμία παράβαση, οι εισπράξεις της πώλησης, μετά την αφαίρεση των δασμών και φόρων και όλων των ενδεχόμενων λοιπών επιβαρύνσεων και δαπανών, περιέρχονται στα πρόσωπα που τις δικαιούνται ή, όταν αυτό δεν είναι δυνατό, τίθενται στη διάθεση τους για καθορισμένη περίοδο.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 4
ΔΑΣΜΟΙ ΚΑΙ ΦΟΡΟΙ
Α. ΥΠΟΛΟΓΙΣΜΟΣ, ΕΙΣΠΡΑΞΗ ΚΑΙ ΠΛΗΡΩΜΗ ΤΩΝ ΔΑΣΜΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΦΟΡΩΝ

4.1. Κανόνας

Η εθνική νομοθεσία καθορίζει τους όρους υπό τους οποίους καθίστανται απαιτητοί οι δασμοί και φόροι.

4.2. Κανόνας

Η προθεσμία υπολογισμού των οφειλόμενων δασμών και φόρων ορίζεται από την εθνική νομοθεσία. Ο υπολογισμός γίνεται το συντομότερο δυνατόν μετά την υποβολή της διασάφησης εμπορευμάτων ή από τη στιγμή όπου οι δασμοί και φόροι καθίστανται απαιτητοί.

4,3. Κανόνας

Τα στοιχεία βάσει των οποίων γίνεται ο υπολογισμός των δασμών και των φόρων και οι όροι υπό τους οποίους αυτοί καθορίζονται περιλαμβάνονται στην εθνική νομοθεσία.

4.4. Κανόνας

Το ύψος των δασμών και φόρων περιλαμβάνονται σε επίσημες δημοσιεύσεις.

4.5. Κανόνας

Η εθνική νομοθεσία προσδιορίζει τη στιγμή που λαμβάνεται υπόψη για τον καθορισμό του ύψους των δασμών και φόρων.

4.6. Κανόνας

Η εθνική νομοθεσία καθορίζει τις μεθόδους που μπορεί να χρησιμοποιούνται στην καταβολή δασμών και φόρων.

4.7. Κανόνας

Η εθνική νομοθεσία καθορίζει το πρόσωπο ή τα πρόσωπα που είναι υπεύθυνα για την καταβολή των δασμών και φόρων.

4.8. Κανόνας

Η εθνική νομοθεσία καθορίζει την ημερομηνία που καθίσταται απαιτητή η πληρωμή καθώς και τον τόπο πληρωμής.

4.9. Κανόνας

Όταν η εθνική νομοθεσία ορίζει ότι η πληρωμή μπορεί να πραγματοποιείται μετά την παράδοση των εμπορευμάτων, η σχετική ημερομηνία πληρωμής είναι δέκα τουλάχιστον ημέρες μετά την παράδοση. Δεν επιβάλλεται τόκος για την περίοδο μεταξύ της ημερομηνίας παράδοσης και της ημερομηνίας λήξης της προθεσμίας.

4.10. Κανόνας

Η εθνική νομοθεσία καθορίζει την περίοδο εντός της οποίας η τελωνειακή υπηρεσία μπορεί να επιδιώξει με ένδικα μέσα την είσπραξη των δασμών και φόρων που δεν έχουν καταβληθεί κατά την ημερομηνία λήξης της προθεσμίας.

4.11. Κανόνας

Η εθνική νομοθεσία καθορίζει το ύψος των τόκων υπερημερίας που επιβάλλονται στα ποσά των δασμών και φόρων που δεν έχουν καταβληθεί κατά την ημερομηνία λήξης της προθεσμίας και τους όρους καταβολής των σχετικών τόκων.

4.12. Κανόνας

Κατά την καταβολή των δασμών και φόρων, παρέχεται στον πληρωτή απόδειξη της πληρωμής, εκτός αν υπάρχουν άλλα στοιχεία που συνιστούν απόδειξη της πληρωμής.

4.13. Μεταβατικός κανόνας

Η εθνική νομοθεσία καθορίζει μια ελάχιστη αξία ή/ και ένα ελάχιστο ποσό δασμών και φόρων κάτω από τα οποία δεν εισπράττεται κανένας δασμός ή φόρος.

4.14. Κανόνας

Εάν η τελωνειακή υπηρεσία διαπιστώσει ότι σφάλματα που περιέχονται στη διασάφηση εμπορευμάτων ή που προέκυψαν κατά τον υπολογισμό των δασμών και φόρων θα προκαλέσουν ή έχουν προκαλέσει την είσπραξη ή την ανάκτηση ποσού δασμών και φόρων μικρότερου από αυτό που οφείλεται νόμιμα, διορθώνει τα σφάλματα και εισπράττει το μη καταβληθέν ποσό. Ωστόσο, εάν το εν λόγω ποσό είναι μικρότερο από το ελάχιστο ποσό που καθορίζεται στην εθνική νομοθεσία, η τελωνειακή υπηρεσία δεν προβαίνει στην είσπραξη του ή ανάκτησή του.

Β. ΑΝΑΒΟΛΗ ΤΗΣ ΚΑΤΑΒΟΛΗΣ ΔΑΣΜΩΝ ΚΑΙ ΦΟΡΩΝ

4.15. Κανόνας

Όταν η εθνική νομοθεσία προβλέπει την αναβολή της καταβολής δασμών και φόρων, διευκρινίζει τους όρους υπό τους οποίους παρέχεται αυτή η δυνατότητα.

4.16. Κανόνας

Η αναβολή της καταβολής επιτρέπεται, στο μέτρο του δυνατού, χωρίς την επιβολή τόκων.

4.17. Κανόνας

Η χρονική περίοδος αναβολής για την καταβολή των δασμών και φόρων ανέρχεται σε δεκατέσσερις τουλάχιστον ημέρες.

Γ. ΕΠΙΣΤΡΟΦΗ ΔΑΣΜΩΝ ΚΑΙ ΦΟΡΩΝ

4.18. Κανόνας

Η επιστροφή πραγματοποιείται όταν αποδεικνύεται ότι έχει καταβληθεί επιπλέον ποσό δασμών και φόρων λόγω εσφαλμένου υπολογισμού τους.

4.19. Κανόνας

Η επιστροφή παρέχεται για τα εισαγόμενα ή εξαγόμενα εμπορεύματα που διαπιστώνεται ότι είναι ελαττωματικά ή ότι δεν ανταποκρίνονται στις συμφωνηθείσες προδιαγραφές κατά την εισαγωγή ή την εξαγωγή και επιστρέφονται είτε στον προμηθευτή είτε σε ένα άλλο πρόσωπο που υποδεικνύεται από τον προμηθευτή, υπό τους ακόλουθους όρους:

- τα εμπορεύματα δεν έχουν υποβληθεί σε επεξεργασία, επισκευή ή χρήση στη χώρα εισαγωγής και επανεξάγονται εντός εύλογης προθεσμίας·
- τα εμπορεύματα δεν έχουν υποβληθεί σε επεξεργασία, επισκευή ή χρήση στη χώρα εξαγωγής και επανεισάγονται εντός εύλογης προθεσμίας·.

Η χρήση των εμπορευμάτων, ωστόσο, δεν εμποδίζει την επιστροφή εάν αυτή ήταν αναγκαία για την αποκάλυψη των ελαττωμάτων ή άλλων στοιχείων που προκάλεσαν την επανεξαγωγή ή την επανεισαγωγή των εμπορευμάτων.

Ως εναλλακτική λύση της επανεξαγωγής ή της επανεισαγωγής, τα εμπορεύματα μπορούν σύμφωνα με απόφαση της τελωνειακής υπηρεσίας να εγκαταλειφθούν υπέρ του Δημοσίου, να καταστραφούν ή να αποστερηθούν κάθε εμπορικής αξίας, υπό τον έλεγχο της τελωνειακής υπηρεσίας. Η εν λόγω εγκατάλειψη ή καταστροφή δεν συνεπάγεται έξοδα για το Δημόσιο.

4.20. Μεταβατικός κανόνας

Όταν η τελωνειακή υπηρεσία παρέχει άδεια υπαγωγής σε άλλο τελωνειακό καθεστώς εμπορευμάτων που αρχικά διασαφίστηκαν σε κάποιο άλλο τελωνειακό καθεστώς με καταβολή δασμών και φόρων, πραγματοποιείται η επιστροφή των δασμών και φόρων που καταβλήθηκαν πέραν του ποσού που οφείλεται για το νέο καθεστώς.

4.21. Κανόνας

Οι αποφάσεις σχετικά με την αίτηση επιστροφής λαμβάνονται και κοινοποιούνται εγγράφως στα ενδιαφερόμενα πρόσωπα χωρίς καθυστέρηση, ενώ τα ποσά που εισπράχθηκαν πλέον των οφειλόμενων ποσών επιστρέφονται το ταχύτερο δυνατό μετά την επαλήθευση των στοιχείων της αίτησης.

4.22. Κανόνας

Όταν η τελωνειακή υπηρεσία διαπιστώνει ότι το επιπλέον εισπραχθέν ποσό οφείλεται στον εκ μέρους της εσφαλμένο υπολογισμό δασμών και φόρων, πραγματοποιεί κατά προτεραιότητα την επιστροφή.

4.23. Κανόνας

Όταν τάσσεται προθεσμία πέραν της οποίας δεν γίνονται αποδεκτές οι αιτήσεις επιστροφής, αυτή απαιτείται να είναι επαρκής προκειμένου να ληφθούν υπόψη οι διαφορετικές περιστάσεις σχετικά με κάθε τύπο περίπτωσης στην οποία μπορεί να χορηγηθεί επιστροφή.

4.24. Κανόνας

Η επιστροφή δεν πραγματοποιείται εάν το σχετικό ποσό είναι μικρότερο από το ελάχιστο ποσό που καθορίζεται στην εθνική νομοθεσία.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 5
ΕΓΓΥΗΣΗ

5.1. Κανόνας

Η εθνική νομοθεσία απαριθμεί τις περιπτώσεις στις οποίες απαιτείται εγγύηση και διευκρινίζει τους τρόπους σύστασης αυτής.

5.2. Κανόνας

Η τελωνειακή υπηρεσία καθορίζει το ποσό της εγγύησης.

5.3. Κανόνας

Κάθε πρόσωπο που υποχρεούται να παράσχει εγγύηση επιτρέπεται να επιλέγει οποιοδήποτε είδος εγγύησης υπό τον όρο ότι γίνεται αποδεκτό από την τελωνειακή υπηρεσία.

5.4. Κανόνας

Στις περιπτώσεις που προβλέπεται από την εθνική νομοθεσία η τελωνειακή υπηρεσία δεν απαιτεί τη σύσταση εγγύησης όταν έχει τη βεβαιότητα ότι θα εκπληρωθούν οι έναντι αυτής υποχρεώσεις.

5.5. Κανόνας

Όταν απαιτείται εγγύηση για να διασφαλιστεί ότι θα εκπληρωθούν οι υποχρεώσεις που απορρέουν από ένα τελωνειακό καθεστώς, η τελωνειακή υπηρεσία αποδέχεται γενική εγγύηση, ειδικότερα από τους διασαφιστές που διασαφίζουν τακτικά εμπορεύματα σε διαφορετικά τελωνεία του τελωνειακού εδάφους.

5.6. Κανόνας

Όταν απαιτείται εγγύηση, αυτή ανέρχεται σε όσο το δυνατό μικρότερο ποσό και, όσον αφορά την πληρωμή δασμών και φόρων, δεν υπερβαίνει το ποσό που δύναται να καταστεί απαιτητό.

5.7. Κανόνας

Όταν έχει συσταθεί εγγύηση, αυτή αποδεσμεύεται το συντομότερο δυνατόν αφότου η τελωνειακή υπηρεσία εκτιμήσει ότι έχουν εκπληρωθεί κατάλληλα οι υποχρεώσεις για τη διασφάλιση των οποίων συστάθηκε η εγγύηση.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 6
ΤΕΛΩΝΕΙΑΚΟΣ ΕΛΕΓΧΟΣ

6.1. Κανόνας

Όλα τα εμπορεύματα, συμπεριλαμβανομένων των με-

ταφορικών μέσων, που εισέρχονται ή εξέρχονται από το τελωνειακό έδαφος, ανεξάρτητα από το αν υπόκεινται ή όχι σε δασμούς και φόρους, υποβάλλονται σε τελωνειακό έλεγχο.

6.2. Κανόνας

Ο τελωνειακός έλεγχος περιορίζεται στον απολύτως αναγκαίο για τη διασφάλιση της εφαρμογής της τελωνειακής νομοθεσίας.

6.3. Κανόνας

Κατά την εφαρμογή του τελωνειακού ελέγχου, η τελωνειακή υπηρεσία κάνει χρήση της μεθόδου ανάλυσης κινδύνου.

6.4. Κανόνας

Η τελωνειακή υπηρεσία εφαρμόζει τη μέθοδο ανάλυσης κινδύνου για να καθορίζει ποια πρόσωπα και ποια εμπορεύματα, συμπεριλαμβανομένων των μεταφορικών μέσων, θα πρέπει να ελέγχονται καθώς και την έκταση του ελέγχου.

6.5. Κανόνας

Προκειμένου να υποστηρίξει τη μέθοδο ανάλυσης κινδύνου, η τελωνειακή υπηρεσία υιοθετεί μια στρατηγική εκτίμησης του βαθμού εφαρμογής της νομοθεσίας.

6.6. Κανόνας

Τα συστήματα τελωνειακού ελέγχου περιλαμβάνουν και τους λογιστικούς ελέγχους.

6.7. Κανόνας

Η τελωνειακή υπηρεσία επιδιώκει τη συνεργασία με τις άλλες Τελωνειακές Διοικήσεις και τη σύναψη συμφωνιών αμοιβαίας διοικητικής συνδρομής, για να ενισχύσει τον τελωνειακό έλεγχο.

6.8. Κανόνας

Η τελωνειακή υπηρεσία επιδιώκει τη συνεργασία με τους εμπορικούς φορείς και τη σύναψη μνημονίων συμφωνίας για να ενισχύσει τον τελωνειακό έλεγχο.

6.9. Μεταβατικός κανόνας

Η τελωνειακή υπηρεσία προτίθεται να κάνει χρήση στο μεγαλύτερο δυνατό βαθμό της τεχνολογίας των πληροφοριών και του ηλεκτρονικού εμπορίου για τη βελτίωση των τελωνειακών ελέγχων.

6.10. Κανόνας

Η τελωνειακή υπηρεσία αξιολογεί τα λογιστικά συστήματα των επιχειρήσεων στις περιπτώσεις που η λειτουργία τους επηρεάζει τις τελωνειακές εργασίες για να εξασφαλίσει τη συμμόρφωση τους με τις απαιτήσεις των τελωνειακών υπηρεσιών.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 7
ΕΦΑΡΜΟΓΗ ΤΗΣ ΤΕΧΝΟΛΟΓΙΑΣ ΤΗΣ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΚΗΣ

7.1. Κανόνας

Η τελωνειακή υπηρεσία εφαρμόζει την τεχνολογία της πληροφορικής για την υποστήριξη των τελωνειακών εργασιών, στις περιπτώσεις που αυτή αποδεικνύεται οικονομικώς συμφέρουσα και αποτελεσματική για την τελωνειακή υπηρεσία και το εμπόριο. Η τελωνειακή υπηρεσία καθορίζει τους όρους εφαρμογής της.

7.2. Κανόνας

Κατά την εισαγωγή των εφαρμογών ηλεκτρονικών υπολογιστών, η τελωνειακή υπηρεσία χρησιμοποιεί τα διεθνώς αποδεκτά πρότυπα.

7.3. Κανόνας

Η εισαγωγή της τεχνολογίας της πληροφορικής θα πραγματοποιηθεί με συνεννόηση όλων των αμέσως ενδιαφερόμενων μερών, στο μέγιστο δυνατό βαθμό.

7.4. Κανόνας

Κάθε νέα ή αναθεωρημένη εθνική νομοθεσία προβλέπει:

- χρήση μεθόδων ηλεκτρονικού εμπορίου στη θέση των εγγράφων παραστατικών·
- ηλεκτρονικές καθώς επίσης και με χρήση εγγράφων, μεθόδους εξακρίβωσης της εγκυρότητας·
- το δικαίωμα της τελωνειακής υπηρεσίας να συγκεντρώνει πληροφορίες για τις δικές της ανάγκες και, ανάλογα με την περίπτωση, να ανταλλάσσει τέτοιες πληροφορίες με άλλες Τελωνειακές Διοικήσεις και με όλα τα λοιπά νόμιμα αναγνωρισμένα μέρη μέσω των τεχνικών του ηλεκτρονικού εμπορίου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 8
ΣΧΕΣΕΙΣ ΜΕΤΑΞΥ ΤΗΣ ΤΕΛΩΝΕΙΑΚΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΑΣ ΚΑΙ ΤΡΙΤΩΝ ΜΕΡΩΝ

8.1. Κανόνας

Τα ενδιαφερόμενα πρόσωπα έχουν την επιλογή να πραγματοποιούν συναλλαγές με την τελωνειακή υπηρεσία είτε απευθείας είτε μέσω τρίτου που ενεργεί εξ ονόματός τους.

8.2. Κανόνας

Η εθνική νομοθεσία καθορίζει τους όρους υπό τους οποίους ένα πρόσωπο μπορεί να ενεργεί για λογαριασμό και εξ ονόματος άλλου προσώπου όσον αφορά τις συναλλαγές με την τελωνειακή υπηρεσία και καθορίζει την ευθύνη τρίτων έναντι του Τελωνείου για δασμούς και φόρους και για κάθε παρατυπία.

8.3. Κανόνας

Οι συναλλαγές με την τελωνειακή υπηρεσία, στην περίπτωση που το ενδιαφερόμενο πρόσωπο επιλέγει να ενεργήσει για λογαριασμό του, δεν αντιμετωπίζονται λιγότερο ευνοϊκά ούτε υπόκεινται σε πιο αυστηρές απαιτήσεις από ό,τι οι συναλλαγές της τελωνειακής υπηρεσίας που διεκπεραιώνονται από έναν τρίτο για λογαριασμό του ενδιαφερομένου προσώπου.

8.4. Κανόνας

Το πρόσωπο που υποδεικνύεται ως τρίτος έχει τα ίδια δικαιώματα με το πρόσωπο που το όρισε για τα θέματα που αφορούν τις συναλλαγές του με την τελωνειακή υπηρεσία.

8.5. Κανόνας

Η τελωνειακή υπηρεσία προβλέπει τη συμμετοχή τρίτων στις επίσημες διαβουλεύσεις της με τους εμπορικούς φορείς.

8.6. Κανόνας

Η τελωνειακή υπηρεσία καθορίζει τις περιπτώσεις κατά τις οποίες δεν θα συναλλάσσεται με κάποιο τρίτο μέρος.

8.7. Κανόνας

Η τελωνειακή υπηρεσία γνωστοποιεί γραπτώς στο τρίτο μέρος κάθε απόφαση της να μην πραγματοποιεί συναλλαγές με αυτό.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 9
ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ, ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ ΚΑΙ ΡΥΘΜΙΣΕΙΣ ΠΟΥ ΠΑΡΕΧΕΙ ΤΟ ΤΕΛΩΝΕΙΟ
Α. ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ ΓΕΝΙΚΗΣ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ

9.1. Κανόνας

Η τελωνειακή υπηρεσία διασφαλίζει ότι όλες οι πληροφορίες γενικής εφαρμογής σχετικά με την τελωνειακή νομοθεσία παρέχονται αμέσως σε κάθε ενδιαφερόμενο πρόσωπο.

9.2. Κανόνας

Όταν χρειάζεται να τροποποιηθούν οι ήδη παρασχεθείσες πληροφορίες λόγω τροποποιήσεων επί της τελωνειακής νομοθεσίας, επί των διοικητικών ρυθμίσεων ή προϋποθέσεων, η τελωνειακή υπηρεσία παρέχει αμέσως τις αναθεωρημένες πληροφορίες αρκετά πριν από την έναρξη ισχύος των αλλαγών για να επιτρέψει στα ενδιαφερόμενα πρόσωπα να τις λάβουν υπόψη, εκτός αν δεν επιτρέπεται η προηγούμενη γνωστοποίησή τους.

9.3. Μεταβατικός κανόνας

Η τελωνειακή υπηρεσία κάνει χρήση της τεχνολογίας της πληροφορικής για να βελτιώσει την παροχή πληροφοριών.

Β. ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ ΕΙΔΙΚΟΥ ΧΑΡΑΚΤΗΡΑ

9.4. Κανόνας

Κατόπιν αιτήσεως του ενδιαφερόμενου προσώπου, η τελωνειακή υπηρεσία παρέχει το ταχύτερο δυνατό και με τη μεγαλύτερη δυνατή ακρίβεια, πληροφορίες σχετικά με τα επιμέρους θέματα που επικαλείται το ενδιαφερόμενο πρόσωπο όσον αφορά την τελωνειακή νομοθεσία.

9.5. Κανόνας

Η τελωνειακή υπηρεσία παρέχει όχι μόνο τις ειδικού χαρακτήρα ζητούμενες πληροφορίες αλλά και κάθε άλλη σχετική πληροφορία που θεωρεί ότι θα ήταν χρήσιμη για το ενδιαφερόμενο πρόσωπο.

9.6. Κανόνας

Όταν η τελωνειακή υπηρεσία παρέχει πληροφορίες, εξασφαλίζει τη μη κοινοποίηση στοιχείων ιδιωτικού ή εμπιστευτικού χαρακτήρα που θίγουν την τελωνειακή υπηρεσία ή τρίτους εκτός αν η κοινοποίηση αυτή απαιτείται ή επιτρέπεται από την εθνική νομοθεσία.

9.7. Κανόνας

Όταν η τελωνειακή υπηρεσία δεν μπορεί να παράσχει πληροφορίες χωρίς επιβάρυνση, οποιαδήποτε δαπάνη περιορίζεται στο κατά προσέγγιση κόστος των παρεχόμενων υπηρεσιών.

Γ. ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ ΚΑΙ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ

9.8. Κανόνας

Μετά από γραπτή αίτηση του ενδιαφερόμενου προσώπου, η τελωνειακή υπηρεσία γνωστοποιεί εγγράφως την απόφαση της εντός περιόδου που καθορίζεται από την εθνική νομοθεσία. Όταν η απόφαση είναι δυσμενής για το ενδιαφερόμενο πρόσωπο, του ανακοινώνονται οι λόγοι που οδήγησαν σ' αυτή καθώς και το δικαίωμα προσφυγής.

9.9. Κανόνας

Η τελωνειακή υπηρεσία εκδίδει δεσμευτικές πληροφορίες κατόπιν αιτήσεως του ενδιαφερόμενου προσώπου, υπό τον όρο ότι αυτή διαθέτει όλες τις αναγκαίες πληροφορίες.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 10
ΠΡΟΣΦΥΓΗ ΕΠΙ ΤΕΛΩΝΕΙΑΚΩΝ ΘΕΜΑΤΩΝ
Α. ΔΙΚΑΙΩΜΑ ΠΡΟΣΦΥΓΗΣ

10.1. Κανόνας

Η εθνική νομοθεσία προβλέπει το δικαίωμα προσφυγής για τελωνειακά θέματα.

10.2. Κανόνας

Κάθε άμεσα θιγόμενο πρόσωπο από μία απόφαση ή παράλειψη του τελωνείου έχει δικαίωμα προσφυγής.

10.3. Κανόνας

Το άμεσα θιγόμενο πρόσωπο από μία απόφαση ή παράλειψη της τελωνειακής υπηρεσίας ενημερώνεται, μετά την υποβολή σχετικού αιτήματος στην τελωνειακή υπηρεσία, για τους λόγους που οδήγησαν στην εν λόγω απόφαση ή παράλειψη, εντός περιόδου που καθορίζεται από την εθνική νομοθεσία. Το γεγονός αυτό ενδέχεται ή όχι να οδηγήσει σε προσφυγή.

10.4. Κανόνας

Η εθνική νομοθεσία προβλέπει το δικαίωμα μιας αρχικής προσφυγής ενώπιον της τελωνειακής υπηρεσίας.

10.5. Κανόνας

Όταν μία προσφυγή ενώπιον της τελωνειακής υπηρεσίας απορριφθεί, ο ασκών την προσφυγή έχει το δικαίωμα περαιτέρω προσφυγής ενώπιον αρχής ανεξάρτητης από την Τελωνειακή Διοίκηση.

10.6. Κανόνας

Ο ασκών την προσφυγή έχει το δικαίωμα προσφυγής ενώπιον μιας δικαστικής αρχής.

Β. ΤΥΠΟΣ ΚΑΙ ΛΟΓΟΙ ΤΗΣ ΠΡΟΣΦΥΓΗΣ

10.7. Κανόνας

Η προσφυγή υποβάλλεται εγγράφως και περιλαμβάνει τους λόγους στους οποίους στηρίζεται.

10.8. Κανόνας

Για την άσκηση προσφυγής κατά απόφασης της τελωνειακής υπηρεσίας τάσσεται προθεσμία, η οποία πρέπει να είναι επαρκής για να επιτρέπει στον ασκούντα την προσφυγή να μελετήσει την αμφισβητούμενη απόφαση και να προετοιμάσει την προσφυγή.

10.9. Κανόνας

Όταν η προσφυγή ασκείται ενώπιον της τελωνειακής αρχής, δεν απαιτείται η ταυτόχρονη υποβολή των αποδεικτικών στοιχείων αλλά παρέχεται, υπό τις δέουσες περιστάσεις, εύλογη προθεσμία για την υποβολή των εν λόγω στοιχείων.

Γ. ΕΞΕΤΑΣΗ ΤΟΥ ΑΙΤΗΜΑΤΟΣ ΠΡΟΣΦΥΓΗΣ

10.10. Κανόνας

Η τελωνειακή υπηρεσία εκδίδει το συντομότερο δυνατό την απόφαση της για δεδομένη προσφυγή και τη γνωστοποιεί εγγράφως στον προσφεύγοντα.

10.11. Κανόνας

Όταν απορρίπτεται προσφυγή ενώπιον της τελωνειακής υπηρεσίας, αυτή γνωστοποιεί, εγγράφως, τους λόγους που οδήγησαν στη σχετική απόφαση και ενημερώνει τον ασκούντα την προσφυγή για το δικαίωμα του να ασκήσει περαιτέρω προσφυγή σε διοικητική ή ανεξάρτητη αρχή καθώς και για κάθε προθεσμία σχετικά με την άσκηση της εν λόγω προσφυγής.

10.12. Κανόνας

Όταν η προσφυγή γίνεται αποδεκτή, η τελωνειακή υπηρεσία συμμορφώνεται το συντομότερο δυνατόν με την απόφαση της ή την απόφαση της ανεξάρτητης ή δικαστικής αρχής, εκτός από περιπτώσεις κατά τις οποίες η τελωνειακή αρχή ασκεί προσφυγή κατά της τελευταίας αυτής απόφασης.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευση του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και του Πρωτοκόλλου που κυρώνεται, από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 3 αυτού.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεση του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 5 Μαΐου 2003

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ ΚΑΙ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ	ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Ν. ΧΡΙΣΤΟΔΟΥΛΑΚΗΣ	**Γ. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 5 Μαΐου 2003

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Φ. ΠΕΤΣΑΛΝΙΚΟΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ